



RECUEIL

DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

ANNEE 2016 – NUMERO 106 DU 13 AVRIL 2016

TABLE DES MATIERES

EPCC LaM - Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut

Délibérations du Conseil d'Administration du 4 mars 2016 (1^{ère} partie)

PRÉFECTURE DU NORD
17 MARS 2016 15
ARRIVÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° 2016 01 01

OBJET :

Validation du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 15 décembre 2015

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

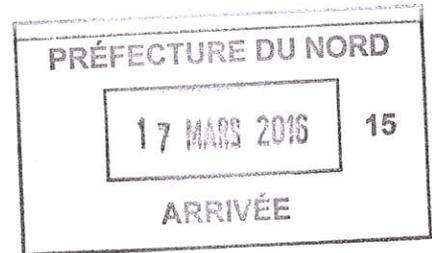
| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|--|--------------------------|--------------------------|---------------------|---------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">22</div> PRESENTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">15</div> REPRESENTES <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">1</div> VOTANTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">16</div> | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | Pouvoir M. Renar | |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | x |
| | M. Ivan Renar | x | | |
| | M. Marc Donnadiou | x | | |
| | M. Jean-Guillaume Dufour | x | | |


04/03/2016

Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-01 Validation du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 15 décembre 2015



Délibération n°2016-01-01 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales,

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

Il est proposé au conseil d'administration d'accepter le procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'EPCC LaM du 15 décembre 2015 joint en annexe

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité d'accepter le procès-verbal de la séance du conseil d'administration de l'EPCC LaM du 15 décembre 2015 joint en annexe

Régulièrement publié et transmis en préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

Le président
Olivier Henno

A large, handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Olivier Henno', written over the printed name of the president.



**Procès-verbal du
Conseil d'administration du LaM du 15 décembre 2015**

Présents :

- Monsieur Alain CAMBIEN, Métropole Européenne de Lille
- Madame Cécile DEBRAY, représentant Monsieur Serge LASVIGNES, personnalité qualifiée
- Madame Catherine DE ZEGHER, personnalité qualifiée
- Monsieur Marc DONNADIEU, personnel du LaM
- Madame Dominique FURNE, représentant Gérard CAUDRON, maire de Villeneuve d'Ascq
- Madame Marion GAUTIER, Métropole Européenne de Lille
- Monsieur Olivier HENNO, président, Métropole Européenne de Lille
- Monsieur Michel ROUSSEL, représentant Monsieur Jean-François Cordet, État
- Monsieur Eric SKYRONKA, Métropole Européenne de Lille
- Monsieur Ivan RENAR, personnalité qualifiée
- Madame Claudine TOMCZAK, représentant Jean-Guillaume DUFOUR, personnel du LaM
- Monsieur Pierre VANBEUGHEN, Métropole Européenne de Lille

Excusés :

- Madame Florence BARISEAU, Métropole Européenne de Lille
- Madame Fabienne BLAISE, personnalité qualifiée
- Monsieur Laurent BUSINE, personnalité qualifiée
- Monsieur Bernard CHEROT, Association L'Aracine
- Monsieur Bernard MASUREL, Association Masurel
- Monsieur Christian MASUREL, personnalité qualifiée
- Monsieur Jean-Michel MOLLE, Métropole Européenne de Lille
- Monsieur Jacques PASTOUR, Métropole Européenne de Lille
- Monsieur Alexis PÉRON, Association L'Aracine
- Madame Sophie ROCHER, Métropole Européenne de Lille

Ville de Villeneuve d'Ascq :

- Madame Marie-Pierre SAMPSON

Métropole Européenne de Lille :

- Madame Adeline DESCLAUX, chef de projet culture et arts visuels
- Monsieur Frédéric MINARD, Métropole Européenne de Lille

Les Amis du LaM :

- Monsieur Stéphane ROUSSEL

Le LaM, Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut :

- Monsieur Michaël DELOBEAU, représentant Madame Isabelle TAVERNIER, agent comptable
- Madame Isabelle DESCHEEMAEKER, directrice administrative et financière
- Madame Annette GOMEZ-DE ROIJ, assistante de direction
- Madame Joséphine LEBLOND, juriste
- Madame Sophie LÉVY, directrice-conservatrice
- Monsieur Jérôme MARQUISE, responsable sécurité et service technique
- Madame Véronique PETITJEAN, directrice de la communication

Olivier HENNO ouvre la séance en saluant les membres du conseil d'administration et en les remerciant de leur présence.

Point n°1 : Validation du procès-verbal du conseil d'administration du 8 octobre 2015

Olivier HENNO met au vote la validation du procès-verbal du conseil d'administration du 8 octobre 2015 ; celle-ci est adoptée à l'unanimité.

Point n° 2 : Présentation des nouvelles personnalités qualifiées, membres du conseil d'administration

Isabelle DESCHEEMAEKER indique que le mandat des personnalités qualifiées a expiré au 10 octobre dernier. Après concertation, les membres fondateurs de l'EPCC, la ville de Villeneuve d'Ascq, la MEL et l'État proposent de renouveler le mandat des personnalités qualifiées.

Point n°3 : Présentation de la programmation 2016

Sophie LÉVY informe que durant la période de l'Eté au LaM, un accrochage sera consacré à Jean Dubuffet, figure majeure pour le LaM qui fait le lien entre les collections modernes, contemporaines et celles de l'art brut. L'exposition d'automne sera quant à elle, consacrée à Luc Tuymans.

Marc DONNADIEU

- La Fondation Dubuffet devrait nous prêter une quinzaine de tableaux qui représenteront un parcours de l'œuvre de l'artiste. Il s'agit d'un prêt tout à fait exceptionnel qui reste à valider par leur conseil d'administration.
- La grande exposition d'automne sera consacrée à l'un des plus importants peintres figuratifs contemporains, Luc Tuymans, qui n'a pas eu de présentation majeure de son œuvre dans un musée depuis très longtemps. Une exposition de dessins avait été accueillie au CAPC de Bordeaux en 1998 et une exposition au FRAC Auvergne en 2003 constituée exclusivement de fresques éphémères. L'exposition partira de son œuvre imprimé et sera pensée comme le laboratoire de création qui permet de comprendre comment ce peintre, qui part d'images d'actualité, les transforme par la peinture. Son œuvre constitue aussi une réflexion sur la prolifération des images aujourd'hui. C'est à la fois une exposition de peintures et une interrogation sur la signification d'une image aujourd'hui. Cette exposition commencera le 29 septembre et finira le 8 janvier.

Point n°4 : Un musée après travaux d'agrandissement : des questions d'étanchéité, d'isolation, de climat et d'évacuation prises en compte

Sophie LÉVY explique que la partie souterraine du LaM est toute aussi essentielle à son activité que sa partie visible. Jérôme Marquise, responsable du service technique, a consacré énormément de son temps aux questions techniques depuis la construction de l'extension du bâtiment et la réouverture du musée. On a pu constater un certain nombre d'imprécisions sur les chantiers d'extension qui ont donné lieu à des dommages-ouvrages longs. Aujourd'hui, le LaM a bon espoir que ces travaux s'achèvent dans le courant de l'année 2016.

De cette expérience, nous avons tiré une leçon majeure : il est important de tester un bâtiment pendant plusieurs mois avant que les œuvres ne reviennent.

Nous n'avons pas eu cette possibilité et de ce fait, tout le travail de dommage/ouvrage qui a été assez conséquent a dû être fait alors que le LaM était en activité. Durant cette période délicate, nous avons été particulièrement accompagnés par les services de la Métropole (le service Culture, la Gestion technique des bâtiments et l'Assistance à la maîtrise d'ouvrage de la Métropole), ainsi que par un expert assez exceptionnel, Monsieur Gérard Lambert, qui a accepté de lier l'ensemble des déclarations de ces dommages/ouvrages et qui a eu un regard bienveillant et très attentif sur la conservation des œuvres et les nécessités d'un musée.

Ceci explique que seule une partie des collections du LaM soit revenue dans les réserves pour le moment, et que nous ayons conservé deux réserves externalisées, l'une prêtée gracieusement par le MAC's du Grand Hornu, l'autre chez Chenue à Paris. Mais nous voyons aujourd'hui se profiler leur retour dans le courant de l'année 2016, lorsque l'ensemble des travaux auront pu être achevés, et les réserves retrouver un fonctionnement parfaitement adéquat.

Jérôme MARQUISE rappelle les enjeux de l'agrandissement du LaM : en 1999, la MEL a accepté la donation L'Aracine de 3 500 œuvres d'art brut, et en 2002, la MEL a, à l'issue du concours architectural, retenu Manuelle Gautrand pour l'extension du musée d'art moderne et la rénovation de son site.

Le projet était de créer :

- des espaces d'exposition pour l'art brut,
- des espaces dédiés aux collections d'art contemporain,
- des parties techniques plus fonctionnelles, comme par exemple la climatisation, des zones de réserves suffisantes,
- un atelier de restauration des œuvres d'art
- un espace dédié au confinement pour la décontamination des œuvres que l'on appelle « salle de quarantaine ».
- un quai de déchargement pour les œuvres

Les nouvelles réserves ont été construites en sous-sol sur un terrain marécageux. Cela a été rendu possible grâce au montage d'une paroi étanche verticale et la création d'un cuvelage pour éviter les remontées d'eau par capillarité et permettre l'isolation des parties extérieures. La localisation des réserves en sous-sol et le nouvel agencement des espaces techniques ont permis une circulation plus sécurisée des œuvres au sein du musée puisqu'elles ne devaient plus transiter par le hall d'entrée pour passer d'une zone à l'autre.

Les chantiers suivants ont eu lieu :

- Le chantier Sintive (du nom de l'architecte qui a restauré le bâtiment Simounet), avec la reprise des têtes de murs et de l'ensemble des toitures terrasses du bâtiment Simounet qui, avant la fermeture en 2006, avait déjà des problèmes d'infiltrations et de fuites. Le diagnostic a mis en avant l'existence de poches d'eau, un manque d'étanchéité des têtes de mur, ce qu'ils se sont employés à rectifier
- Le chantier Gautrand : avec la création des réserves en sous-sol et la mise en et la construction de l'extension en béton.
- Le chantier AWP : la restructuration complète du parc avec ses cheminements, le repositionnement des sculptures, etc.

- Le chantier lancé par la MEL dans ses marchés à bons de commande, pour la mise en place du parquet, la remise en peinture, l'éclairage de l'ensemble du site.

Le musée a donc été fermé entre 2006 et 2009. Les personnels ont réintégré le site en février 2010. Les premières œuvres d'art sont revenues au mois de mars 2010 en vue de l'ouverture du musée en septembre 2010. La deuxième phase du retour des œuvres devait se dérouler immédiatement après l'ouverture. Mais dès février 2010, des dysfonctionnements sont apparus. Les premiers concernaient la climatisation, et c'est un sujet particulièrement sensible dans les musées, du fait de la conservation préventive des œuvres.

Puis, d'autres dysfonctionnements (fuites et infiltrations, problèmes d'isolation) sont apparus qui ont conduit, dès 2011, le service assurance de la MEL a déposer un dommage/ouvrage auprès de son assureur AXA. De 2011 à 2013, nous avons eu des réunions d'expertise pour comprendre les différentes problématiques liées à la non-conformité des installations techniques : inversion dans le montage de certains éléments, appareil installés hors service, problèmes d'infiltrations au niveau de la jonction du bâtiment Simounet et du bâtiment extension, apparition de divers points de fuite en réserves, présence de gouttelettes de condensation sur les plafonds de certaines réserves, problème de séparation des réseaux d'eaux grasses et eaux pluviales, etc..

En conséquence, et par mesure de précaution, il a été décidé, d'un commun accord avec la MEL, de ne pas rapatrier les œuvres externalisées.

Les dossiers d'assurance sont refermés au bout de 120 jours, nous obligeant sans cesse à redéposer des dommages/ouvrages à chaque réactivation d'une fuite. Les réserves ont fait l'objet d'une attention toute particulière et aux différents chantiers ouverts entre 2010 et 2014, nous avons ajouté en 2015, un chantier relatif à l'étanchéité et des isolants en sous-plafond.

Aujourd'hui l'ensemble des dossiers dommage/ouvrage comprend les réseaux d'évacuation, les dossiers d'infiltration, le dossier condensation et le dossier climat.

L'ensemble des travaux de rectification sont en voie d'achèvement, et nous espérons rapatrier l'ensemble des œuvres externalisées dans le courant de l'année 2016.

Olivier HENNO remercie Jérôme Marquise ainsi que les services du musée dans leur ensemble et les services de la Métropole Européenne de Lille. Malgré les aléas du chantier, les œuvres n'ont jamais été mises en danger. Au bout de cinq ans, nous arrivons au bout de ces dommages/ouvrages.

Sophie LÉVY confirme qu'aucune œuvre n'a été endommagée, grâce à ce non rapatriement et au travail de prévention de la régie des collections. Ce travail de conservation préventive est d'ailleurs pris en charge, de même que le coût du stockage externalisé, de l'assurance des œuvres et l'ensemble des travaux dans le cadre du dommage/ouvrage.

Éric SKYRONKA remercie pour cette présentation. Mais des questions sur la qualité du suivi du chantier, sur le choix des entreprises, sur le travail des commissions d'appel d'offres et sur l'élaboration du cahier des charges se posent. La construction d'un nouveau bâtiment va de pair avec les malfaçons et les choses à régler. Et malgré la prise en charge par les assurances, cela occasionne beaucoup de perte de temps et de stress pour l'équipe du musée. À ce sujet, il tient à signaler la nécessité de remettre en état les sanitaires publics du musée.

Sophie LÉVY indique que ce problème est connu et sera réglé sous peu.

Frédéric MINARD remercie pour cet exposé et est impressionné par la quantité et la gravité des malfaçons du bâtiment mais aussi par la réactivité des équipes du musée. Il pose la question de savoir si les œuvres permanentes qui sont revenues en 2010 ont pu être gardées dans de conditions acceptables, notamment pour les prêteurs ?

Sophie LÉVY ajoute que l'entreprise choisie par marché public pour s'occuper de la maintenance du climat veille à la bonne stabilité de ce dernier. Les courbes sont satisfaisantes ce qui nous a permis d'obtenir les prêts pour l'exposition Modigliani. Cependant, le système de climatisation doit encore être amélioré et notamment sa gestion automatisée.

Olivier HENNO revient sur l'histoire du musée. À la fin du mandat 2001-2008, l'assemblée communautaire – sur proposition de Pierre Mauroy – a voté le principe de l'agrandissement du musée pour accueillir la donation L'Aracine. Au total, le chantier a représenté 30 millions d'euros. Quand le chantier a commencé, les services de la Métropole, la maîtrise d'ouvrage, l'architecte Manuelle Gautrand et la maîtrise d'œuvre Sintive ont découvert que l'ancien bâtiment du musée devait être totalement rénové. Le chantier d'agrandissement est devenu un double chantier d'agrandissement et de rénovation de la partie historique du musée. Cela a donc changé totalement la nature du projet, notamment sur le plan budgétaire puisque les enveloppes initiales ont été dépassées. Pierre Mauroy a mis tout son poids politique dans ce projet d'agrandissement du musée, puis il a fallu – avec les exécutifs successifs – l'achever le mieux possible. Ce qu'il faut retenir, c'est que les services du musée et les services communautaires ont été à la hauteur et que l'objectif essentiel a été atteint, à savoir que les œuvres sont préservées. C'est la naissance même du projet qui est particulière et qui explique beaucoup de ces difficultés.

Point n°5 : Budget primitif 2016

Isabelle DESCHEEMAEKER explique que la particularité de l'année 2016 est de présenter un budget qui tienne compte à la fois de l'exposition exceptionnelle de Modigliani et du fonctionnement courant du musée. Le dossier budgétaire rappelle les mécanismes financiers liés à la convention passée avec la Rmn-GP, puis présente de façon isolée de budget de l'exposition, suivi du budget de fonctionnement du LaM et enfin, le budget général de l'année.

✓ Mécanismes financiers de la convention Rmn-GP:

La Rmn-GP prend en charge un certain nombre de coûts : le transport, l'assurance, la communication, une partie des « aléas » et des frais en industrie. L'ensemble de ces coûts devra être remboursé par le LaM au fur et à mesure du déroulé de l'exposition. Cela nous oblige donc à faire face à une dépense de 1 595 612€ liée au reversement à la Rmn-GP. Le premier tableau du dossier synthétise ces différents mouvements budgétaires ; entre les versements de la subvention de la MEL de 650 000€ et les dépenses liées à l'exposition, nous enregistrons un solde positif de 451 000 euros. A cela s'ajoute toutes les recettes de l'exposition et une participation du LaM. Cela nous permet d'arriver à la somme de 1 338 400€ correspond à la première tranche de remboursement. A seconde tranche de remboursement sera inscrite lors des DM de 2016.

✓ Budget de fonctionnement du musée (hors Modigliani):

Le budget de fonctionnement du musée est calculé 7/12^e de son activité annuelle (de juin à décembre). Les objectifs de recettes ont été calculé au prorata temporis tandis que les dépenses tiennent compte de l'intégralité de la masse salariale, du fonctionnement des services administratifs et techniques, des services muséaux (communication, service

pédagogique, régie conservation préventive), et de la programmation culturelle à savoir les expositions Tuymans, Dubuffet, quelques Thématis et la participation du LaM à l'exposition Modigliani. Le budget du musée en dehors de l'expo est estimé à 6 518 500€.

✓ Budget primitif de l'année 2016 :

Le budget primitif 2016, qui intègre les dépenses et les recettes de l'exposition Modigliani, est présenté à hauteur de 7 856 900€. Il est présenté par type de dépenses et par chapitre de vote et permet la comparaison avec les années antérieures. Il fait apparaître la baisse de la contribution statutaire de la MEL que cette dernière vous verse annuellement. Cette contribution sera diminuée de 100 000€ dans le courant de l'année 2016. Cette opération nécessite une modification des statuts qui prendra quelques mois. Mais elle est d'ores et déjà inscrite dans notre budget avec une recette de 6 700 000€ réduite par une dépense imprévue de 100 000€.

Marion GAUTIER demande pourquoi la MEL a choisi de procéder à une baisse de la contribution plutôt qu'à une diminution de 50 000€ de la dernière tranche de subvention Modigliani en 2016 (qui est de 150 000€). Cela éviterait une modification des statuts et permettrait d'avoir un peu recul jusqu'à l'année 2017.

Olivier HENNO explique qu'il ne s'agit pas des mêmes enveloppes. Personne n'ignore ici que la baisse des dotations pour les collectivités territoriales et les établissements publics comme la Métropole européenne de Lille représente 14 millions d'euros par an, avant réforme de la dotation générale de fonctionnement (DGF).

La perte enregistrée par la Métropole européenne de Lille se reportera sur plusieurs années. Il s'agit d'une diminution cumulée. L'effort des collectivités doit se faire à hauteur de 11,5 milliards pour ce qui concerne la maîtrise de la dépense publique et la limitation du déficit budgétaire de 3 % de la MEL s'inscrit directement dans cette logique. Dans un premier temps, le vice-président aux finances, Alain Bernard, avait décidé de diminuer de 5 % les dépenses de fonctionnement, hors masse salariale, conformément au projet initial. Cela représentant 350 000€ pour le LaM. Mais, comme un certain nombre de recettes, notamment celles liées à la contribution foncière économique (CFE) payées par les entreprises étaient finalement meilleures que celles initialement évoquées, cette baisse a été ramenée à 3 % ce qui représentait une baisse de 200 000€.

Au vu de ce montant, le président, Damien Castelain a arbitré pour que cet effort soit finalement de 100 000€, mais dès cette année. Cela nécessite forcément un changement des statuts, car l'enveloppe de subvention pour les expositions est d'une autre logique. Nous avons d'un côté une subvention pour le fonctionnement du musée (celle qui sera diminuée de 100 000) et d'un autre côté une subvention exceptionnelle sur projet, le projet étant ici les expositions. Il ne serait donc pas « de bonne gestion » d'appliquer la baisse au projet, puisque la nature même de cette subvention est appelée à varier en fonction du projet. Donc pour le budget qui sera proposé vendredi, il s'agit de diminuer la contribution du musée de 100 000€, ce qui représente une diminution inférieure à la moyenne.

Sophie LÉVY souhaite ajouter que contrairement à la MEL, la baisse de la contribution ne sera pas « hors masse salariale » pour le LaM. En tenant compte uniquement du budget consacré aux activités muséales qui représente 1,5 million environ, la diminution de 100 000 sur représente 6,7 %.

Olivier HENNO complète en disant que par rapport à ses obligations et aux choix budgétaires, même s'il y a cette économie de 100 000€, la Métropole européenne de Lille est quand même « bonne fille » avec le musée et souhaite que ce soit inscrit comme tel au PV.

Ivan RENAR remarque qu'avoir un budget diminué de 100 000€ ne fait plaisir à personne, mais cela représente 1,6 % de diminution.

Frédéric MINARD précise que la Métropole est finalement pleine de mansuétude et que cette diminution est somme toute assez légère en comparaison à la Condition Publique qui est aussi financée par elle. Or la Condition publique connaît les mêmes contraintes de gestion de masse salariale que le LaM. 100 000 € sur un budget de 6 millions, cela reste supportable, d'autant plus que la MEL accompagne significativement une exposition qui aura certes un rayonnement international mais qui va coûter, au total, plus de 2 millions d'euros. Dans cette période où la MEL essaie d'optimiser ses dépenses, en particulier sur la culture, il y a un vrai soutien pour cette belle exposition au printemps.

Isabelle DESCHEEMAEKER rappelle que lors du débat d'orientation budgétaire, il a été indiqué qu'en 2016 toute notre politique tarifaire serait revue et que des actions proactives seraient menées sur nos ressources propres, les actions pour la maîtrise des dépenses étant bien enclenchées maintenant.

Cela se traduit dans le budget. La masse salariale est portée à hauteur de 2 734 000€ comme en 2015 dont 2 722 000€ consacrés aux personnels permanents. Nous tendons à contenir notre masse salariale. Les services administratifs et techniques sont arrivés presque au bout de leur logique en termes de dépenses. Il y a encore quelques marchés à passer mais des grands efforts ont déjà été réalisés.

Le budget 2016 se présente comme suit :

- ✓ Au niveau de nos collections permanentes les niveaux de dépenses sont quasiment identiques aux années précédentes.
- ✓ Cette année nous avons voulu affiner la présentation analytique en faisant apparaître les thèmes au même niveau que les expositions. En 2016, nous consacrons 300 000 euro à l'exposition Luc Tuymans, ensuite nous aurons des Thèmes et des plus petits accrochages.
- ✓ Concernant le service de la conservation préventive, les sommes consacrées à Videomuseum et au transport sont constantes. Les autres années, nous financions aussi sur ce poste un ouvrage (LaM Œuvres) qui disparaît de nos budgets en 2016. Le niveau de dépenses pour le service de la régie et de la bibliothèque est le même que les autres années. Comme annoncé lors du DOB, un effort a surtout été demandé aux services Communication et Pédagogie qui ont vu leur budget respectif diminuer de 3 et 6 %. Deux années après sa création, compte tenu du succès qu'il rencontre, le week-end *LaMusette* trouve son inscription dans le budget de 2016. Enfin, le programme estival *L'Eté au LaM* connaît un très léger recul de son budget en 2016.
- ✓ Pour les services administratifs et techniques, l'année 2016 sera compliquée dans la mesure où leurs budgets respectifs sont très serrés. Cela va se traduire par un ajustement des dépenses au fur et à mesure du déroulement de l'année.
- ✓ Quant aux recettes, elles seront particulièrement suivies cette année compte tenu du chantier que nous proposons d'ouvrir.
- ✓ Concernant section d'investissement, comme à chaque budget primitif, elle est alimentée par une petite recette permettant le démarrage des investissements en attendant le rattachement des résultats de l'année dernière. 10 000€ sont donc inscrits en recettes comme en dépenses en logiciels et matériels.

Par ailleurs, notre politique d'amortissement permet d'inscrire 83 000€ en recettes provenant de la ligne d'amortissement. Le démarrage de l'année se fera donc avec 103 000€. Cette somme sera consacrée à la rénovation du café-restaurant qui devrait avoir un nouvel exploitant l'année prochaine, la concession accordée à Culin'R étant arrivée à son échéance. Cela fait partie des dépenses en investissement. Comme cela avait été indiqué lors du débat d'orientation, une partie de cette somme servira à lancer les projets de réaménagement du parc) du musée.

Je vous propose le vote d'un budget de 7 959 900€, dont 7 856 900€ en fonctionnement et 103 000€ en investissement.

Olivier HENNO remercie les services et la directrice, Isabelle, pour la construction du budget ainsi que pour le suivi budgétaire. Beaucoup de structures culturelles – et ici le musée et il en est de même pour l'Opéra – sont aujourd'hui totalement à maturité pour ce qui concerne la maîtrise des dépenses. C'est assez remarquable. Il ajoute qu'au-delà du budget de fonctionnement du musée, la Métropole européenne de Lille a une volonté marquée de maintenir les crédits d'acquisition. Par la participation de la DRAC et de la Région, ce budget est abondé de 50 % et de 100 % ce qui augmente d'autant la capacité d'acquisition de la Métropole.

Frédéric MINARD constate que ce budget, très réaliste, tient très bien compte des difficultés de l'exercice budgétaire. Il pose la question de savoir si le niveau de recettes de mécénat multiplié par 3 entre 2015 et 2016 tient compte du mécénat de l'exposition Modigliani. Par ailleurs, il voudrait savoir rapidement quelles sont les actions que nous comptons mener pour augmenter les ressources de 2016.

Isabelle DESCHEERMAEKER informe qu'en 2015, la politique du musée était volontariste sur le mécénat. Une formation a été accordée sur le sujet et le projet du cercle Regards & Entreprises a été relancé. Mais ce travail s'inscrit dans le long terme et les retombées financières ne sont pas immédiates. Parallèlement, nous devons mener des actions qui peuvent avoir des résultats visibles rapidement. Notre principale orientation consiste à revoir toute la politique tarifaire du musée en allant chercher des ressources inexistantes au musée pour le moment, en ayant une approche un peu plus « commerciale » (c'est-à-dire examiner toutes les prestations que nous offrons au regard d'indicateurs de coût, de fréquentation, de rentabilité...). Dans un musée, il faut tenir compte de deux indicateurs principaux : les ressources propres et la fréquentation. Et un arbitrage doit être opéré de façon très stratégique entre les indicateurs.

D'autre part, nous allons aussi nous pencher sur notre logiciel de billetterie et la définition des codifications utilisées afin de sécuriser et fiabiliser nos données statistiques.

Enfin, l'autre axe soulevé pour avoir un effet positif sur nos indicateurs est la formation du personnel et notamment les équipes d'accueil : discours plus offensif au niveau de nos visiteurs, sensibilisation aux primo-visiteurs, fidélisation du public, meilleur cadrage tarifaire.

Sophie LÉVY ajoute que lorsque l'on examine les pratiques des autres établissements publics nationaux ou territoriaux la question de la valeur se pose. Accroître ses ressources propres passe donc par une phase d'identification des zones de valeur. Par exemple, les musées ne valorisent pas assez le prêt des images ou bien le prêt des œuvres. Jusqu'à présent, les prêts que nous accordons sont gratuits mais ce que nous ne faisons pas assez, c'est demander des remboursements des frais qui correspondent à la réalité du travail qu'engendre un prêt. Ce sont des pistes qui ont déjà été explorées par d'autres

établissements publics nationaux. Elles répondent aux contraintes budgétaires tout en préservant les missions du musée. Si les choses changent, peut-être que le musée, comme d'autres musées, organisera des expositions à partir de ses collections, en les facturant à des musées étrangers.

Olivier HENNO trouve que le débat qui s'ouvre est intéressant et montre à quel point le mécénat culturel est peu développé malgré les dispositions fiscales avantageuses avec cette règle des 66% de réduction d'impôts et d'une contrepartie de 25%.

Est-ce lié à l'organisation du mécénat culturel, au manque de sollicitation des entreprises dans le secteur culturel ou tout simplement à un manque de culture de ce type de mécénat ? Toujours est-il qu'un événement sportif tel qu'un match de foot du LOSC peut lever 2 à 3 millions d'euros en mécénat et sponsoring. Alors que dans le monde anglo-saxon, le mécénat culturel occupe une place beaucoup plus importante bien que les dispositifs fiscaux ne soient pas aussi avantageux que les nôtres.

Sophie LÉVY ajoute que la quête de fonds est un travail à part entière. Au musée, il y a une seule personne qui s'occupe à la fois du tourisme, des locations d'espace et du mécénat. En ce moment Aurélie Leclercq est très mobilisée sur l'exposition Modigliani. Il y a deux pistes par rapport au mécénat individuel. D'une part, il y a le financement participatif qui ne peut être mené que pour un projet ambitieux et mobilisateur. D'autre part, il y a une seconde piste dont l'idée a été déjà exploitée par les structures caritatives, qui tentent de sensibiliser des personnalités fortunées à l'idée de léguer son bien à une association, une fondation. Les structures culturelles ne le font pas encore, par manque de personnel dédié.

Marion GAUTIER affirme être convaincue du fait que la MEL a un rôle à jouer en termes d'animation d'un réseau de musées sur des économies d'échelles, sur l'assurance des œuvres, sur la régie d'œuvres etc. Elle se dit disponible pour avancer sur ce sujet avec le Palais des Beaux-Arts.

Frédéric MINARD abonde dans le sens de Marion Gauthier, pour dire que la ville de Roubaix est tout à fait preneuse d'initiatives de la MEL, à la fois sur de la mise en réseau ou de la mutualisation. La C'Art est un bon exemple de mise en réseau intéressante mais peut-être qu'aujourd'hui, il serait temps d'imaginer une étape ultérieure qui tienne compte de statuts très différents entre les différents musées, mais qui, face aux contraintes budgétaires (assurance des expositions, transport des œuvres, etc.) permettrait de générer (via des appels d'offres, des marchés conjoints avec des grandes institutions comme il en existe au sein de la Métropole) quelques milliers ou dizaines de milliers d'euro d'économies, qui seraient les bienvenues.

Olivier HENNO remercie pour ce débat et ajoute que la mutualisation peut se faire pour des questions économiques mais aussi pour porter des projets tels que la numérisation.

Ivan RENAR remercie pour ce budget et ce débat intelligent où les réflexions fusent de toutes parts, aussi bien de la part des élus que des membres de l'administration et des équipes du musée.

| |
|---|
| <p>Olivier HENNO met au vote la validation du budget primitif ; celui-ci est adopté à l'unanimité.</p> |
|---|

Point n°6 : Information sur la modification des accords collectifs dans le cadre de la mise en place de la complémentaire santé obligatoire.

Isabelle DESCHEEMAEKER informe que, bien que le LaM soit un EPCC, il est soumis au droit social et à ce titre doit remplir l'obligation de mettre en place au 1^{er} janvier 2016 une complémentaire santé pour l'ensemble des salariés. Après des négociations internes avec les délégués du personnel, le choix du LaM s'est porté sur le niveau de couverture maximal avec une participation du musée de 95 % et de 5 % à la charge du salarié. Cela devra être inscrit dans les accords collectifs par modification d'un des articles. Pour le moment, nous attendons la validation de notre branche professionnelle, et ensuite nous reviendrons vers le conseil d'administration.

Point n°7 : Admission de titres en non-valeur

Olivier HENNO précise qu'il s'agit d'un centre social en 2012 et deux centres sociaux en 2013.

Marion GAUTIER s'indigne de l'attitude de ces centres sociaux lillois et indique qu'elle va en faire part aux présidents des conseils de quartier des quartiers concernés.

Isabelle DESCHEEMAEKER confirme que le musée a eu une réaction analogue et a envoyé un courrier au directeur de la fédération des centres sociaux et aux deux directeurs des centres sociaux concernés.

| |
|---|
| <p>Olivier HENNO met au vote l'admission de titres en non-valeur ; celle-ci est adoptée à l'unanimité.</p> |
|---|

Point n°8 : Validation des modifications de la tarification

Isabelle DESCHEEMAEKER proposent quatre modifications :

- La première modification concerne la facturation des activités périscolaires à 100€.
- La deuxième modification est une régularisation par rapport aux tarifs de location de visuels car nous avons oublié d'enlever un élément de l'ancienne tarification.
- La troisième porte sur la C'Art : les différents musées représentés par la C'Art souhaitent que l'augmentation temporaire des tarifs liés à la période Renaissance soit définitive. Il s'agit là d'une opportunité à saisir qui pourrait ne pas se reproduire prochainement : la justification de ce maintien du tarif s'appuie sur élargissement du nombre de membres (5 à 9) ; et sur la qualité des expositions proposées par les membres du réseau. Comme les conseils d'administration des différents membres de la C'Art n'ont pas lieu en même temps, un tarif promotionnel sera créé jusque fin janvier ce qui laissera le temps à chaque conseil d'administration ou conseil municipal de délibérer. Ensuite, le tarif de la C'Art actuel deviendra permanent. Par ailleurs, la création d'un tarif promotionnel permet de faire des actions ponctuelles : par exemple, la mise en avant de la C'Art duo pour la Saint-Valentin.
- Enfin, la majoration du tarif des privatisations d'espaces durant l'exposition Modigliani.

Adeline Desclaux ajoute que ce débat a eu lieu avec tous les musées de la C'Art et qu'il y a eu unanimité pour conserver le tarif majoré. Ce nouveau tarif est vu comme un formidable levier pour la fidélisation des publics. Elle précise que les personnes qui ont

acheté une C'Art et qui la renouvellent avant la date anniversaire, resteront sur l'ancien tarif.

Olivier HENNO met au vote la validation de modifications de la tarification ; celle-ci est adoptée à l'unanimité

Point n°8 : Marchés publics : Autorisation de lancement de marchés publics

- *Accrochage*
- *Restauration : relance du lot Peinture*
- *Visioguides*

Olivier HENNO rappelle que la directrice est autorisée à conclure des marchés inférieurs à 90 000€. Il vous est proposé de relancer le marché Accrochage pour une valeur maximale de 200 000€ sur deux ans, le marché Restauration Lot 2 Peinture et le marché Visioguides pour un montant maximum de 115 000€ sur trois ans.

Olivier HENNO met au vote l'autorisation de lancement de trois marchés publics ; celui-ci est adopté à l'unanimité

Point n°9 : Informations concernant les marchés passés par le LaM depuis le 8 octobre 2015

Olivier HENNO délivre l'information que les marchés passés par le LaM depuis le 8 octobre sont le marché de fournitures de bureau, de loisirs créatifs et de papier d'une part et le marché de prestations de photogravure et d'impression de documents de communication tous formats d'autre part.

Point n°10 : Questions diverses :

Michel ROUSSEL demande de faire un point sur la fréquentation de ces dernières semaines, en rapport avec la question des attentats survenus à Paris le 13 novembre dernier. La DRAC mène un travail en parallèle sur l'ensemble des établissements.

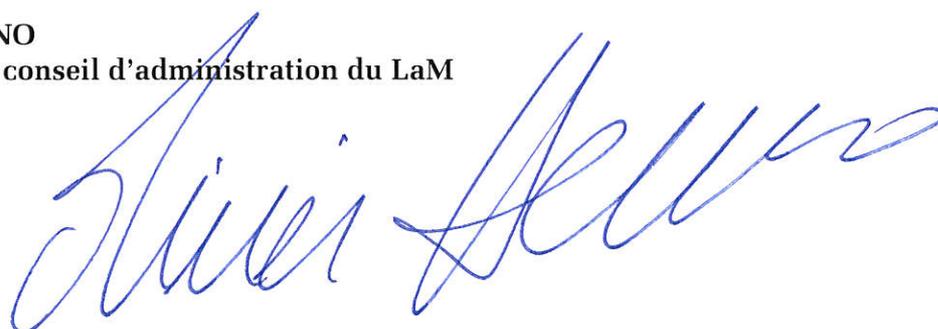
Sophie LÉVY indique que les chiffres de fréquentation ne sont pas encore connus à ce jour. On ne peut donc donner de détail mais le LaM a enregistré une baisse au mois de novembre. Il semblerait qu'il y ait eu aussi une baisse dans d'autres structures de date à date.

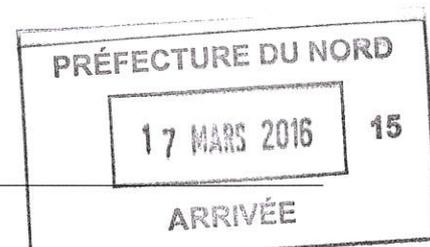
Olivier HENNO propose de faire un point précis lors du prochain conseil d'administration.

Il remercie l'audience ainsi que la directrice et son équipe.

Villeneuve d'Ascq, le 15 décembre 2015

Olivier HENNO
Président du conseil d'administration du LaM

A large, stylized blue ink signature of Olivier Henno, written in a cursive script.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N° 2016 01 02

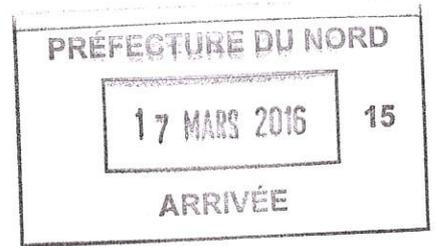
OBJET :

Nomination du nouvel agent comptable

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|---|-------------------------|--------------------------|---------------------|---------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">22</div> PRESENTS <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">15</div> REPRESENTES <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">1</div> VOTANTS <div style="border: 1px solid black; width: 40px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">16</div> | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | Pouvoir M. Renar | |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | x |
| | M. Ivan Renar | x | | |
| M. Marc Donnadieu | x | | | |
| M. Jean-Guillaume Dufour | x | | | |



Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-02 Proposition de nomination du comptable public et approbation de sa rémunération

Délibération n°2016-01-02 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales,

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

Conformément à l'article 18 des Statuts de l'EPCC,

Conformément à l'avis favorable du Directeur régional des finances publiques en date du 12 février 2016

Tenant compte de tous les attendus cités ci-dessus, le conseil d'administration propose au Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, la nomination de l'agent comptable de l'EPCC.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité :

- De proposer au préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais la nomination de Madame Mélanie Givers en qualité d'agent comptable de l'EPCC sur la base d'une adjonction de service à compter du 29 mars 2016
- De fixer sa rémunération à un montant mensuel brut de 500 euros, avec un cautionnement de 137 000€ conformément à la législation en vigueur. Ces sommes seront prévues avant application des taxes sociales (CSG-CRDS) qui y sont imputées.

Régulièrement publié et transmis en préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

Le président
Olivier Henno

17 MARS 2016

15

ARRIVÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | | | |
|----|------|----|----|
| N° | 2016 | 01 | 03 |
|----|------|----|----|

OBJET :**Modification des statuts de l'EPCC LaM**

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|--|--------------------------|--------------------------|---------------------|---------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <input type="text" value="22"/> | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| PRESENTS <input type="text" value="15"/> | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | Pouvoir M. Renar | |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | x |
| | M. Ivan Renar | x | | |
| | M. Marc Donnadiou | x | | |
| REPRESENTES <input type="text" value="1"/> | M. Jean-Guillaume Dufour | x | | |
| | | | | |
| VOTANTS <input type="text" value="16"/> | | | | |
| | | | | |



Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-03 Modifications des statuts de l'EPCC LaM

Délibération n°2016-01-03 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n° 2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales,

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

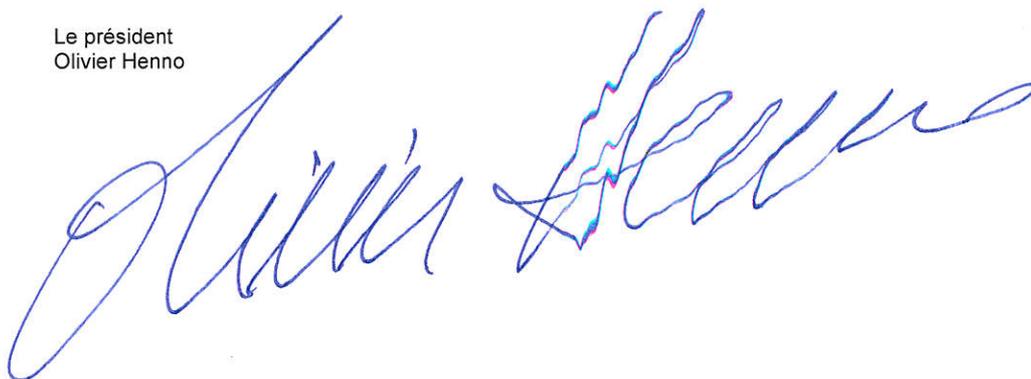
Il est proposé au conseil d'administration d'accepter les nouveaux statuts de l'EPCC LaM joints à la présente délibération.

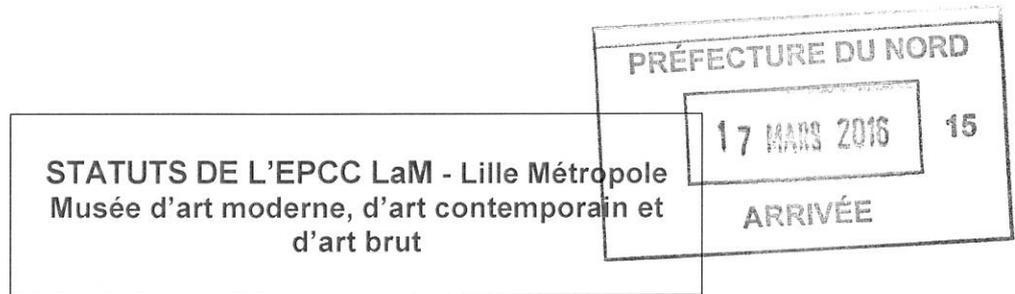
Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité d'accepter les nouveaux statuts de l'EPCC LaM joints à la présente délibération.

Régulièrement publié et transmis en préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

Le président
Olivier Henno





Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21 ;

Vu la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux Musées de France

Vu la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle modifiée ;

Vu le décret n°2002-1172 du 11 septembre 2002 relatif aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie Réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°12C 0063 de Lille Métropole adoptée par le Conseil de communauté en date du 3 février 2012 portant Adhésion à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) et adoption des statuts du **LaM- Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut** ;

Vu la délibération n° VA_DEL2012_13 de la Ville de Villeneuve d'Ascq adoptée par le Conseil Municipal en date du 21 février 2012 portant Adhésion à l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) et adoption des statuts du **LaM- Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut**;

Vu l'acte de donation des époux Masurel en date du 9 juillet 1976 et vu l'acte notarié du 17 février 2012 ;

Vu l'acte de donation de l'association « L'Aracine musée d'art brut » en date du 22 janvier 1999 accepté par délibération n° 113 du Conseil de Lille Métropole le 5 février 1999 ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Nord- Pas de Calais en date du 29 février 2012 portant création de l'établissement public de coopération culturelle dénommé « **LaM- Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut** » ;

Vu la délibération n°16C XXXX de la Métropole Européenne de Lille adoptée par le Conseil de métropole en date du 1^{er} avril 2016 portant modification des statuts du LaM ;

Vu la délibération n° de la Ville de Villeneuve d'Ascq adoptée par le Conseil Municipal en date du2016 portant modification des statuts du LaM ;

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Nord- Pas de Calais-Picardie en date du2016 portant approbation des nouveaux statuts de l'établissement public de coopération culturelle dénommé « **LaM- Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut** » ;

Sont approuvés les présents statuts.

PREAMBULE

Le 9 juillet 1976, le Conseil de la Communauté Urbaine de Lille a décidé, à l'unanimité, d'accepter la donation d'œuvres d'art de Jean et Geneviève MASUREL, fondatrice du musée d'art moderne de Lille métropole.

Pour abriter les nouvelles collections, le musée d'art moderne de Lille Métropole a été construit à Villeneuve d'Ascq, répondant ainsi aux volontés expresses des donateurs.

De plus, deux donations relatives à la bibliothèque ont porté sur des ouvrages précieux appartenant à Dominique BOZO, ancien président du Centre Georges Pompidou, ainsi que sur les collections de Maurice JARDOT, ancien Président de la Galerie Leiris.

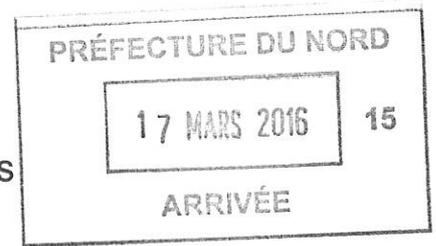
En 1999, la donation de l'association l'Aracine, riche de 3372 œuvres, ouvre les collections du musée à l'art brut et complète ainsi son projet scientifique et culturel.

Une extension a été construite par Lille Métropole afin de compléter le musée, pouvoir présenter ces œuvres et accueillir les publics dans les meilleures conditions possibles. Le musée a rouvert ses portes en septembre 2010, sous son nouveau nom : **LaM – Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut.**

Par ailleurs, depuis 1984, Lille Métropole acquiert des œuvres afin de compléter ses collections qu'elle met à disposition du musée.

L'adaptation de la gouvernance du LaM à sa mission de service public vise à renforcer les capacités et la pérennité du musée dans la diversité de ses activités en créant un Etablissement Public de Coopération Culturelle qui associe durablement collectivités locales et Etat, dans le respect de la volonté initiale des donateurs.

Cette création veille également à respecter le principe d'unicité des collections d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut de Lille Métropole.



TITRE 1^{er}- DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Création

Il est créé entre :

- Lille Métropole Communauté Urbaine, devenue Métropole Européenne de Lille le 1^{er} janvier 2015 ;
- La Ville de Villeneuve d'Ascq
- L'Etat

Un établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial, ci-après dénommé « l'EPCC » ou « l'Etablissement » ou le « LaM », régi notamment par les articles L.1431-1 et suivants et les articles R.1431-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et par les présents statuts.

L'EPCC jouit de la personnalité morale à compter de la date de publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord de l'arrêté décidant de sa création.

Article 2 - Dénomination et siège de l'Etablissement

L'établissement public de coopération culturelle est dénommé **LaM- Lille Métropole Musée d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut.**

L'Etablissement a son siège à Villeneuve d'Ascq (59 650), 1 Allée du musée. Il peut transférer son siège en tout autre lieu par décision du conseil d'administration prise à la majorité des deux tiers de ses membres.

Article 3 – Missions

Conformément à l'esprit des deux principales donations qui le constituent, le LaM a pour missions de :

- Conserver, restaurer, étudier les collections d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut qui lui sont confiées.
- Conseiller la Métropole Européenne de Lille dans l'enrichissement de ses collections en proposant de nouvelles acquisitions.
- Rendre accessible au plus grand nombre les œuvres d'art caractéristiques du XX^{ème} et XXI^{ème} siècle et l'évolution permanente de l'art moderne, de l'art contemporain et de l'art brut par des activités de culture, de loisirs et événementielles, au musée et dans le parc.
- Encourager la création contemporaine, notamment par des activités de production d'œuvres et d'expositions.

Afin d'accomplir ces missions, l'Etablissement :

- produit, coproduit et présente des expositions sur site, hors les murs ou dans d'autres institutions muséales ;
- conçoit une politique des publics en mettant en œuvre des actions d'éducation et de diffusion visant à assurer l'égal accès de tous à la culture ;
- produit des œuvres d'art et de l'esprit ;

- développe la recherche et le partage des connaissances dans les domaines de l'histoire de l'art moderne, contemporain et de l'art brut ;
- organise colloques, séminaires et conférences ;
- édite et diffuse des publications en lien avec les collections et les expositions ;
- organise des manifestations culturelles dans différentes disciplines, en lien avec les collections et/ou les expositions ;
- contribue au rayonnement et au développement intellectuel, culturel et touristique de la Métropole Européenne de Lille, du territoire Euro-métropolitain, du Département du Nord et de la Région Nord-Pas-de-Calais-Picardie ;
- développe une politique de mécénat et de partenariat ;
- développe des activités économiques par la valorisation commerciale de tous les patrimoines dont il a la garde, de la marque LaM déposée par la Métropole Européenne de Lille et par la gestion et l'exploitation des équipements et espaces.

Article 4 – Durée

L'Etablissement est constitué sans limitation de durée.

Article 5 - Entrée, retrait, modification et dissolution

Les règles d'entrée d'un nouveau membre sont fixées à l'article R.1431-3 du code général des collectivités territoriales.

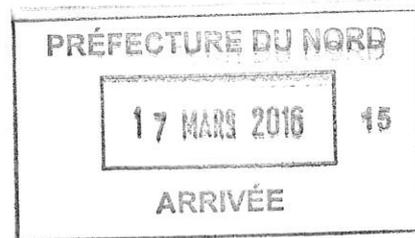
Les règles de retrait d'un membre et de dissolution de l'Etablissement sont fixées à l'article R.1431-19 à R.1431-21 du code général des collectivités territoriales.

Les personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts, conviennent d'ores et déjà que le retrait de la Métropole Européenne de Lille, dans les conditions prévues au I de l'article R. 1431-19 du code général des collectivités territoriales, entraînera la dissolution et la liquidation de l'Etablissement.

Par ailleurs, les équipements, biens matériels et immatériels et œuvres gérés par l'EPCC, seront intégralement restitués à la Métropole Européenne de Lille.

Les dispositions des présents statuts peuvent donner lieu à modification sur proposition d'un membre du conseil d'administration ou de l'une des personnes publiques membres de l'EPCC telle que mentionnées à l'article premier des présents statuts. La proposition de modification est soumise par le Président à l'examen du conseil d'administration, qui se prononce à la majorité simple de ses membres, avant d'être approuvée par chacune des personnes publiques membres de l'EPCC telle que mentionnées à l'article premier des présents statuts, puis définitivement entérinée par arrêté du Préfet de Région.

TITRE 2 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE



Article 6 - Organisation générale

L'Etablissement est administré par un conseil d'administration.

Il est dirigé par un directeur.

Il est doté d'un conseil scientifique et culturel dont le rôle est décrit à l'article 12 des présents statuts et l'organisation définie ultérieurement par un règlement intérieur.

Article 7 - Composition du conseil d'administration

Le conseil d'administration comprend 22 membres répartis comme suit :

1 – les onze membres de droit

Ces 11 membres sont les représentants des personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts, et réparties comme suit :

- 9 représentants désignés par le Conseil de métropole de la Métropole Européenne de Lille pour la durée de leur mandat électif restant à courir ;
- le Préfet de la Région Nord-Pas de Calais-Picardie ou son représentant ;
- le maire de Villeneuve d'Ascq, ville siège de l'établissement, ou son représentant ;

2 – Les neuf personnalités qualifiées pour une durée de trois ans renouvelables dont

- 2 personnalités représentant et désignées par « l'association des descendants de Geneviève et Jean Masurel » ;
- 2 personnalités représentant et désignées par l'association « l'Aracine musée d'art brut » ;
- le Président de l'établissement public national du Centre national d'art et de culture Pompidou ou son représentant ;
- 4 personnalités qualifiées désignées d'un commun accord par les personnes publiques membres de l'EPCC, telles que définies à l'article premier des présents statuts. En l'absence d'accord, le Président du conseil d'administration demande à chaque personne publique membre de l'EPCC, telle que mentionnées à l'article premier des présents statuts, de désigner une personnalité qualifiée, à l'exception de la MEL à qui il demandera d'en désigner deux.

3 – Les représentants du personnel

Deux représentants élus du personnel pour une durée de trois ans renouvelable.

Les modalités d'élection des représentants du personnel sont fixées par le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration.

Suppléants, pouvoirs et vacance

Les membres élus ou désignés du conseil d'administration peuvent avoir un suppléant, élu ou désigné selon les mêmes modalités.

En l'absence de son suppléant, tout membre du conseil d'administration peut donner mandat, par écrit, à un autre membre pour le représenter à une séance. Aucun membre ne peut recevoir plus d'un mandat.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, survenant plus de six mois avant l'expiration du mandat des membres prévus au 2° et 3° ci-dessus, un autre représentant est désigné ou élu dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

Indemnités

Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, ces fonctions ouvrent droit aux indemnités de déplacement et de séjour prévues par la réglementation en vigueur.

Conflit d'intérêt

Les membres du conseil d'administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt, ni occuper aucune fonction dans les entreprises traitant avec l'Etablissement pour des marchés de travaux, de fournitures ou de prestations, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

Article 8 - Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour de la séance. Les documents relatifs à l'ordre du jour et les projets de délibération seront transmis aux membres du conseil d'administration au plus tard 10 jours avant la séance.

Il se réunit également à la demande d'une des personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts, ou de la moitié de ses membres.

Le Président peut inviter toute personne dont il juge la présence utile, en fonction de l'ordre du jour, mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

Le directeur et l'agent comptable participent au conseil d'administration avec voix consultative.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil est de nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai de huit jours. Il délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Sauf exceptions, les délibérations sont prises à la majorité des votants. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Le directeur et les autres techniciens invités doivent se retirer du conseil d'administration en cas de conflits d'intérêt.

Article 9 - Attributions du conseil d'administration

Par référence à l'article R. 1431-7 du code général des collectivités territoriales, le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'Etablissement.

Le conseil d'administration délibère notamment sur :

1. Les orientations générales de la politique de l'Etablissement ;
2. Le projet scientifique et culturel de l'Etablissement ;
3. Le règlement intérieur de l'établissement ;
4. Les propositions d'acquisitions d'œuvres d'art faites par l'Etablissement à la Métropole Européenne de Lille et destinées aux collections, - sur avis

- du Conseil scientifique et culturel - dans le respect des procédures en vigueur ;
5. Les propositions d'acceptation et de refus des dons et legs d'œuvres d'art faites par l'Etablissement à la Métropole Européenne de Lille ;
 6. Le cas échéant, sur des conventions d'objectifs et de moyens pluriannuelles négociées avec une ou plusieurs collectivités membre de l'EPCC ;
 7. Le budget et ses modifications ;
 8. Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice ;
 9. Les créations, transformations et suppressions d'emplois permanents ;
 10. La convention de mise à disposition des bâtiments et du parc appartenant à la Métropole Européenne de Lille ;
 11. Les projets d'achat ou de prise à bail d'immeubles et, pour les biens dont l'Etablissement est propriétaire, les projets de ventes et de baux d'immeubles ;
 12. Les conditions générales de passation des contrats, conventions et marchés ;
 13. Les projets de concession et de délégation de service public ;
 14. Le régime du droit d'entrée et les orientations tarifaires des prestations scientifiques, culturelles et pédagogiques ;
 15. Les emprunts, prises, extensions et cessions de participations financières ;
 16. Les créations de filiales et les participations à des sociétés d'économie mixte ou autre ;
 17. L'acceptation des dons et legs autres que des œuvres d'art ;
 18. Les actions en justice et les conditions dans lesquelles certaines d'entre elles peuvent être engagées par le directeur ;
 19. Les transactions ;
 20. Les suites à donner aux observations consécutives aux inspections, contrôles ou évaluations dont l'Etablissement a fait l'objet.

Le conseil d'administration détermine les catégories de contrats, conventions et transactions qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumises pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au directeur. Celui-ci rend compte, lors de la séance du conseil suivante, des décisions qu'il a prises en vertu de cette délégation.

Article 10- Le président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration est élu par celui-ci parmi les représentants de la Métropole Européenne de Lille, à la majorité des deux tiers, pour une durée de trois ans renouvelable, qui ne peut excéder, le cas échéant, celle de son mandat électif.

Le président peut être assisté d'un vice-président désigné parmi les représentants des autres collectivités locales et les personnalités qualifiées dans les mêmes conditions de majorité que le président pour la durée du mandat du président.

Il préside les séances du conseil.

En cas d'empêchement ou d'absence du président, le vice-président assure son remplacement. En cas de vacance du président, le vice-président assure son intérim et convoque immédiatement une réunion du conseil d'administration pour élire un président.

Il convoque le conseil d'administration et fixe l'ordre du jour des séances.

Le président nomme le directeur de l'Etablissement, dans les conditions prévues aux articles L 1431-5 et R 1431-10 du code général des collectivités territoriales.

Il peut déléguer sa signature au directeur.

Article 11 - Le directeur

Article 11.1 Désignation du directeur

Les personnes publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de directeur. Après réception des candidatures, elles établissent cette liste à l'unanimité.

Au vu des projets d'orientations artistiques, culturelles et scientifiques présentées par chacun des candidats, le conseil d'administration adopte, à la majorité des deux tiers de ses membres, une proposition sur le candidat de son choix.

Le président du conseil d'administration nomme le directeur parmi la liste de candidats établie par les personnes publiques représentées au conseil d'administration, sur la proposition de cet organe.

La nomination du directeur de l'Etablissement doit être conforme aux dispositions de l'article L.1431-5 du Code général des collectivités territoriales et à l'arrêté pris pour son application.

Article 11.2 Durée du mandat du directeur

La durée du mandat de directeur est de 5 ans.

Ce mandat est renouvelable par période de trois ans. Le renouvellement est décidé par le conseil d'administration sur proposition de son président et sur la base d'un projet scientifique et culturel proposé par le directeur.

En cas de non renouvellement du directeur, il est procédé à un appel à candidature pour le remplacer.

Le directeur ne peut être révoqué que pour faute grave à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration et qu'après avoir été mis à même de présenter ses observations au conseil d'administration sur les faits qui lui sont reprochés.

Si, après avoir été mis à même de présenter ses observations, il est constaté qu'il a manqué à ces règles, le directeur est démis d'office de ses fonctions par le conseil d'administration.

Article 11.3 - Attributions du directeur

Le directeur dirige l'établissement et à ce titre :

1. il élabore et met en œuvre le projet scientifique et culturel pour lequel il a été nommé et rend compte de son exécution au conseil d'administration ;
2. il assure la programmation de l'activité artistique, scientifique, culturelle et pédagogique de l'Etablissement dont il rend compte au conseil d'administration ;
3. il est l'ordonnateur des recettes et des dépenses ;
4. il prépare le budget, ses décisions modificatives et en assure l'exécution ; il est tenu de communiquer le projet de budget à l'ensemble

des personnes publiques membres de l'EPCC, telles que définies à l'article premier des présents statuts, dans un délai de un mois minimum avant la date du conseil d'administration devant se prononcer sur son adoption ;

5. il assure la direction de l'ensemble des services ;
6. il a autorité sur l'ensemble du personnel, recrute et nomme aux emplois de l'établissement ;
7. il passe tous actes, contrats et marchés, dans les conditions définies par le conseil d'administration ;
8. il représente l'Etablissement en justice et dans tous les actes de la vie civile.

Il participe au conseil d'administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Pour l'exercice de ses attributions, il peut déléguer sa signature à un administrateur, un administrateur adjoint ainsi qu'à un ou plusieurs chefs de service placés sous son autorité.

11.4 Incompatibilités

Les règles d'incompatibilités sont celles régies par l'article R. 1431-14 du code général des collectivités territoriales.

Les fonctions de directeur sont notamment incompatibles avec un mandat électif dans l'une des collectivités territoriales membres de l'Etablissement, avec toute fonction dans un groupement qui en est membre, avec les fonctions de Directeur régional des affaires culturelles, ainsi qu'avec celle de membre du conseil d'administration de l'Etablissement.

Le directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans les entreprises en rapport avec l'Etablissement, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte, à l'exception des filiales de l'Etablissement.

Article 12 Le conseil scientifique et culturel

Le conseil scientifique et culturel est consulté sur le projet scientifique et culturel et sur les grandes orientations de la politique culturelle, scientifique artistique et pédagogique de l'établissement.

Il est également consulté préalablement sur tout projet d'acquisition d'œuvres et d'objet d'art proposé par l'Etablissement à la Métropole Européenne de Lille ainsi que sur les projets de dons et legs d'objets et d'œuvres d'art.

Il émet ses avis à la majorité simple.

Il comprend :

- le directeur, qui en assure la présidence ;
- trois à cinq personnalités qualifiées en art, nommées pour une durée de trois ans renouvelable une fois par le conseil d'administration, sur proposition du directeur ;
- 2 personnalités représentant et désignées par « l'association des descendants de Geneviève et Jean Masurel »,

- 2 personnalités représentant et désignées par l'association « l'Aracine musée d'art brut »

Siègent au conseil scientifique et culturel de l'établissement avec voix consultative :

- Un représentant de l'Etat (DRAC Nord-Pas-de-Calais-Picardie) ;
- 2 représentants des services de la Métropole Européenne de Lille.

En qualité de président du conseil scientifique et culturel, le directeur peut inviter toute personne dont il juge la présence utile, en particulier les conservateurs de l'EPCC, en fonction de l'ordre du jour mais sans qu'elle puisse prendre part au vote.

Article 13- Régime juridique des actes

Les délibérations du conseil d'administration ainsi que les actes à caractère réglementaire de l'Etablissement font l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'Etablissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Nord.

Une copie de ces actes est adressée aux personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les dispositions du titre III du livre 1er de la troisième partie du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle de légalité et au caractère exécutoire des actes des autorités départementales sont applicables à l'établissement.

Article 14 – Transactions

L'Etablissement est autorisé à transiger, dans les conditions fixées aux articles 2044 à 2058 du code civil, en vue de mettre fin aux litiges l'opposant à des personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé.



TITRE 3 - REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Article 15 - Dispositions générales

Les dispositions des chapitres II et VII du titre unique du livre VI de la première partie de la partie législative du code général des collectivités territoriales relatives au contrôle budgétaire et aux comptes publics sont applicables à l'Etablissement ainsi que les dispositions des articles R. 2221-35 à R. 2221-52 du même code.

Article 16-Le budget

Le budget est adopté par le conseil d'administration, à la majorité simple des membres présents ou représentés, dans les trois mois qui suivent la création de l'Etablissement puis, chaque année, avant le 1er janvier de l'exercice auquel il se rapporte.

Article 17 – Contribution des membres

17.1 Les contributions financières des membres de l'EPCC

Les contributions financières des personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts, sont les suivantes :

- La Métropole Européenne de Lille à hauteur de 5.907.000€ par an
- La Ville de Villeneuve d'Ascq à hauteur de 60.000 € par an
- L'Etat n'est pas contributeur financier de l'établissement.

Les membres contributeurs sont tenus à hauteur de leur contribution de base, sauf accord contraire entre les personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts.

Chaque personne publique membre de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts pourra ajouter au montant de cette contribution une subvention ou augmenter sa contribution après décision préalable de son assemblée délibérante ou de son organe décisionnaire.

17.2 Mise à disposition des bâtiments et du parc par la Métropole Européenne de Lille

La Métropole Européenne de Lille, propriétaire des bâtiments et du parc met ceux-ci à disposition de l'Etablissement à titre onéreux.

Cette mise à disposition, sans transfert de propriété, fait l'objet d'une convention entre la Métropole Européenne de Lille, et l'Etablissement. Cette convention prévoit notamment les conditions dans lesquelles la Métropole Européenne de Lille assume les dépenses qui relèvent du propriétaire.

17-3 - Dispositions relatives aux apports des œuvres

La Métropole Européenne de Lille apporte à l'EPCC l'ensemble des œuvres des trois collections d'art moderne, d'art contemporain et d'art brut.

La gestion de ces biens est régie dans le cadre de conventions spécifiques de prêt à usage passées entre l'EPCC et la Métropole Européenne de Lille.

Article 18 - Le comptable

Conformément aux dispositions de l'article R. 1431-17 du code général des collectivités territoriales, les fonctions de comptable sont confiées à un comptable direct du Trésor ou à un agent comptable.

Le comptable de l'Etablissement est nommé par le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie sur proposition du conseil d'administration, après avis du Directeur régional des finances publiques.

Il ne peut être mis fin à ses fonctions que dans les mêmes formes.

Article 19 – Régie d'avances et de recettes

Le directeur peut, par délégation du conseil d'administration et sur avis conforme du comptable, créer des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R 1617-1 à R 1617-18 du code général des collectivités territoriales.

Article 20- Information et droit de contrôle des membres

1 – L'Etablissement fournira aux personnes publiques membres de l'EPCC, telles que définies à l'article premier des présents statuts, dans un délai de quatre mois à compter de la clôture de l'exercice, le compte administratif, le compte de gestion ainsi qu'un rapport annuel d'activités.

Il leur communiquera également dans le même délai un compte rendu financier annuel permettant de retracer l'ensemble des dépenses et des recettes par secteur d'activités (fonctionnement de la structure, expositions, activités socio-éducatives, ...).

Une note méthodologique sera établie par ailleurs sur la procédure d'établissement du compte rendu financier, exposant notamment les règles d'imputation comptables retenues ainsi que les clés de répartition utilisées, et plus généralement toutes informations utiles à la lecture du document et nécessaire à la bonne compréhension des comptes.

L'établissement établira et communiquera aux personnes publiques membres de l'EPCC, telles que définies à l'article premier des présents statuts, deux mois avant l'adoption du budget de l'exercice un projet de budget prévisionnel permettant de mener le débat d'orientation budgétaire en Conseil d'administration.

2 – Chacune des personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts peut à tout moment, directement ou par l'intermédiaire d'un organisme spécialisé, vérifier les informations comptables et financières communiquées.

A cet effet, l'Etablissement devra, sur demande, justifier des éléments contenus dans les différents documents et mettre à disposition un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées.

Article 21 - Recettes

Les recettes de l'Etablissement se composent notamment :

1. Des recettes propres de l'EPCC qui comprennent entre autres :



- le produit du droit d'entrée et les tarifs des prestations culturelles et pédagogiques ;
 - le produit des manifestations artistiques ou culturelles organisées par l'établissement ;
 - le produit des contrats et des concessions ;
 - le produit de la vente de publications et de documents ;
 - les ressources de mécénat en nature, de compétence ou financier ;
 - la commercialisation de produits dérivés.
 - les revenus des biens meubles et immeubles ;
 - le produit du placement de ses fonds ;
 - le produit des aliénations ou immobilisations
 - et, d'une manière générale, toutes recettes autorisées par les lois et règlements en vigueur ;
2. Les contributions obligatoires des personnes publiques membres de l'EPCC, telles que mentionnées à l'article premier des présents statuts, et conformément à l'article 17 de ces derniers ;
3. Les subventions et autres concours financiers de l'Union européenne, de l'Etat, des établissements publics nationaux, des collectivités territoriales et de leurs groupements et de toutes autres personnes publiques ou privées. A cet égard, l'Etablissement sollicitera toutes les participations auxquelles il peut prétendre pour mener à bien ses missions.

Article 22 - Charges

Les charges de l'Etablissement comprennent notamment :

- les charges de personnel,
- les charges de fonctionnement, d'exploitation et de production,
- les impôts et contributions de toute nature,
- et, de manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

TITRE 4 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 23 - Dispositions transitoires relatives au conseil d'administration

Pendant la période précédant l'élection des représentants des salariés, qui devra intervenir dans un délai de six mois à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de l'Etablissement, le conseil d'administration siège valablement avec les seuls membres mentionnés au 1 et 2 de l'article 7.

Dès la création de l'Etablissement, le conseil d'administration est réuni sur convocation du Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, ou de son représentant pour prendre les premières décisions en vue de la gestion courante de l'Etablissement. Lors de la première réunion du conseil d'administration, le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais, ou son représentant fait obligatoirement procéder à l'élection du président et du (ou des) vice-président(s) du conseil d'administration.

Les représentants élus des salariés siègent dès leur élection.

Article 24- Dispositions transitoires relatives au personnel

24.1 Directeur

Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002, le directeur de l'Association de gestion du musée de Lille Métropole est maintenu dans ses fonctions de directeur de l'Etablissement pour un mandat de trois ans à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral portant création de celui-ci.

24.2 Personnel de l'Association

Il est fait application des dispositions de l'article L. 1224-1 du code du travail aux salariés de l'Association de gestion du musée de Lille Métropole, autres que le directeur de celle-ci.

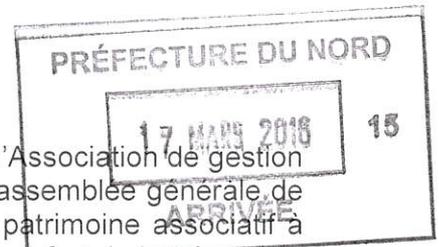
24.3 Personnel communautaire

Il sera proposé aux personnels statutaires de Lille Métropole, auparavant mis à disposition de l'association de gestion du musée d'art moderne, un détachement auprès de l'EPCC LaM dans le respect des dispositions statutaires.

Les contrats des personnels communautaires non titulaires et affectés au musée à la date du transfert seront transférés de Lille Métropole à l'EPCC conformément aux dispositions de l'article L 1224-3-1 du code du travail.

Article 25 - Dévolution des contrats et des biens

L'Etablissement est autorisé, à compter de sa date de création, à recevoir les biens, droits et obligations de l'Association de gestion du musée de Lille Métropole, et notamment les droits de propriété intellectuelle issus des cessions de droits d'exploitation par des artistes et auteurs, ainsi que les contrats de travaux, fournitures et services passés par l'Association de gestion du musée de Lille Métropole et en cours d'exécution.



La reprise par l'Etablissement des biens, droits et obligations de l'Association de gestion du musée de Lille Métropole est subordonnée à l'adoption par l'assemblée générale de cette association d'une délibération prévoyant la dévolution du patrimoine associatif à l'EPCC. Cette délibération prévoit notamment les modalités de transfert de la trésorerie, des valeurs, dettes et créances de l'association de gestion du musée de Lille Métropole.

Fait à Lille, le ...

[Liste des signataires]

PROJET

17 MARS 2016

15

ARRIVÉE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | | | |
|----|------|----|----|
| N° | 2016 | 01 | 04 |
|----|------|----|----|

OBJET :**Présentation et vote du compte financier 2015**

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|---|--------------------------|--------------------------|---------------------|---------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <input type="text" value="22"/> | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| PRESENTS <input type="text" value="15"/> | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | Pouvoir M. Renar | |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | x |
| REPRESENTES <input type="text" value="1"/> | M. Ivan Renar | x | | |
| | M. Marc Donnadiou | x | | |
| | M. Jean-Guillaume Dufour | x | | |
| | | | | |
| VOTANTS <input type="text" value="16"/> | | | | |
| | | | | |

17 MARS 2016

15

ARRIVÉE

Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-04 Présentation et vote du compte financier 2015

Délibération n°2016-01-04 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle, et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1431-1 et suivants, relatifs au fonctionnement des Établissements publics de coopération culturelle,

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

Conformément à l'article 9 et au titre 3 des statuts de l'EPCC,

L'EPCC LaM souhaite procéder au vote du compte financier de 2015.

Vu la proposition de compte financier jointe en annexe,

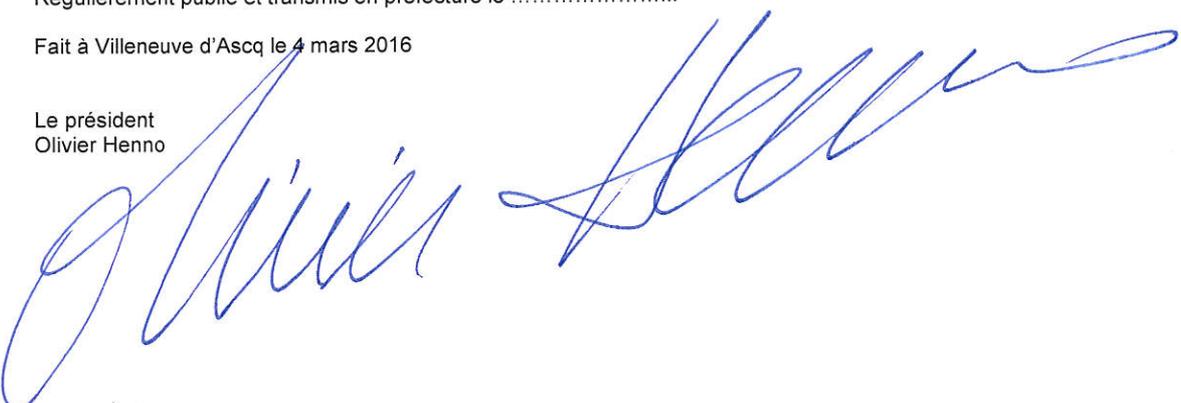
Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier de 2015.

Après avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité d'approuver le compte financier de 2015.

Régulièrement publié et transmis en préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

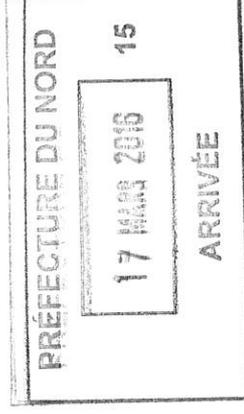
Le président
Olivier Henno



Agence Comptable du LaM

N° de SIRET : 200 031 797 00018

Date d'édition : 02/02/2016



**LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT –
EPCC LAM**

COMPTE FINANCIER 2015

PRESENTE A

PAR LE COMPTABLE

AYANT EXERCE AU COURS DE LA GESTION

La Chambre Régionale des Comptes

Mme Isabelle TAVERNIER

DU 01/01/2015 au 02/02/2016

LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM

SITUATION PATRIMONIALE

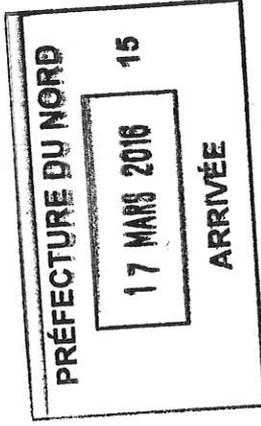
AGENCE COMPTABLE DU LAM

Date d'édition : 02/02/2015

Nomenclature : M4 spic

Voté par Nature

Exercice 2015



SOMMAIRE

1 ère Partie : SITUATION PATRIMONIALE

1- BILAN

Page 3

2- COMPTE DE RESULTAT

Page 6

2 ème Partie : EXECUTION BUDGETAIRE

1- EXECUTION DU BUDGET

Page 14

2- DEVELOPPEMENT DES DEPENSES BUDGETAIRES

Page 17

3- DEVELOPPEMENT DES RECETTES BUDGETAIRES

Page 18

4- TABLEAU DE CONCORDANCE ENTRE LA BALANCE DEFINITIVE DES COMPTES DU GRAND LIVRE ET LE DEVELOPPEMENT DES RECETTES ET DES DEPENSES DE LA SECTION RELATIVE AUX OPERATIONS EN CAPITAL

Page 19

3 ème Partie : COMPTABILITE DES DENIERS ET VALEURS

BALANCE DES COMPTES

Page 21

4 ème Partie : PAGE DES SIGNATURES

Page 38

Cadre 7 - Bilan

17 MARS 2016
Budget : 45

ARRIVÉE

| ACTIF | Montant brut (2015) | Amortissements et provisions (à déduire) (2015) | Montant net (2015) | Net (2014) |
|--|------------------------|--|-----------------------|-------------------|
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| 203 - FRAIS DE RECH. DEV. | 12 768,57 | 0,00 | 12 768,57 | 0,00 |
| 205 - CONCESSIONS ET DTS SIMILAIRES | 320 500,54 | 320 500,54 | 0,00 | 4 437,83 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| 213 - CONSTRUCTIONS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 - INSTALLATIONS AGENCEMENTS | 272 695,00 | 240 307,53 | 32 387,47 | 50 785,47 |
| 218 - AUTRES IMMO CORPO. | 2 102 605,87 | 1 240 445,95 | 862 159,92 | 908 113,12 |
| 237-238 AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | |
| 231 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 232 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| 261 - TITRES DE PARTICIPATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 274 - PRETS ET AVANCES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 275 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL I | 2 708 569,98 | 1 801 254,02 | 907 315,96 | 963 336,42 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| CREANCES FINANCIERES | | | | |
| 165 - DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| STOCKS | | | | |
| 355 - STOCKS DE PRODUITS FINIS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| CREANCES D'EXPLOITATION | | | | |
| 41 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES | 56 601,72 | 0,00 | 56 601,72 | 59 082,78 |
| 441-445 CREANCES SUR ETAT ET COLLECTIVITES PUBLIQUES | -1 243,76 | 0,00 | -1 243,76 | 1 069,13 |
| 47 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION | 6 650,00 | 0,00 | 6 650,00 | 42 122,35 |
| DISPONIBILITES | | | | |

Cadre 7 - Bilan

PRÉFECTURE DU NORD

Exercice : 2015

Budget : A
17 MARS 2016

15

ARRIVÉE

| ACTIF | Montant brut (2015) | Amortissements et provisions (à déduire) (2015) | Montant net (2015) | Net (2014) |
|--------------------------------------|--------------------------|--|-------------------------|---------------------|
| 50 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 51 - 53 DISPONIBILITES | 2 416 714,65 | 0,00 | 2 416 714,65 | 2 405 753,09 |
| TOTAL II | 2 478 722,61 | 0,00 | 2 478 722,61 | 2 508 027,35 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL III | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | 5 187 292,59 | 1 801 254,02 | 3 386 038,57 | 3 471 363,77 |

Cadre 7 - Bilan



| PASSIF | (2015) | Avant affectation (2014) | Après affectation (2014) |
|--|---------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| CAPITAUX PROPRES | | | |
| CAPITAL | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RESERVES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 102-DOTATION | 1 227 942,50 | 1 227 942,50 | 1 227 942,50 |
| 106 - RESERVES FACULTATIVES | 316 301,31 | 316 301,31 | 316 301,31 |
| 110 - REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDITEUR) | 1 077 509,24 | 1 069 371,94 | 1 069 371,94 |
| 119 - REPORT A NOUVEAU (SOLDE DEBITEUR) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 12 - RESULTAT DE L'EXERCICE | 106 368,49 | 8 137,30 | 0,00 |
| 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL I | 2 728 121,54 | 2 621 753,05 | 2 621 753,05 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROVISIONS POUR CHARGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 158 - AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL II | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DETTES | | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| 40- 467 DETTES SUR ACHATS OU PRESTATIONS DE SERVICE ET COMPTES RATTACHES | 606 722,65 | 767 644,90 | 767 644,90 |
| 42-43- 445 - 447 DETTES SOCIALES ET FISCALES | 51 089,38 | 81 626,00 | 81 626,00 |
| AUTRES DETTES D'EXPLOITATION | 15,00 | 15,00 | 15,00 |
| COMPTES DE REGULARISATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 471 - AUTRES RECETTES A CLASSER | 90,00 | 326,91 | 326,91 |
| 487 - PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (A RATTACHER | 0,00 | -2,09 | -2,09 |
| TOTAL III | 657 917,03 | 849 610,72 | 849 610,72 |
| 477 - DIFFERENCES DE CONVERSION SUR OPERATIONS | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL IV | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL GENERAL | 3 386 038,57 | 3 471 363,77 | 3 471 363,77 |

Cadre 7 - Compte de résultat

Exercice : 2015
PRÉFECTURE DU NORD
 Budget : A
17 MARS 2016
 15

| Compte | Libellé | Exercice 2015 | Exercice 2014 |
|---------|--|---------------------|---------------------|
| | CONSOmmATIONS DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS | | ARRIVÉE |
| 604 | ACHATS D'ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVIC | 530 502,56 | 598 457,03 |
| 605 | ACHAT DE MATERIELS, EQUIPEMENTS ET TRAVA | 39 547,07 | 87 462,43 |
| 606 | ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNI | 493 645,54 | 385 136,54 |
| 607 | ACHATS DE MARCHANDISES | 0,00 | 0,00 |
| 608 | FRAIS ACCESSOIRES D'ACHAT | 0,00 | 0,00 |
| 609 | Remise et rabais sur achat de marchandises | -70,87 | 0,00 |
| 611 | SOUS- TRAITANCE GENERALE | 0,00 | 0,00 |
| 612 | CREDIT BAIL | 0,00 | 0,00 |
| 613 | LOCATIONS | 451 222,65 | 430 238,79 |
| 614 | CHARGES LOCATIVES & DE COPROP. | 0,00 | 0,00 |
| 615 | TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REPARATIONS | 134 980,23 | 152 018,39 |
| 616 | PRIMES D'ASSURANCE | 60 486,54 | 55 076,71 |
| 617 | ETUDES ET RECHERCHES | 0,00 | 0,00 |
| 618 | SERVICES EXTERIEURS DIVERS | 62 363,11 | 89 079,49 |
| 619 | RABAIS REMISES RISTOURNES SUR SERVICES EXTERIEURS | 0,00 | 0,00 |
| 621 | PERSONNEL EXT. A L'ENTREPRISE | 0,00 | 0,00 |
| 622 | REMUN. D'INTERM. & HONORAIRES | 151 045,63 | 127 840,62 |
| 623 | PUB, PUBLICATIONS ET REL. PUB. | 363 853,96 | 450 057,14 |
| 624 | TRANSPORT BIENS & COLL. PERS. | 230 811,13 | 282 119,20 |
| 625 | DEPLACE. MISSIONS & RECEPTIONS | 86 095,78 | 79 456,41 |
| 626 | FRAIS POSTAUX & FRAIS TELECOM. | 53 584,33 | 53 960,83 |
| 627 | FRAIS BANCAIRES ET ASSIMILES | 1 174,10 | 1 374,57 |
| 628 | AUTRES SERVICES EXT. DIVERS | 1 351 354,54 | 1 438 975,23 |
| 629 | RABAIS REMISES RISTOURNES SUR AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 1 | 4 010 596,30 | 4 231 253,38 |
| 631-633 | IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 234 677,25 | 209 975,09 |
| 635-637 | AUTRES IMPOTS, TAXES | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 2 | 234 677,25 | 209 975,09 |
| 641 | CHARGES DE PERSONNEL | | |
| | REMUNERATION DU PERSONNEL PERMANENT | 1 351 706,51 | 1 379 965,11 |

Cadre 7 - Compte de résultat

Exercice 2015
PRÉFECTURE DU NORD
 Budget : A
 17 MARS 2016
 15

| Compte | Libellé | Exercice 2015 | Exercice 2014 |
|---------|---|---------------------|-----------------------------|
| 645 | CHARGES SEC. SOC. & PREVOYANCE | 992 140,62 | 1 042 |
| 646-647 | REMUNERATIONS DIVERSES - VACATIONS, AUTRES CHARGES SOCIALES | 32 371,18 | ARRIVÉE 25.444,32 |
| | TOTAL 3 | 2 376 218,26 | 2 447 902,79 |
| | AUTRES CHARGES | | |
| 652-654 | AUTRES CHARGES GEST. COURANTE | 293,92 | 150,00 |
| 651 | REDEVANCES CONCESSIONS, BREVETS, LICENCE | 92 243,24 | 75 261,17 |
| 657 | SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT | 0,00 | 0,00 |
| 658 | CHARGES DIVERSES GESTION. COURANTE | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 4 | 92 537,16 | 75 411,17 |
| | CHARGES FINANCIERES | | |
| 661 | CHARGES D'INTERETS | 0,00 | 0,00 |
| 666 | PERTES DE CHANGE | 471,12 | 191,93 |
| 668 | AUTRES CHARGES FINANCIERES | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 5 | 471,12 | 191,93 |
| | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| 671 | CHARGES EXCEPT./ OPER. GESTION | 43,75 | 232,86 |
| 673 | TITRES ANNULES SUR EXERCICE ANTERIEUR | 405,00 | 2 232,04 |
| 675 | VAL. COMPT. ELEM. ACTIF CEDES | 0,00 | 0,00 |
| 678 | AUTRES CHARGES EXCEPT./OPERAT. CAP. | 14 928,34 | 73 346,50 |
| | TOTAL 6 | 15 377,09 | 75 811,40 |
| | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | | |
| 6811 | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS | 133 215,21 | 242 512,32 |
| 6815 | DOT.PROV.POUR RISQUES (LITIGES) | 0,00 | 0,00 |
| 6817 | DOTATIONS PROVISION DEPRECIATIONS DES ACTIFS CIRCULANTS | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 7 | 133 215,21 | 242 512,32 |
| | TOTAL DES CHARGES | 6 863 092,39 | 7 283 058,08 |
| | BENEFICE | 106 368,49 | 8 137,30 |
| | TOTAL GENERAL | 6 969 460,88 | 7 291 195,38 |

Cadre 7 - Compte de résultat

| Compte | Libellé | Exercice 2015 | Exercice 2014 |
|---------|--|---------------------|---------------------|
| | PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| 701 | VENTES DE PRODUITS FINIS | 0,00 | 0,00 |
| 706 | PRESTATIONS DE SERVICES | 461 888,35 | 551 697,44 |
| 707 | VENTE DE PRODUITS | 22 490,28 | 34 335,42 |
| 708 | PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES | 36 951,35 | 59 056,39 |
| 713 | STOCKS DE PRODUITS FINIS | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 1 | 521 329,98 | 645 089,25 |
| | SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | | |
| 741 | LCMU CONTRIBUTION | 6 007 000,00 | 6 007 000,00 |
| 742 | VILLENEUVE D'ASCQ CONTRIBUTION | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 748 | SUBVENTIONS SUR PROJETS | 254 389,00 | 449 783,54 |
| | TOTAL 2 | 6 321 389,00 | 6 516 783,54 |
| | PRODUITS SPECIFIQUES | | |
| 751 | REDEVANCES POUR BREVETS | 0,00 | 238,72 |
| 757 | REDEVANCE DU RESTAURANT | 31 491,12 | 31 908,51 |
| 758 | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURRANTE | 19 968,46 | 17 586,08 |
| | PRODUITS FINANCIERS | | |
| 762 | PRODUITS AUTRES IMMOB. FINANCIERES | 0,00 | 0,00 |
| 764 | REVENUS VALEURS MOB. DE PLACEMENT | 0,00 | 0,00 |
| 766 | GAINS DE CHANGE | 66,60 | 0,00 |
| 767 | PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES | 0,00 | 0,00 |
| 768 | AUTRES PRODUITS FINANCIERS | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 4 | 51 526,18 | 49 733,31 |
| | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| 771-778 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | 75 215,72 | 72 088,48 |
| 773 | ANNULLATION DE MANDATS SUR EXERCICES ANTERIEURS | 0,00 | 0,00 |
| 775 | PROD. EXCEPT. CESS. ELEMENTS D'ACTIF | 0,00 | 7 500,80 |
| 776 | NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS | 0,00 | 0,00 |
| 777 | QUOTE-PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL 5 | 75 215,72 | 79 589,28 |
| | REPRISE SUR CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| 781 | REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISION | 0,00 | 0,00 |

Cadre 7 - Compte de résultat

| Compte | Libellé | Exercice 2015 | Exercice 2016 ARRIVÉE |
|--------|--------------------|---------------|-----------------------|
| | TOTAL 6 | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL DES PRODUITS | 6 969 460,88 | 7 291 195,38 |
| | PERTE | 0,00 | 0,00 |
| | TOTAL GENERAL | 6 969 460,88 | 7 291 195,38 |

LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM



EXECUTION BUDGETAIRE

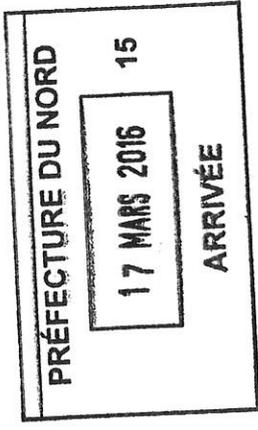
LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE

| | SECTION D'INVESTISSEMENT | SECTION DE FONCTIONNEMENT | TOTAL DES SECTIONS |
|--|--------------------------|---------------------------|--------------------|
| RECETTES | | | |
| Prévisions budgétaires totales (a) | 849 907,39 | 8 282 609,24 | 9 132 516,63 |
| Titres de recettes émis (b) | 133 215,21 | 7 012 450,44 | 7 145 665,65 |
| Réductions de titres (c) | 0 | 13 693,73 | 13 693,73 |
| Recettes nettes (d=b-c) | 133 215,21 | 6 998 756,71 | 7 131 971,92 |
| DEPENSES | | | |
| Autorisations budgétaires totales (e) | 849 907,39 | 8 282 609,24 | 9 132 516,63 |
| Mandats émis (f) | 77 194,75 | 7 388 524,83 | 7 465 719,58 |
| Annulations de mandats (g) | 0 | 496 136,61 | 496 136,61 |
| Dépenses nettes (h=f-g) | 77 194,75 | 6 892 388,22 | 6 969 582,97 |
| Résultat de l'Exercice | | | |
| (d-h) Excédent | 56 020,46 | 106 368,49 | 162 388,95 |
| (h-d) Déficit | | | |

LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM

| | RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT 2014 | PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2014 | RESULTAT DE L'EXERCICE 2015 | TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE | RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2015 |
|----------------|--|--|-----------------------------|--|--|
| Investissement | 580 907,39 | | 56 020,46 | | 636 927,85 |
| Fonctionnement | 1 077 509,24 | 0 | 106 368,49 | | 1 183 877,73 |
| TOTAL | 1 658 416,63 | 0 | 162 388,95 | | 1 820 805,58 |



Exécution du budget

Exécution du budget

COMPTE DE RESULTAT AGREGE

| DEPENSES | | RECETTES | |
|--|---------------------|--|---------------------|
| EXPLOITATION DEPENSES REELLES | | EXPLOITATION RECETTES REELLES | |
| 011- CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 010 667,17 | 70 - VENTES DE PRODUITS ET DE SERVICES | 6 321 389,00 |
| 012 - DEPENSES DE PERSONNEL | 2 640 120,47 | 74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 51 459,58 |
| 65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 92 537,16 | 75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 66,60 |
| 66 - CHARGES FINANCIERES | 471,12 | 76 - PRODUITS FINANCIERS | 75 215,72 |
| 67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES | 15 377,09 | 77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS | 29 295,83 |
| 69 - IMPOTS SUR LES SOCIETES | | 79 - TRANDFERT DE CHARGES | |
| 014- ATTENUATIONS DE PRODUITS | | 013- ATTENUATIONS DE CHARGES | |
| EXPLOITATION DEPENSES D'ORDRE | | EXPLOITATION RECETTES D'ORDRE | |
| 68 - PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | | 78 - REPRISES SUR PROVISIONS | |
| 042 - AMORTISSEMENTS | 133 215,21 | 042 - QUOTE PART ET NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS | |
| TOTAL DES DEPENSES (1) | 6 892 388,22 | TOTAL DES RECETTES (2) | 6 998 756,71 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | 106 368,49 | Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 0,00 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4) | 6 998 756,71 | TOTAL EQUILIBRE du compte de résultats prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 6 998 756,71 |

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

ARRIVÉE

521-229-20

Exécution du budget

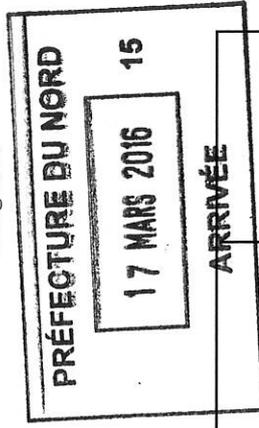


TABLEAU DE FINANCEMENT PREVISIONNEL AGREGE

| EMPLOIS | | RESSOURCES | |
|---|---------------------------------|---|-------------------|
| INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT | | CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT | 106 368,49 |
| | INVESTISSEMENT DEPENSES RELLES | INVESTISSEMENT RECETTES RELLES | |
| 16 - EMPRUNTS | | 13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | |
| 20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 22 848,57 | 16 - REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS | |
| 21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 54 346,18 | | |
| 23 - IMMOBILISATIONS EN COURS | | | |
| 27 - DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES | | 27 - DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RESTITUÉS | |
| | INVESTISSEMENT DEPENSES D'ORDRE | INVESTISSEMENT RECETTES D'ORDRE | |
| 040 - AMORTISSEMENTS DES SUBVENTIONS | | 040 - AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE | 133 215,21 |
| TOTAL DES EMPLOIS (5) | 77 194,75 | TOTAL DES RESSOURCES (6) | 239 583,70 |
| APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) | 162 388,95 | PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) | 0,00 |
| = (6) - (5) | | = (5) - (6) | |

Exécution du budget

CALCUL DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

| | |
|---|-------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice : (3)-(4) | 106 368,49 |
| AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | |
| QUOTE PART VERSEE AU RESULTAT | |
| NEUTRALISATION DES AMORTISSEMENTS | |
| REPRISES SUR PROVISIONS | |
| Capacité d'autofinancement | 106 368,49 |

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016 15

ARRIVÉE

Cadre 2 - Développement des dépenses budgétaires

Budget : A EPCC LaM

| 1 Numéros et libellés des chapitres articles et paragraphes | Dépenses | | | | | | Montant des crédits | | |
|--|--|--|-------------------|--------------------|-------------------------------|---|-------------------------|--|-------------------------------------|
| | 2 Montant brut des ordres de dépenses | 2 bis Dont dépenses sur crédits extournés | 3 Reversements | 4 Extourne | 5 Montant net des dépenses | 6 Crédits ouverts au titre du budget | 7 D'ordre budgétaire | 8 Crédits ouverts au titre du budget non employés | 9 Crédits extournés non employés |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 4 498 393,16 | | 12 922,20 | -474 803,79 | 4 010 667,17 | 4 686 096,24 | | 675 429,07 | |
| 012 CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES | 2 640 251,86 | | 131,39 | 0,00 | 2 640 120,47 | 2 741 353,00 | | 101 232,53 | |
| 65 AUTRES CH. DE GEST. COURANTE | 100 816,39 | | 0,00 | -8 279,23 | 92 537,16 | 106 160,00 | | 13 622,84 | |
| 66 CHARGES FINANCIERES | 471,12 | | 0,00 | 0,00 | 471,12 | 1 000,00 | | 528,88 | |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 15 377,09 | | 0,00 | 0,00 | 15 377,09 | 20 000,00 | | 4 622,91 | |
| 1 Fonctionnement dépenses réelles | 7 255 309,62 | | 13 053,59 | -483 083,02 | 6 759 173,01 | 7 554 609,24 | | 795 436,23 | |
| 022 DEPENSES IMPREVUES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 459 000,00 | | 459 000,00 | |
| 023 VIREMENT A LA SECTION INVESTISSEMENT | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | | 20 000,00 | |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE | 133 215,21 | | 0,00 | 0,00 | 133 215,21 | 249 000,00 | | 115 784,79 | |
| 2 Fonctionnement dépenses d'ordre | 133 215,21 | | 0,00 | 0,00 | 133 215,21 | 728 000,00 | | 594 784,79 | |
| Section d'exploitation | 7 388 524,83 | | 13 053,59 | -483 083,02 | 6 892 388,22 | 8 282 609,24 | | 1 390 221,02 | |
| 20 IMMO INCORPORELLES | 22 848,57 | | 0,00 | 0,00 | 22 848,57 | 40 000,00 | | 17 151,43 | |
| 21 IMMO.CORPORELLES | 54 346,18 | | 0,00 | 0,00 | 54 346,18 | 280 000,00 | | 225 653,82 | |
| 3 Investissement dépenses réelles | 77 194,75 | | 0,00 | 0,00 | 77 194,75 | 320 000,00 | | 242 805,25 | |
| 020 DEPENSES IMPREVUES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 529 907,39 | | 529 907,39 | |
| 4 Investissement dépenses d'ordre | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 529 907,39 | | 529 907,39 | |
| Section d'investissement | 77 194,75 | | 0,00 | 0,00 | 77 194,75 | 849 907,39 | | 772 712,64 | |
| Totaux par budget | 7 465 719,58 | | 13 053,59 | -483 083,02 | 6 969 582,97 | 9 132 516,63 | | 2 162 933,66 | |

Cadre 3 - Développement des recettes budgétaires

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

ARRÊTÉ : 2015

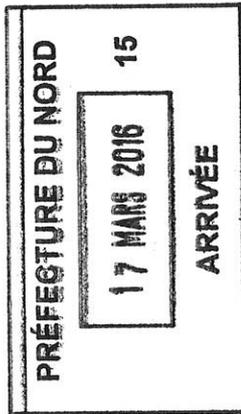
Budget : A EPCC LaM

| Numéros et libellés des chapitres articles et paragraphes | Recettes | | | | | | Situation | | | | |
|---|-------------------------------------|---|------------------------------------|-----------|--------------------------|--|-------------------------------|-------------------------------------|-------------------|---------------------|----|
| | 1 | 2 | 2 bis | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
| | Montant brut des titres de recettes | Dont recettes sur prévisions extournées | Annulations des titres de recettes | Extournes | Montant net des recettes | Prévisions ouvertes au titre du budget | Prévisions d'ordre budgétaire | Prévisions extournées non exécutées | Plus values | Moins values | |
| 013 REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS | 29 295,83 | | 0,00 | | 29 295,83 | 0,00 | | | 29 295,83 | 0,00 | |
| 70 VENTES PROD FABRIQUES | 534 851,67 | | 13 521,69 | | 521 329,98 | 765 000,00 | | | 0,00 | 243 670,02 | |
| 74 SUBVENTION D'EXPLOITATION | 6 321 389,00 | | 0,00 | | 6 321 389,00 | 6 367 000,00 | | | 0,00 | 45 611,00 | |
| 75 AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE | 51 631,62 | | 172,04 | | 51 459,58 | 70 000,00 | | | 0,00 | 18 540,42 | |
| 76 PRODUITS FINANCIERS | 66,60 | | 0,00 | | 66,60 | 0,00 | | | 66,60 | 0,00 | |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS | 75 215,72 | | 0,00 | | 75 215,72 | 3 100,00 | | | 72 115,72 | 0,00 | |
| 5 Fonctionnement recettes réelles | 7 012 450,44 | | 13 693,73 | | 6 998 756,71 | 7 205 100,00 | | | 101 478,15 | 307 821,44 | |
| R002 REPRISE DE RESULTAT | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 1 077 509,24 | | | 0,00 | 1 077 509,24 | |
| 6 Fonctionnement recettes d'ordre | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 1 077 509,24 | | | 0,00 | 1 077 509,24 | |
| Section d'exploitation | 7 012 450,44 | | 13 693,73 | | 6 998 756,71 | 8 282 609,24 | | | 101 478,15 | 1 385 330,68 | |
| 021 VIREMENT DE LA SECTION EXPLOITATION | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 20 000,00 | | | 0,00 | 20 000,00 | |
| 040 OPERATIONS D'ORDRE | 133 215,21 | | 0,00 | | 133 215,21 | 249 000,00 | | | 0,00 | 115 784,79 | |
| R001 REPRISE DE RESULTAT | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | 580 907,39 | | | 0,00 | 580 907,39 | |
| 8 Investissement recettes d'ordre | 133 215,21 | | 0,00 | | 133 215,21 | 849 907,39 | | | 0,00 | 716 692,18 | |
| Section d'investissement | 133 215,21 | | 0,00 | | 133 215,21 | 849 907,39 | | | 0,00 | 716 692,18 | |
| Totaux du budget | 7 145 665,65 | | 13 693,73 | | 7 131 971,92 | 9 132 516,63 | | | 101 478,15 | 2 102 022,86 | |

**CADRE 5 - Tableau de concordance entre la balance définitive des comptes du grand livre
et le développement des recettes et des dépenses
de la section relative aux opérations en capital**

| Opérations budgétaires de dépenses | | Numéros et intitulés du compte | | Opérations budgétaires de recettes | | Opérations non budgétaires | | Total | | Opérations de l'exercice à la balance | |
|------------------------------------|--------------|---|---|------------------------------------|------------|----------------------------|---------------------|-----------|------------|---------------------------------------|------------|
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| Montants des ordres de dépenses | Reversements | Annulations et réductions de titres de recettes | Montants des titres de recettes | Débit | Crédit | des débits (1+3+5) | des crédits (2+4+6) | Débets | Crédits | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 137,30 | 0,00 | 8 137,30 | 0,00 | 8 137,30 | 0,00 | 8 137,30 |
| | | | REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDITEUR) | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 137,30 | 106 368,49 | 8 137,30 | 106 368,49 | 8 137,30 | 106 368,49 | 8 137,30 | 106 368,49 |
| | | | RESULTAT DE L'EXERCICE(SOLDE CREDITEUR) | | | | | | | | |
| 12 768,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 768,57 | 0,00 | 12 768,57 | 0,00 | 12 768,57 | 0,00 |
| | | | FRAIS D'ETUDES | | | | | | | | |
| 10 080,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 080,00 | 0,00 | 10 080,00 | 0,00 | 10 080,00 | 0,00 |
| | | | CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES | | | | | | | | |
| 28 807,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 807,84 | 0,00 | 28 807,84 | 0,00 | 28 807,84 | 0,00 |
| | | | INST.GENER.AGENC.AMENAG.DIV. | | | | | | | | |
| 19 582,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 582,18 | 0,00 | 19 582,18 | 0,00 | 19 582,18 | 0,00 |
| | | | MATERIEL DE BUREAU INFORMATIQUE | | | | | | | | |
| 2 486,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 486,96 | 0,00 | 2 486,96 | 0,00 | 2 486,96 | 0,00 |
| | | | MOBILIER | | | | | | | | |
| 3 469,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 469,20 | 0,00 | 3 469,20 | 0,00 | 3 469,20 | 0,00 |
| | | | AUTRES | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 517,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 517,83 | 0,00 | 14 517,83 | 0,00 | 14 517,83 |
| | | | AMORTISSEMENTS LOGICIELS | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 398,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 398,00 | 0,00 | 18 398,00 | 0,00 | 18 398,00 |
| | | | DEPREC.INSTAL.TECHN.MAT.OUT | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 282,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 282,87 | 0,00 | 14 282,87 | 0,00 | 14 282,87 |
| | | | DEPREC.INSTAL.GENER.AG.AMEN | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 427,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 427,60 | 0,00 | 28 427,60 | 0,00 | 28 427,60 |
| | | | AMORT.MATERIEL | | | | | | | | |
| | | | BUREAU INFORMATIQUE | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 46 074,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 46 074,77 | 0,00 | 46 074,77 | 0,00 | 46 074,77 |
| | | | AMORTISSEMENTS MOBILIER | | | | | | | | |
| 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 514,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 514,14 | 0,00 | 11 514,14 | 0,00 | 11 514,14 |
| | | | AMORTISSEMENTS AUTRES | | | | | | | | |
| | | | IMMOBILISATIONS | | | | | | | | |

LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM



COMPTABILITE DES DENIERS ET VALEURS

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

PRÉFECTURE DU NORD
17 MARS 2016
ARRIVÉE

Exercice : 2015

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | CREDITS | | SOLDES | | | |
|----------------|--|----------------|-------------|----------|----------------|-------------|--------------|-------|--------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Total Classe 1 | COMPTES DE CAPITAUX | | 8 137,30 | 8 137,30 | 2 621 753,05 | 114 505,79 | 2 736 258,84 | | 2 728 121,54 |
| 10 | COMPTE DE CAPITAUX | | | | 1 544 243,81 | | 1 544 243,81 | | 1 544 243,81 |
| 102 | DOTATIONS ET FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT | | | | 1 227 942,50 | | 1 227 942,50 | | 1 227 942,50 |
| 1021 | DOTATIONS ET FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT | | | | 1 227 942,50 | | 1 227 942,50 | | 1 227 942,50 |
| 106 | RESERVES | | | | 316 301,31 | | 316 301,31 | | 316 301,31 |
| 1068 | RESERVES FACULTATIVES | | | | 316 301,31 | | 316 301,31 | | 316 301,31 |
| 11 | REPORT A NOUVEAU | | | | 1 069 371,94 | 8 137,30 | 1 077 509,24 | | 1 077 509,24 |
| 110 | REPORT A NOUVEAU (SOLDE CREDITEUR) | | | | 1 069 371,94 | 8 137,30 | 1 077 509,24 | | 1 077 509,24 |
| 12 | RESULTAT DE L'EXERCICE | | 8 137,30 | 8 137,30 | 8 137,30 | 106 368,49 | 114 505,79 | | 106 368,49 |
| 120 | RESULTAT DE L'EXERCICE (SOLDE CREDITEUR) | | 8 137,30 | 8 137,30 | 8 137,30 | 106 368,49 | 114 505,79 | | 106 368,49 |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|----------------|--|----------------|-------------|--------------|----------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Total Classe 2 | COMPTES D'IMMOBILISATIONS | 2 631 375,23 | 77 194,75 | 2 708 569,98 | 1 668 038,81 | 133 215,21 | 1 801 254,02 | 2 708 569,98 | 1 801 254,02 |
| 20 | IMMO INCORPORELLES | 310 420,54 | 22 848,57 | 333 269,11 | | | | 333 269,11 | |
| 203 | FRAIS DE RECHERCHE DEVELOP | | 12 768,57 | 12 768,57 | | | | 12 768,57 | |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | | 12 768,57 | 12 768,57 | | | | 12 768,57 | |
| 205 | CONCESSION DROITS SIMILAIRES | 310 420,54 | 10 080,00 | 320 500,54 | | | | 320 500,54 | |
| 2051 | CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES | 310 420,54 | 10 080,00 | 320 500,54 | | | | 320 500,54 | |
| 21 | IMMO.CORPORELLES | 2 320 954,69 | 54 346,18 | 2 375 300,87 | | | | 2 375 300,87 | |
| 215 | INSTALLAT.TECHNIQUES.M AT OUT | 272 695,00 | | 272 695,00 | | | | 272 695,00 | |
| 2154 | MATERIEL | 258 528,03 | | 258 528,03 | | | | 258 528,03 | |
| 2155 | Outillage industriel | 12 625,47 | | 12 625,47 | | | | 12 625,47 | |
| 2157 | Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels | 1 541,50 | | 1 541,50 | | | | 1 541,50 | |
| 218 | AUTRES IMMOBILISATIONS CORP. | 2 048 259,69 | 54 346,18 | 2 102 605,87 | | | | 2 102 605,87 | |
| 2181 | INST.GENER.AGENC.AMENAG .DIV. | 153 033,20 | 28 807,84 | 181 841,04 | | | | 181 841,04 | |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | 24 000,00 | | 24 000,00 | | | | 24 000,00 | |
| 2183 | MATERIEL DE BUREAU INFORMA. | 371 267,60 | 19 582,18 | 390 849,78 | | | | 390 849,78 | |
| 2184 | MOBILIER | 1 284 906,17 | 2 486,96 | 1 287 393,13 | | | | 1 287 393,13 | |
| 2188 | AUTRES | 215 052,72 | 3 469,20 | 218 521,92 | | | | 218 521,92 | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

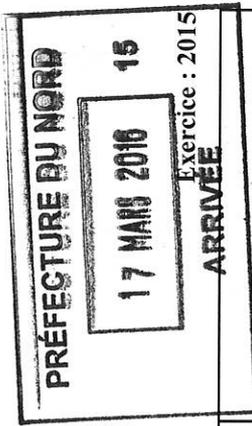
Budget : A EPCC LaM

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|---|----------------|-------------|-------|----------------|-------------|--------------|--------|--------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 28 | AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS | | | | 1 668 038,81 | 133 215,21 | 1 801 254,02 | | 1 801 254,02 |
| 28051 | AMORTISSEMENTS LOGICIELS | | | | 305 982,71 | 14 517,83 | 320 500,54 | | 320 500,54 |
| 2815 | DEPREC.INSTAL. TECHN.MAT .OUT | | | | 221 909,53 | 18 398,00 | 240 307,53 | | 240 307,53 |
| 28154 | DEPREC.INSTAL. TECHN.MAT .OUT | | | | 215 121,16 | 18 398,00 | 233 519,16 | | 233 519,16 |
| 28155 | Amortissement Outillage industriel | | | | 5 311,10 | | 5 311,10 | | 5 311,10 |
| 28157 | Amortissement Agencements et aménagements du matériel et outillage industriel | | | | 1 477,27 | | 1 477,27 | | 1 477,27 |
| 28181 | DEPREC.INSTAL.GENER.AG.A MEN | | | | 115 704,27 | 14 282,87 | 129 987,14 | | 129 987,14 |
| 28182 | DEPREC. MATERIEL DE TRANSPORT | | | | 24 000,00 | | 24 000,00 | | 24 000,00 |
| 28183 | AMORT.MATERIEL BUREAU.INFORMATIQUE | | | | 334 039,28 | 28 427,60 | 362 466,88 | | 362 466,88 |
| 28184 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | | | | 525 729,86 | 46 074,77 | 571 804,63 | | 571 804,63 |
| 28188 | AMORTISSEMENTS AUTRES IMMOBILISATIONS | | | | 140 673,16 | 11 514,14 | 152 187,30 | | 152 187,30 |



**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM



| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|----------------|-------------------------------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|-----------|------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Total Classe 4 | COMPTES DE TIERS | 95 626,35 | 15 164 274,00 | 15 259 900,35 | 849 612,81 | 15 012 846,61 | 15 862 459,42 | 59 080,96 | 661 640,03 |
| 40 | FURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | | 4 273 905,61 | 4 273 905,61 | 284 561,88 | 4 060 571,34 | 4 345 133,22 | | 71 227,61 |
| 401 | FURNISSEURS ORDINAIRES | | 4 151 934,02 | 4 151 934,02 | 284 561,88 | 3 934 585,82 | 4 219 147,70 | | 67 213,68 |
| 4011 | FURNISSEURS | | 4 151 934,02 | 4 151 934,02 | 284 561,88 | 3 934 585,82 | 4 219 147,70 | | 67 213,68 |
| 404 | FURNISSEURS IMMOBILISATIONS | | 73 180,82 | 73 180,82 | | 77 194,75 | 77 194,75 | | 4 013,93 |
| 4041 | FURNISSEURS D'IMMOBILISATION | | 73 180,82 | 73 180,82 | | 77 194,75 | 77 194,75 | | 4 013,93 |
| 408 | FURNISSEURS FNP | | 48 790,77 | 48 790,77 | | 48 790,77 | 48 790,77 | | |
| 41 | CLIENTS | 59 082,78 | 6 607 601,18 | 6 666 683,96 | | 6 610 082,24 | 6 610 082,24 | 56 601,72 | |
| 4111 | CLIENTS - AMIABLE | 59 082,78 | 6 607 601,18 | 6 666 683,96 | | 6 610 082,24 | 6 610 082,24 | 56 601,72 | |
| 42 | PERSONNEL COMPTES RATTACHES | | 1 363 994,97 | 1 363 994,97 | 66,78 | 1 363 994,97 | 1 364 061,75 | | 66,78 |
| 421 | REMUNERATIONS DUES AU PERSONNEL | | 1 351 837,90 | 1 351 837,90 | 66,78 | 1 351 837,90 | 1 351 904,68 | | 66,78 |
| 4211 | REMUNERATIONS DUES | | 1 351 837,90 | 1 351 837,90 | 66,78 | 1 351 837,90 | 1 351 904,68 | | 66,78 |
| 427 | OPPOSITION | | 12 157,07 | 12 157,07 | | 12 157,07 | 12 157,07 | | |
| 43 | COTISATIONS SOCIALES | | 1 136 627,73 | 1 136 627,73 | 79 464,99 | 1 089 746,62 | 1 169 211,61 | | 32 583,88 |
| 431 | SECURITE SOC. COT. PATR. | | 881 197,42 | 881 197,42 | 61 651,00 | 828 810,92 | 890 461,92 | | 9 264,50 |
| 4311 | SS.COTIS PATRONALE | | 881 197,42 | 881 197,42 | 61 651,00 | 828 810,92 | 890 461,92 | | 9 264,50 |
| 437 | AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | | 255 430,31 | 255 430,31 | 17 813,99 | 260 935,70 | 278 749,69 | | 23 319,38 |
| 44 | ETATS ET SUBV | 1 069,13 | 204 955,34 | 206 024,47 | 2 094,23 | 223 612,72 | 225 706,95 | 2 479,24 | 22 161,72 |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

Exercice : 2015

PRÉFECTURE DU NORD
17 MARS 2016
ARRIVÉE

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|------------------------------------|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------|----------|------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 445 | TVA | 1 069,13 | 20 177,85 | 21 246,98 | 2 094,23 | 24 945,38 | 27 039,61 | 2 479,24 | 8 271,87 |
| 4455 | TVA A DECAISSER | | 4 497,00 | 4 497,00 | | 4 497,00 | 4 497,00 | | |
| 4456 | TVA DEDUCTIBLE | 1 069,13 | 4 368,47 | 5 437,60 | | 6 681,36 | 6 681,36 | 2 479,24 | 3 723,00 |
| 44566 | TVA PRESTATIONS ET SERVICES | 782,13 | 4 283,47 | 5 065,60 | | 2 586,36 | 2 586,36 | 2 479,24 | |
| 44567 | CREDIT DE TVA A REPORTER | 287,00 | 85,00 | 372,00 | | 4 095,00 | 4 095,00 | | 3 723,00 |
| 4457 | TVA COLLECTEE | | 11 312,38 | 11 312,38 | 2 094,23 | 13 767,02 | 15 861,25 | | 4 548,87 |
| 447 | AUTRES IMPOTS ET TAXES | | 184 777,49 | 184 777,49 | | 198 667,34 | 198 667,34 | | 13 889,85 |
| 4478 | AUTRES IMPOTS ET TAXES | | 184 777,49 | 184 777,49 | | 198 667,34 | 198 667,34 | | 13 889,85 |
| 46 | DEBITEURS ET CREDITEURS DIVERS | | 1 763,05 | 1 763,05 | 483 098,02 | 54 175,07 | 537 273,09 | | 535 510,04 |
| 466 | EXCEDENT DE VERSEMENT | | 512,59 | 512,59 | 15,00 | 512,59 | 527,59 | | 15,00 |
| 4664 | EXCEDENT DE VERSEMENT SUR FACTURES | | 512,59 | 512,59 | 15,00 | 512,59 | 527,59 | | 15,00 |
| 467 | AUTRES CPTES DEBITEURS CREDITEURS | | 1 250,46 | 1 250,46 | 483 083,02 | 53 662,48 | 536 745,50 | | 535 495,04 |
| 46711 | AUTRES COMPTES | | 405,00 | 405,00 | | 405,00 | 405,00 | | |
| 46721 | AUTRES COMPTES DEBITEURS | | 845,46 | 845,46 | 483 083,02 | 53 257,48 | 536 340,50 | | 535 495,04 |
| 47 | COMPTE D'ATTENTE | 35 474,44 | 1 575 426,12 | 1 610 900,56 | 326,91 | 1 610 663,65 | 1 610 990,56 | | 90,00 |
| 471 | RECETTES A CLASSER | 21 598,02 | 642 200,63 | 663 798,65 | 326,91 | 663 561,74 | 663 888,65 | | 90,00 |
| 4711 | VERSEMENTS DES REGISSEURS | 21 598,02 | 278 853,32 | 300 451,34 | | 300 451,34 | 300 451,34 | | |
| 4712 | VIREMENTS REIMPUTES | | 29,00 | 29,00 | | 29,00 | 29,00 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

Budget : A EPCC LaM

ARRIVÉE Exercice : 2015

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|----------------------------------|----------------|-------------|------------|----------------|-------------|------------|--------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 4718 | AUTRES RECETTES A REGULARISER | | 363 318,31 | 363 318,31 | 326,91 | 363 081,40 | 363 408,31 | | 90,00 |
| 472 | DEPENSES A CLASSER | 13 874,33 | 933 221,80 | 947 096,13 | | 947 096,13 | 947 096,13 | | |
| 4728 | AUTRES DEPENSES A REGULARISER | 13 874,33 | 933 221,80 | 947 096,13 | | 947 096,13 | 947 096,13 | | |
| 478 | Autres comptes transitoires | 2,09 | 3,69 | 5,78 | | 5,78 | 5,78 | | |
| 4784 | Arrondi sur déclaration de TVA | 2,09 | 3,69 | 5,78 | | 5,78 | 5,78 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

ARRIVÉE
Exercice : 2015

Budget : A EPCC LaM

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|----------------|---------------------------------|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Total Classe 5 | COMPTES FINANCIERS | 2 412 403,09 | 7 237 074,35 | 9 649 477,44 | | 7 226 112,79 | 7 226 112,79 | 2 423 364,65 | |
| 51 | BANQUES | 2 405 161,69 | 7 031 691,90 | 9 436 853,59 | | 7 020 655,34 | 7 020 655,34 | 2 416 198,25 | |
| 511 | CHEQUES A L'ENCAISSEMENTS | 1 250,00 | 70 121,04 | 71 371,04 | | 70 236,04 | 70 236,04 | 1 135,00 | |
| 5112 | CHEQUES BANCAIRES A L'ENCAIS | 1 250,00 | 70 121,04 | 71 371,04 | | 70 236,04 | 70 236,04 | 1 135,00 | |
| 515 | TRESOR | 2 403 911,69 | 6 961 570,86 | 9 365 482,55 | | 6 950 419,30 | 6 950 419,30 | 2 415 063,25 | |
| 53 | CAISSE | 591,40 | 425,00 | 1 016,40 | | 500,00 | 500,00 | 516,40 | |
| 531 | CAISSE | 591,40 | 425,00 | 1 016,40 | | 500,00 | 500,00 | 516,40 | |
| 54 | REGIES D'AVANCES ACCREDITIFS | 6 650,00 | 530,45 | 7 180,45 | | 530,45 | 530,45 | 6 650,00 | |
| 541 | REGIES D'AVANCES | 6 650,00 | 530,45 | 7 180,45 | | 530,45 | 530,45 | 6 650,00 | |
| 5411 | REGIES D'AVANCES | 2 000,00 | 530,45 | 2 530,45 | | 530,45 | 530,45 | 2 000,00 | |
| 5412 | REGIES DE RECETTES | 4 650,00 | | 4 650,00 | | | | 4 650,00 | |
| 58 | VIREMENTS INTERNES | | 204 427,00 | 204 427,00 | | 204 427,00 | 204 427,00 | | |
| 580 | Opérations d'ordre budgétaires | | 204 427,00 | 204 427,00 | | 204 427,00 | 204 427,00 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

PREFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

ARRMÉE
Exercice : 2015

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|----------------|---|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|-------|--------------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Total Classe 6 | CHARGES | | 6 905 441,81 | 6 905 441,81 | | 6 905 441,81 | | 6 905 441,81 | |
| 60 | ACHATS | | 1 063 695,17 | 1 063 695,17 | | 1 063 695,17 | | 1 063 695,17 | |
| 604 | ACHATS D'ETUDES ET PREST.SERVICES | | 530 502,56 | 530 502,56 | | 530 502,56 | | 530 502,56 | |
| 605 | ACHATS MATERIELS, EQUIPT.,TRAVAUX | | 39 547,07 | 39 547,07 | | 39 547,07 | | 39 547,07 | |
| 606 | ACHATS D'APPROVISIONNEMENT NON STOCKES | | 493 645,54 | 493 645,54 | | 493 645,54 | | 493 645,54 | |
| 6061 | FOURNITURES NON STOCKABLES | | 385 057,71 | 385 057,71 | | 385 057,71 | | 385 057,71 | |
| 6063 | FOURNITURES ENTRE & PET. EQP | | 87 104,94 | 87 104,94 | | 87 104,94 | | 87 104,94 | |
| 6064 | FOURNITURES ADM | | 12 186,14 | 12 186,14 | | 12 186,14 | | 12 186,14 | |
| 6066 | CARBURANTS | | 6 048,01 | 6 048,01 | | 6 048,01 | | 6 048,01 | |
| 6068 | AUTRES FOURNITURES | | 3 248,74 | 3 248,74 | | 3 248,74 | | 3 248,74 | |
| 60681 | ACHATS DU CENTRE DE DOCUMENTATION | | 1 118,46 | 1 118,46 | | 1 118,46 | | 1 118,46 | |
| 60682 | AUTRES FOURNITURES EXPOSITION | | 150,00 | 150,00 | | 150,00 | | 150,00 | |
| 60683 | DEPENSES ALIMENTAIRES | | 1 980,28 | 1 980,28 | | 1 980,28 | | 1 980,28 | |
| 609 | RRR obtenus sur achats | | | | | | | | |
| 6096 | RRR obtenus sur achats d'approvisionnements non stockés | | | | | | | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|---|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|-------|--------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 61 | ACHATS DE SOUS TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS | | 709 052,53 | 709 052,53 | | 709 052,53 | | | |
| 613 | LOCATIONS | | 451 222,65 | 451 222,65 | | 451 222,65 | | | |
| 6132 | LOCATIONS IMMOBILIERES | | 350 646,55 | 350 646,55 | | 350 646,55 | | | |
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | | 100 576,10 | 100 576,10 | | 100 576,10 | | | |
| 615 | TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE REPARATIONS | | 134 980,23 | 134 980,23 | | 134 980,23 | | | |
| 6152 | TRAV ENTRET. IM MOBILIER | | 36 101,71 | 36 101,71 | | 36 101,71 | | | |
| 6155 | TRAV ENTRET. MOBILIER | | 1 094,34 | 1 094,34 | | 1 094,34 | | | |
| 61551 | MATERIEL ROULANT | | 1 094,34 | 1 094,34 | | 1 094,34 | | | |
| 6156 | MAINTENANCE | | 97 784,18 | 97 784,18 | | 97 784,18 | | | |
| 616 | PRIMES D'ASSURANCE | | 60 486,54 | 60 486,54 | | 60 486,54 | | | |
| 6161 | PRIMES D'ASSURANCE | | 27 555,94 | 27 555,94 | | 27 555,94 | | | |
| 6162 | ASSURANCE OBLIGATOIRE DOMMAGE CONSTRUCTION | | 32 930,60 | 32 930,60 | | 32 930,60 | | | |
| 618 | DIVERS | | 62 363,11 | 62 363,11 | | 62 363,11 | | | |
| 62 | AUTRES SERVICES EXTERIEURS | | 2 250 841,67 | 2 250 841,67 | | 2 250 841,67 | | | |
| 622 | REMUNERATION D'INTERMEDIAIRE ET HONORAIRES | | 151 045,63 | 151 045,63 | | 151 045,63 | | | |
| 6225 | INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS | | 5 468,40 | 5 468,40 | | 5 468,40 | | | |
| 6226 | HONORAIRES | | 145 577,23 | 145 577,23 | | 145 577,23 | | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|--|----------------|--|--------------|----------------|--------------|-------|------------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| | | 623 | PUBLICITE PUBLICATIONS & REL PUBLIQUES | | 376 674,76 | 376 674,76 | | 376 674,76 | |
| 6231 | ANNONCES & INSERTIONS | | 225 844,48 | 225 844,48 | | 225 844,48 | | | |
| 6236 | CATALOGUES ET IMPRIMES | | 150 521,28 | 150 521,28 | | 150 521,28 | | | |
| 6238 | DIVERS | | 309,00 | 309,00 | | 309,00 | | | |
| 624 | TRANSPORT DE BIENS ET TRANSPORT COLLECTIF DE PERSONNEL | | 230 811,13 | 230 811,13 | | 230 811,13 | | | |
| 6241 | TRANSPORTS SUR ACHATS | | 224 971,85 | 224 971,85 | | 224 971,85 | | | |
| 6248 | TRANSPORTS DIVERS | | 5 839,28 | 5 839,28 | | 5 839,28 | | | |
| 625 | DEPLACEMENT MISSIONS ET RECEPTION | | 86 095,78 | 86 095,78 | | 86 095,78 | | | |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS - EXT. | | 26 390,97 | 26 390,97 | | 26 390,97 | | | |
| 6256 | MISSIONS VOYAGES ET DEPLACEMENTS DU PERSONNEL | | 8 726,68 | 8 726,68 | | 8 726,68 | | | |
| 6257 | RECEPTIONS | | 50 978,13 | 50 978,13 | | 50 978,13 | | | |
| 626 | FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATIONS | | 53 685,73 | 53 685,73 | | 53 685,73 | | | |
| 6261 | AFFRANCH. ET ROUTAGE | | 39 775,96 | 39 775,96 | | 39 775,96 | | | |
| 6262 | TELEPHONE ET TELEX | | 13 909,77 | 13 909,77 | | 13 909,77 | | | |
| 627 | SERVICES BANCAIRES & ASSIMILES | | 1 174,10 | 1 174,10 | | 1 174,10 | | | |
| 628 | CHARGES EXTERNES DIVERSES | | 1 351 354,54 | 1 351 354,54 | | 1 351 354,54 | | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

PRÉFECTURE DU NIARD
17 MARS 2016
ARRIVÉE

Budget : A EPCC LaM

Exercice : 2015

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|---|----------------|-------------|------------|----------------|-------------|------------|--------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 6453 | COTISATIONS CAISSE RETRAITE ET PENSIONS CIVILES | | 231 245,76 | 231 245,76 | | 231 245,76 | 231 245,76 | | |
| 6458 | AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | | 5 908,79 | 5 908,79 | | 5 908,79 | 5 908,79 | | |
| 6459 | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE PREVOYANCE | | | | | | | | |
| 647 | AUTRES CHARGES SOCIALES | | 32 371,13 | 32 371,13 | | 32 371,13 | 32 371,13 | | |
| 6472 | VERSEMENTS AUX COMITES D ENTREPRISE | | 21 883,53 | 21 883,53 | | 21 883,53 | 21 883,53 | | |
| 6474 | VERSEMENTS AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES | | 1 897,62 | 1 897,62 | | 1 897,62 | 1 897,62 | | |
| 6475 | MEDECINE DU TRAVAIL ET PHARMACIE | | 8 589,98 | 8 589,98 | | 8 589,98 | 8 589,98 | | |
| 65 | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | | 92 537,16 | 92 537,16 | | 92 537,16 | 92 537,16 | | |
| 651 | REDEVANCES POUR BREVET, LICENCES, MARQUES, PROCEDES, DROITS ET VALEURS SIMILAIRES | | 92 243,24 | 92 243,24 | | 92 243,24 | 92 243,24 | | |
| 6516 | DROITS D'AUTEURS | | 92 243,24 | 92 243,24 | | 92 243,24 | 92 243,24 | | |
| 654 | PERTES SUR CREANCES IRRICOUVRABLES | | 293,92 | 293,92 | | 293,92 | 293,92 | | |
| 66 | CHARGES FINANCIERES | | 471,12 | 471,12 | | 471,12 | 471,12 | | |
| 666 | PERTES DE CHANGE | | 471,12 | 471,12 | | 471,12 | 471,12 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

Exercice : 2015
ARRIVÉE

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|---|----------------|-------------|------------|----------------|-------------|------------|--------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 15 377,09 | 15 377,09 | | 15 377,09 | 15 377,09 | | |
| 671 | CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION DE L' EXERCICE | | 43,75 | 43,75 | | 43,75 | 43,75 | | |
| 6712 | AMENDES FISCALES ET PENALES | | 43,75 | 43,75 | | 43,75 | 43,75 | | |
| 673 | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) | | 405,00 | 405,00 | | 405,00 | 405,00 | | |
| 678 | AUTRES CHARGES EXCEPT. | | 14 928,34 | 14 928,34 | | 14 928,34 | 14 928,34 | | |
| 68 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | | 133 215,21 | 133 215,21 | | 133 215,21 | 133 215,21 | | |
| 681 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | | 133 215,21 | 133 215,21 | | 133 215,21 | 133 215,21 | | |
| 6811 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS Inc | | 133 215,21 | 133 215,21 | | 133 215,21 | 133 215,21 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

Exercice : 2015

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | ARRIVÉE SOLDES |
|----------------|--|----------------|--------------|--------------|----------------|--------------|--------------|-------------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | |
| | | | | | | | | |
| Total Classe 7 | RECETTES | | 6 983 154,61 | 6 983 154,61 | | 6 983 154,61 | 6 983 154,61 | |
| 70 | VENTES PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES | | 534 851,67 | 534 851,67 | | 534 851,67 | 534 851,67 | |
| 706 | PRESTATIONS DE SERVICES | | 473 880,35 | 473 880,35 | | 473 880,35 | 473 880,35 | |
| 7061 | BILLETTERIE | | 235 084,33 | 235 084,33 | | 235 084,33 | 235 084,33 | |
| 7062 | FORFAIT VISITE ET ATELIER | | 155 988,32 | 155 988,32 | | 155 988,32 | 155 988,32 | |
| 7063 | VISIOGUIDE | | 2 907,70 | 2 907,70 | | 2 907,70 | 2 907,70 | |
| 7068 | MECENAT | | 79 900,00 | 79 900,00 | | 79 900,00 | 79 900,00 | |
| 707 | VENTE DE PRODUITS | | 23 419,97 | 23 419,97 | | 23 419,97 | 23 419,97 | |
| 708 | PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES | | 37 551,35 | 37 551,35 | | 37 551,35 | 37 551,35 | |
| 7083 | LOCATIONS DIVERSES | | 19 550,00 | 19 550,00 | | 19 550,00 | 19 550,00 | |
| 7088 | AUTRES PROD. D'ACT.ANNEXES | | 18 001,35 | 18 001,35 | | 18 001,35 | 18 001,35 | |
| 74 | SUBVENTION D'EXPLOITATION | | 6 321 389,00 | 6 321 389,00 | | 6 321 389,00 | 6 321 389,00 | |
| 741 | LCMU CONTRIBUTION | | 6 007 000,00 | 6 007 000,00 | | 6 007 000,00 | 6 007 000,00 | |
| 742 | VILLENEUVE D'ASCQ CONTRIBUTION | | 60 000,00 | 60 000,00 | | 60 000,00 | 60 000,00 | |
| 748 | SUBVENTIONS SUR PROJETS | | 254 389,00 | 254 389,00 | | 254 389,00 | 254 389,00 | |
| 7481 | LMCU- SUBVENTIONS SUR PROJETS | | 200 000,00 | 200 000,00 | | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| 7482 | VILLENEUVE D'ASCQ- SUBVENTIONS SUR PROJETS | | 38 000,00 | 38 000,00 | | 38 000,00 | 38 000,00 | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

Exercice : 2015

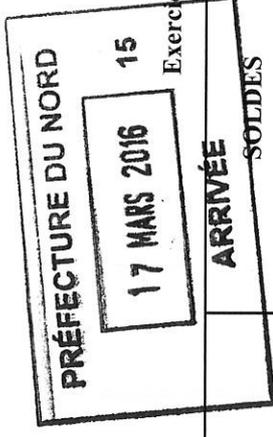
ARRIVÉE

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|---------|--|----------------|-------------|-----------|----------------|-------------|-----------|--------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| 7483 | CONSEIL REGIONAL SUBVENTIONS SUR PROJETS | | 16 389,00 | 16 389,00 | | 16 389,00 | 16 389,00 | | |
| 75 | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | | 51 631,62 | 51 631,62 | | 51 631,62 | 51 631,62 | | |
| 757 | REDEVANCE DES CONCESSIONS | | 31 663,16 | 31 663,16 | | 31 663,16 | 31 663,16 | | |
| 758 | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | | 19 968,46 | 19 968,46 | | 19 968,46 | 19 968,46 | | |
| 76 | PRODUITS FINANCIERS | | 66,60 | 66,60 | | 66,60 | 66,60 | | |
| 766 | GAIN DE CHANGE | | 66,60 | 66,60 | | 66,60 | 66,60 | | |
| 77 | PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 75 215,72 | 75 215,72 | | 75 215,72 | 75 215,72 | | |
| 771 | PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION DE L'EXERCICE | | 71 211,79 | 71 211,79 | | 71 211,79 | 71 211,79 | | |
| 7718 | Autres Produits exceptionnels sur opération de gestion | | 71 211,79 | 71 211,79 | | 71 211,79 | 71 211,79 | | |
| 778 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 4 003,93 | 4 003,93 | | 4 003,93 | 4 003,93 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

Budget : A EPCC LaM

Exercice : 2015



| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|----------------|----------------|----------------|-------------|--------------|----------------|-------------|--------------|--------|--------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Total Classe 8 | BILAN D'ENTREE | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | | |
| 89 | BILAN D'ENTREE | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | | |
| 892 | BILAN D'ENTREE | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | | |

**BALANCE DEFINITIVE
DES COMPTES DU GRAND LIVRE**

PRÉFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

15

Budget : A EPCC LaM

ARRIVÉE

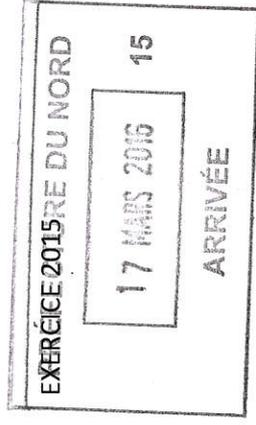
Exercice 2015

| COMPTES | LIBELLE | DEBITS | | | CREDITS | | | SOLDES | |
|------------|------------------------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| | | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | Bilan d'entrée | Op exercice | Total | DEBIT | CREDIT |
| Classe 1 | COMPTES DE CAPITAUX | | 8 137,30 | 8 137,30 | 2 621 753,05 | 114 505,79 | 2 736 258,84 | | 2 728 121,54 |
| Classe 2 | COMPTES D'IMMOBILISATIONS | 2 631 375,23 | 77 194,75 | 2 708 569,98 | 1 668 038,81 | 133 215,21 | 1 801 254,02 | 2 708 569,98 | 1 801 254,02 |
| Classe 4 | COMPTES DE TIERS | 95 626,35 | 15 164 274,00 | 15 259 900,35 | 849 612,81 | 15 012 846,61 | 15 862 459,42 | 59 080,96 | 661 640,03 |
| Classe 5 | COMPTES FINANCIERS | 2 412 403,09 | 7 237 074,35 | 9 649 477,44 | | 7 226 112,79 | 7 226 112,79 | 2 423 364,65 | |
| Classe 6 | CHARGES | | 6 905 441,81 | 6 905 441,81 | | 6 905 441,81 | 6 905 441,81 | | |
| Classe 7 | RECETTES | | 6 983 154,61 | 6 983 154,61 | | 6 983 154,61 | 6 983 154,61 | | |
| Classe 8 | BILAN D'ENTREE | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | 5 139 404,67 | | 5 139 404,67 | | |
| Totaux BCG | | 10 278 809,34 | 36 375 276,82 | 46 654 086,16 | 10 278 809,34 | 36 375 276,82 | 46 654 086,16 | 5 191 015,59 | 5 191 015,59 |

AGENCE COMPTABLE DU LAM

LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM

PAGE DES SIGNATURES



Vu et certifié par le comptable supérieur qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.



A Lille, le 29 FEV. 2016

Pour l'Administrateur Général
des Finances Publiques
Division Collectivités Locales
Le Chef de Service Qualité Comptable

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "MARIE-ANGE REDOR".

Marie-Ange REDOR

Je soussigné, Isabelle TAVERNIER agent comptable du LaM affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service du LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM pendant l'année 2015

Et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A Villeneuve d'Ascq, le 29/2/2016 A handwritten signature in blue ink, appearing to be "OLIVIER HENNO".

Vu par Olivier HENNO, Président du conseil d'administration du LaM, qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le 04/03/2016 par l'organe délibérant.

A Villeneuve d'Ascq, le 04/03/2016

A large, stylized handwritten signature in blue ink, appearing to be "OLIVIER HENNO".

AGENCE COMPTABLE DU LAM



LAM – LILLE METROPOLE MUSEE D'ART MODERNE, D'ART CONTEMPORAIN ET D'ART BRUT – EPCC LAM

Nombre de Pages (hors page de garde) : 39

FIN DE DOCUMENT

17 MARS 2016

ARRIVEE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | | | |
|----|------|----|----|
| N° | 2016 | 01 | 05 |
|----|------|----|----|

OBJET :**Présentation et vote du compte administratif 2015**

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|--|-------------------------|--------------------------|---------------------|---------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">22</div> PRESENTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">15</div> REPRESENTES <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">1</div> VOTANTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">16</div> | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | Pouvoir M. Renar | |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | x |
| | M. Ivan Renar | x | | |
| M. Marc Donnadiou | x | | | |
| M. Jean-Guillaume Dufour | x | | | |

Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-05 Présentation et vote du compte administratif 2015

Délibération n°2016-01-05 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle, et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1431-1 et suivants, relatifs au fonctionnement des Établissements publics de coopération culturelle,

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

Conformément à l'article 9 et au titre 3 des statuts de l'EPCC,

L'EPCC LaM souhaite procéder au vote du compte administratif de 2015.

Vu la proposition de compte administratif jointe en annexe,

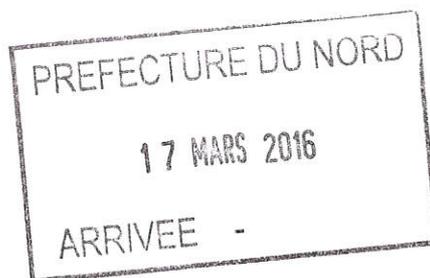
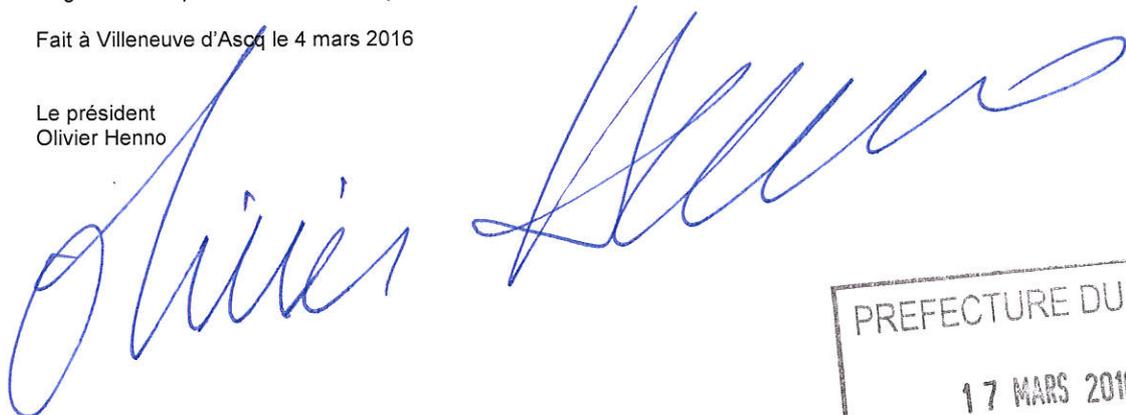
Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte administratif de 2015.

Après avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité d'approuver le compte administratif de 2015.

Régulièrement publié et transmis en préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

Le président
Olivier Henno



REPUBLIQUE FRANCAISE

| | |
|---------------------------|--------------------|
| 200 031 797 000 18 | EPCC du LaM |
|---------------------------|--------------------|

POSTE COMPTABLE DE :

| |
|-----------------------------|
| SERVICE PUBLIC LOCAL |
|-----------------------------|

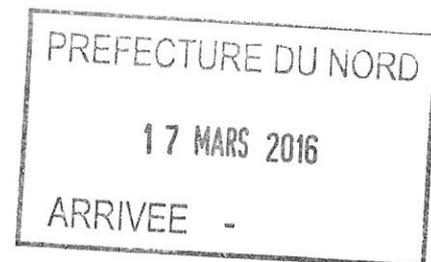
BUDGET A : EP
M4 (1)

| |
|-----------------------------|
| Compte Administratif |
|-----------------------------|

BUDGET : (2)

ANNEE 2015

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M4, M41, M42, M43, M44 ou M49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.



SOMMAIRE

| pages | | | |
|-------|--|----------------|-------------------|
| | I Informations générales Modalités de vote du compte administratif | | |
| | II Présentation générale du compte administratif A1 - Vue d'ensemble - Execution du budget et des restes à réaliser A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres B1 - Balance générale du budget - Dépenses B2 - Balance générale du budget - Recettes | | |
| | III Vote du compte administratif A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses B2 - Section d'investissement - Détail des recettes B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | | |
| | IV - Annexes | Jointes | Sans objet |
| | A - Eléments du bilan | | |
| | A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations A3.2 - Etalement des provisions A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes A6 - Etat des charges transférées A7 - Détail des opérations pour compte de tiers A8.1 - Variation du patrimoine (article R.2313-3 du CGCT) - Entrées A8.2 - Variation du patrimoine (article R.2313-3 du CGCT) - Sorties A8.3 - Opérations liées aux cessions A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Entrées A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code l'urbanisme) - Sorties A10 - Etat des travaux en régie | | |
| | B - Engagements hors bilan | | |
| | B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé B1.6 - Etat des autres engagements donnés B1.7 - Etat des engagements reçus B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | | |
| | C - Autres éléments d'informations | | |
| | C1.1 - Etat du personnel C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes | | |
| | D Arrêté et signatures | | |
| | D - Arrêté et signatures | | |

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| | |
|------------------------------------|----------|
| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | |

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau (1) pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) pour la section d'investissement.
- avec ou sans les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3 (2).

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) :

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° du).

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXECUTION DU BUDGET

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|---|--|--------------|--------------|-----------------------|
| REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres) | Section d'exploitation | 6 892 388,22 | 6 998 756,71 | 106 368,49 |
| | Section d'investissement <small>(y compris les comptes 1064 et 1068)</small> | 77 194,75 | 133 215,21 | 56 020,46 |

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|----------------------------------|---|----------|--------------|-----------------------|
| REPORTS DE L'EXERCICE N-1 | Report en section d'exploitation (002) | 0 | 1 077 509,24 | |
| | Report en section d'investissement (001) | 0 | 580 907,39 | |

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|---------------------------------------|--|--------------|--------------|-----------------------|
| TOTAL (réalisations + reports) | | 6 969 582,97 | 8 790 388,55 | 1 820 805,58 |

| | | | |
|--|--|---|---|
| RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2) | Section d'exploitation | 0 | 0 |
| | Section d'investissement | 0 | 0 |
| | TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1 | 0 | 0 |

| | | DEPENSES | RECETTES | SOLDE D'EXECUTION (1) |
|------------------------|---------------------------------|--------------|--------------|-----------------------|
| RESULTAT CUMULE | Section d'exploitation | 6 892 388,22 | 8 076 265,95 | 1 183 877,73 |
| | Section d'investissement | 77 194,75 | 714 122,60 | 636 927,85 |
| | TOTAL CUMULE | 6 969 582,97 | 8 790 388,55 | 1 820 805,58 |

DETAIL DES RESTES A REALISER

| Chap/art | Libellé | Dépenses engagées non mandatées | Titres restant à émettre |
|---|---|---------------------------------|--------------------------|
| TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | | |
| 011 | Charges à caractère général | | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | | |
| 014 | Atténuations de produits | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | | |
| 66 | Charges financières | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | | |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés | | |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | | |
| 73 | Produits issus de la fiscalité | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | | |
| 013 | Atténuations de charges | | |
| 76 | Produits financiers | | |
| 77 | Produits exceptionnels | | |
| LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6) | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | |
| | [...]Opération d'équipement n° | | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | |
| | Opération pour compte de tiers n° - [...] (3) | | |

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés (1) |
|--|---|------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 011 | Charges à caractère général | 4 686 096,24 | 3 491 163,43 | 519 503,74 | | 675 429,07 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 741 353,00 | 2 640 120,47 | | | 101 232,53 |
| 014 | Atténuations de produits | | | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 106 160,00 | 80 571,86 | 11 965,30 | | 13 622,84 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 7 533 609,24 | 6 211 855,76 | 531 469,04 | | 790 284,44 |
| 66 | Charges financières | 1 000,00 | 471,12 | | | 528,88 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 20 000,00 | 15 377,09 | | | 4 622,91 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat°(2) | | | | | |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (3) | | | | | |
| 022 | Dépenses imprévues | 459 000,00 | | | | |
| Total des dépenses réelles d'exploitation | | 8 013 609,24 | 6 227 703,97 | 531 469,04 | | 795 436,23 |
| 023 | Virement à la section d'investissement (4) | 20 000,00 | | | | |
| 042 | Opé. d'ordre de transferts entre sections (4) | 249 000,00 | 133 215,21 | | | 115 784,79 |
| 043 | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. d'exp (uniquement en M44).(4) | | | | | |
| Total des dépenses d'ordre d'exploitation | | 269 000,00 | 133 215,21 | | | 115 784,79 |
| TOTAL | | 8 282 609,24 | 6 360 919,18 | 531 469,04 | | 911 221,02 |
| Pour information | | | | | | |
| D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1 | | 0 | | | | |

RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés (1) |
|---|---|------------------------------------|--|-----------------------|-------------------------------|------------------------|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuation de charges | | 29 295,83 | | | -29 295,83 |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations... | 765 000,00 | 521 329,98 | | | 243 670,02 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (5) | | | | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | 6 367 000,00 | 6 321 389,00 | | | 45 611,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 70 000,00 | 51 459,58 | | | 18 540,42 |
| Total des recettes de gestion courante | | 7 202 000,00 | 6 923 474,39 | | | 278 525,61 |
| 76 | Produits financiers | | 66,60 | | | -66,60 |
| 77 | Produits exceptionnels | 3 100,00 | 75 215,72 | | | -72 115,72 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations(2) | | | | | |
| 79 | Transfert de charges | | | | | |
| Total des recettes réelles d'exploitation | | 7 205 100,00 | 6 998 756,71 | | | 206 343,29 |
| 042 | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6) | | | | | |
| 043 | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. d'exp (uniquement en M44).(4) | | | | | |
| Total des recettes d'ordre d'exploitation | | | | | | |
| TOTAL | | 7 205 100,00 | 6 998 756,71 | | | 206 343,29 |
| Pour information | | | | | | |
| R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1 | | 1 077 509 | | | | |

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés (1) |
|--|--|------------------------------------|------------------|-------------------------------|------------------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 40 000,00 | 22 848,57 | | 17 151,43 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 280 000,00 | 54 346,18 | | 225 653,82 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | |
| Total des dépenses d'équipement | | 320 000,00 | 77 194,75 | | 242 805,25 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3) | | | | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 529 907,39 | | | |
| Total des dépenses financières | | 529 907,39 | | | |
| 45... | Total des opé. Pour compte de tiers (4) | | | | |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 849 907,39 | 77 194,75 | | 242 805,25 |
| 040 | <i>Opé. d'ordre de transferts entre sections (2)</i> | | | | |
| 041 | <i>Opérations patrimoniales (2)</i> | | | | |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | | | | |
| TOTAL | | 849 907,39 | 77 194,75 | | 242 805,25 |
| Pour Information | | | | | |
| D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | | 0,00 | | | |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap | Libellé | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés |
|--|--|------------------------------------|-------------------|-------------------------------|--------------------|
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | | | | |
| 10 | Dot.,fonds divers et réserves | | | | |
| 106 | Réserves (5) | | | | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3) | | | | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| Total des recettes financières | | | | | |
| 45... | Total des opé. pour le compte de tiers (4) | | | | |
| Total des recettes réelles d'investissement | | | | | |
| 021 | <i>Virement de la section de fonctionnement (2)</i> | 20 000,00 | | | |
| 040 | <i>Opé. d'ordre de transferts entre sections (2)</i> | 249 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |
| 041 | <i>Opérations patrimoniales (2)</i> | | | | |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 269 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |
| TOTAL | | 269 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |
| Pour Information | | | | | |
| R 002 Solde d'exécution positif reporté de N-1 | | 580 907,39 | | | |

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.

(2) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B1 |

1 - MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 4 010 667,17 | | 4 010 667,17 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 640 120,47 | | 2 640 120,47 |
| 014 | Atténuation de produits | | | |
| 60 | <i>Achats et variations de stocks (3)</i> | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 92 537,16 | | 92 537,16 |
| 66 | Charges financières | 471,12 | | 471,12 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 15 377,09 | | 15 377,09 |
| 68 | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov. | | | |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4) | | | |
| 71 | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> | | | |
| Dépenses d'exploitation - Total | | 6 759 173,01 | | 6 759 173,01 |

+

| | |
|--|--|
| D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1 | |
|--|--|

=

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES | 6 759 173,01 |
|---|---------------------|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|---|------------------------|------------------------|------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | |
| 14 | <i>Provisions réglementées et amortissements dérogatoires</i> | | | |
| 15 | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i> | | | |
| 16 | Remboursement d'emprunt (sauf 1688 non budgétaire) | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation | | | |
| | Total des opérations d'équipement | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 22 848,57 | | 22 848,57 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 54 346,18 | | 54 346,18 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | | | |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | |
| 28 | <i>Amortissements des immobilisations (reprises)</i> | | | |
| 29 | <i>Dépréciation des immobilisations</i> | | | |
| 39 | <i>Dépréciation des stocks et en-cours</i> | | | |
| 4581 | Total des opérations pour compte de tiers (7) | | | |
| 481 | <i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i> | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| Dépenses d'investissement - Total | | 77 194,75 | | 77 194,75 |

+

| | |
|---|--|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE DE N-1 | |
|---|--|

=

| | |
|---|------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 77 194,75 |
|---|------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

2 - TITRES EMIS (y compris sur restes à réaliser N-1)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|---|-----------------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| 013 | Atténuation de charges | 29 295,83 | | 29 295,83 |
| 60 | <i>Achats et variation des stocks (3)</i> | | | |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations ... | 521 329,98 | | 521 329,98 |
| 71 | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> | | | |
| 72 | <i>Production immobilisée</i> | | | |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | 6 321 389,00 | | 6 321 389,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 51 459,58 | | 51 459,58 |
| 76 | Produits financiers | 66,60 | | 66,60 |
| 77 | Produits exceptionnels | 75 215,72 | | 75 215,72 |
| 78 | Reprises sur amortissements et provisions | | | |
| 79 | <i>Transferts de charges</i> | | | |
| Recettes d'exploitation - Total | | 6 998 756,71 | | 6 998 756,71 |

| | |
|---|---------------------|
| | + |
| R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE N-1 | 1 077 509,24 |
| | = |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | 8 076 265,95 |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|---|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | |
| 14 | <i>Provisions réglementées et amortissements dérogatoires</i> | | | |
| 15 | <i>Provisions pour risques et charges (4)</i> | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles (5) | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | | | |
| 23 | Immobilisations en cours (5) | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | |
| 28 | <i>Amortissements des immobilisations</i> | | | |
| 29 | <i>Dépréciation des immobilisations (4)</i> | | | |
| 39 | <i>Dépréciation des stocks et en-cours (4)</i> | | | |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6) | | | |
| 481 | <i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i> | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| Recettes d'investissement - Total | | | | |

| | |
|---|-------------------|
| | + |
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1 | 580 907,39 |
| | + |
| AFFECTATION AUX COMPTES 106 | |
| | = |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 580 907,39 |

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

SECTION D'EXPLOITATION

| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | | | | | | III |
|---|---|------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|-------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | | | | | | A1 |
| Chap/ | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| M1 (1) | Charges à caractère général (2) (3) | 4 686 096,24 | 3 491 163,43 | 510 500,74 | | 875 429,07 |
| 604 | PRESTATIONS DE SERVICES | 1 184 289,33 | 450 470,77 | 70 644,79 | | 653 072,77 |
| 605 | ACHATS EQUIPEMENT TRAVAUX | 41 300,70 | 40 569,14 | | | -2 916,55 |
| 60611 | EDF | 108 250,00 | 178 457,36 | 20 626,04 | | -30 246,00 |
| 60612 | GDF | 108 000,00 | 90 815,10 | 13 027,39 | | 4 177,51 |
| 60613 | EAUX | 10 000,00 | 13 023,48 | | | -3 023,48 |
| 60614 | CONTRAT CHAUFFE | 108 625,92 | 61 723,01 | 7 961,92 | | 38 960,16 |
| 6063 | Fournitures ENTRE & PET EGP | 54 018,81 | 69 873,52 | 12 560,94 | | -26 415,65 |
| 6064 | Fournitures ADM | 10 000,00 | 12 186,14 | | | -2 186,14 |
| 6065 | CARBURANT | 9 050,00 | 5 556,05 | 491,96 | | 2 951,99 |
| 6068 | AUTRES FOURNITURES | 1 500,00 | 3 248,74 | | | -1 748,74 |
| 607 | ACHATS DE MARCHANDISES | | | | | |
| 611 | SOUS-TRAITANCE GENERALE | | | | | |
| 612 | REDEVANCE CREDIT BAIL | | | | | |
| 6130 | LOCATIONS IMMOBILIERES | 310 250,00 | 350 646,55 | | | -31 396,55 |
| 6135 | LOCATIONS MOBILIERES | 98 964,50 | 80 037,41 | 20 536,69 | | -1 611,60 |
| 6152 | TRAVAUX ENTRETIEN IMMOBILIER | 35 000,00 | 29 145,91 | 6 955,09 | | -1 101,71 |
| 61551 | MATERIEL ROULANT | 2 000,00 | 1 094,34 | | | 905,66 |
| 61558 | AUTRES BIENS MOBILIERES | | | | | |
| 61561 | MAINTENANCE DIVERS | 22 000,00 | 10 969,15 | 578,86 | | 10 451,99 |
| 61562 | MAINTENANCE INFORMATIQUE | 37 000,00 | 21 931,67 | | | 15 068,33 |
| 61563 | MAINTENANCE ASCENSEUR | 9 000,00 | 3 830,70 | | | 5 169,30 |
| 61564 | MAINTENANCE INCENDIE | 20 000,00 | 13 790,79 | 2 292,02 | | 3 917,19 |
| 61565 | MAINTENANCE EAUX | | | | | |
| 61566 | MAINTENANCE AUTRES | 40 000,00 | 41 298,99 | 3 092,00 | | -4 390,99 |
| 61567 | MAINTENANCE TELEPHONIQUE | | | | | |
| 6161 | FRIMES ASSURANCE MULTIRISQUE | 24 000,00 | 19 810,63 | 1 250,07 | | 2 939,30 |
| 6162 | ASSURANCE OBLIGATOIRE DOMMAGE CONSTRUCTION | 33 163,35 | 23 089,83 | 16 327,01 | | -6 242,49 |
| 618 | DIVERS | | | | | |
| 6181 | DOCUMENTATION | 12 750,00 | 15 424,70 | 403,78 | | -3 078,48 |
| 6182 | AGREEMENTS | 24 370,51 | 15 266,11 | 1 516,27 | | 7 564,13 |
| 6183 | FORMATIONS | 15 390,00 | 22 166,00 | 7 540,25 | | -14 336,25 |
| 6205 | INDEMNITES AU COMPTABLE & AUX REGISSEURS | 5 000,00 | 5 468,40 | | | -468,40 |
| 6206 | HONORAIRES | 111 223,90 | 135 823,23 | 9 754,00 | | -34 353,33 |
| 6231 | ANNONCES & INSERTIONS | 102 835,04 | 161 262,48 | 64 592,00 | | -33 009,44 |
| 6236 | CATALOGUES ET IMPRIMES | 169 520,97 | 116 368,41 | 21 499,07 | | 31 633,49 |
| 6238 | CADEAUX OFFERTS | | 300,00 | | | -300,00 |
| 624 | TRANSPORTS DIVERS | 361 826,31 | 110 720,83 | 120 090,30 | | 131 015,18 |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 24 150,00 | 26 390,97 | | | -2 240,97 |
| 6256 | MISSIONS VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 10 629,09 | 8 726,68 | | | 1 902,41 |
| 6257 | RECEPTIONS | 26 746,56 | 50 005,83 | 72,30 | | -24 231,57 |
| 6261 | AFFRANCH ET ROUTAGE | 32 056,25 | 38 936,84 | 837,12 | | -7 710,71 |
| 6262 | TELEPHONE ET TELEX | 18 000,00 | 13 706,97 | 101,40 | | 4 191,63 |
| 627 | SERVICES BANCAIRES | 2 000,00 | 1 174,10 | | | 825,90 |
| 6281 | CONCOURS DIVERS | 18 050,00 | 26 678,20 | | | -8 628,20 |
| 6282 | FRAIS DE GARDIENNAGE | 1 162 000,00 | 1 076 080,26 | 92 912,41 | | -6 992,67 |
| 6283 | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX | 161 000,00 | 128 961,76 | 11 424,33 | | 20 613,91 |
| 6287 | REMBOURSEMENT DE FRAIS EXT | 3 716,00 | 15 147,58 | 150,00 | | -11 581,58 |
| 6351 | IMPOTS DIRECTS | | | | | |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 741 353,00 | 2 640 120,47 | | | 101 232,53 |
| 6211 | PERSONNEL INTERIMAIRE | | | | | |
| 6311 | TAXES SUR SALAIRES | 150 005,09 | 184 245,00 | | | -34 245,00 |
| 6318 | AGEPIPA | 6 500,00 | 5 832,36 | | | 667,64 |
| 6333 | PARTICIPATION A LA FORMATION | 32 000,00 | 35 123,61 | | | -3 123,61 |
| 6334 | PARTICIPATION EFFORT CONSTRUCTION | | 7 657,28 | | | -7 657,28 |
| 6339 | AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR | 1 600,00 | 1 810,00 | | | -210,00 |
| 6411 | TRAITEMENT PRINCIPAL | 1 518 753,00 | 1 242 408,14 | | | 176 344,86 |
| 6412 | CONGES PAYES | | | | | |
| 6413 | PRIMES ET GRATIFICATIONS | 8 200,00 | 9 298,37 | | | -1 098,37 |
| 6414 | INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS | 600,00 | | | | 600,00 |
| 6451 | COTISATIONS URSSAF | 750 000,00 | 784 211,03 | | | -34 211,03 |
| 6452 | COTISATIONS IPICAS | | | | | |
| 6453 | COTISATIONS CAISSE RETRAITE ET PC | 230 000,00 | 231 245,76 | | | -1 245,76 |
| 6454 | PRESTATIONS ASSEDIC | | | | | |
| 6458 | AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | 11 500,00 | 5 908,79 | | | 5 591,21 |
| 6472 | COTISATION COMITE D'ENTREPRISE | 25 000,00 | 21 863,53 | | | 3 136,47 |
| 6474 | COTISATION AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES | 2 200,00 | 1 897,62 | | | 302,38 |
| 6475 | MEDECINE DU TRAVAIL | 5 000,00 | 8 589,98 | | | -3 589,98 |
| 014 | Atténuations de produits (4) | | | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 106 160,00 | 80 571,88 | 11 965,30 | | 13 622,84 |
| 651 | REDEVANCES POUR BREVET LICENCES MARQUES PRO | 105 866,08 | 80 277,84 | 11 965,30 | | 13 622,84 |
| 654 | PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES | 293,92 | 293,92 | | | |
| TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES | | 7 533 609,24 | 6 211 855,76 | 531 469,04 | | 790 284,44 |
| (g) = (011+012+014+65) | | | | | | |
| 66 | Charges financières (b) (5) | 1 000,00 | 471,12 | | | 528,88 |
| 666 | PERTES DE CHANGE | 1 000,00 | 471,12 | | | 528,88 |
| 67 | Charges exceptionnelles (c) | 20 000,00 | 15 377,09 | | | 4 622,91 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 20 000,00 | 238,75 | | | 19 761,25 |
| 673 | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS) | | 405,00 | | | -405,00 |
| 678 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | | 14 732,54 | | | -14 732,54 |
| 68 | Dotations aux provisions (d) (6) | | | | | |
| 6815 | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGE | | | | | |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7) | | | | | |
| 022 | Dépenses imprévues (f) | 459 000,00 | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f | | 8 013 609,24 | 6 227 703,97 | 531 469,04 | | 795 436,23 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la région

(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012

(3) Le compte 624 est uniquement ouvert en M. 41

(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif

(6) Si la région applique le régime de provisions semi-budgétaires ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, de créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers

(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap/art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|--|---|------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|-------------------|
| | | | Mandats émis | Charges rattachées | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 20 000,00 | | | | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (8)(9) | 249 000,00 | 133 215,21 | | | 115 784,79 |
| 6811 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 249 000,00 | 133 215,21 | | | 115 784,79 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 269 000,00 | 133 215,21 | | | 115 784,79 |
| 043 | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation (10) | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 269 000,00 | 133 215,21 | | | 115 784,79 |
| TOTAL D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre) | | 8 282 609,24 | 6 360 919,18 | 531 469,04 | | 911 221,02 |

| | |
|------------------------------------|--|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | |
|------------------------------------|--|

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|--------------------------------------|--|
| Montant des ICNE de l'exercice | |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1 | |

(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|---|---|------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|-------------------|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 013 | Atténuation des charges (2) | | 29 295,83 | | | -29 295,83 |
| 6096 | RRR obtenus sur achats d'approvisionnements non stockés | | 70,87 | | | -70,87 |
| 619 | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS | | | | | |
| 6419 | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS | | | | | |
| 6459 | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE S | | 29 224,96 | | | -29 224,96 |
| 6479 | REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES | | | | | |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations ... | 765 000,00 | 521 329,98 | | | 243 670,02 |
| 706 | PRESTATIONS DE SERVICE - BILLETTERIE ET AUDIOG | 510 000,00 | 390 988,35 | | | 119 011,65 |
| 7068 | MECENAT | 110 000,00 | 70 900,00 | | | 39 100,00 |
| 707 | VENTE DE PRODUITS | 30 000,00 | 22 490,28 | | | 7 509,72 |
| 708 | PRODUITS ACTIVITES ANNEXES | | | | | |
| 7083 | LOCATION D'ESPACES | 60 000,00 | 18 950,00 | | | 41 050,00 |
| 7084 | MISE A DISPO DE PERSO FACTURES | | | | | |
| 7088 | AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES | | | | | |
| 70881 | PARTENARIAT | 55 000,00 | 4 026,00 | | | 50 974,00 |
| 70882 | CIRCULATION EXPOSITIONS | | | | | |
| 70883 | DIVERS | | 13 975,35 | | | -13 975,35 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (3) | | | | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | 6 367 000,00 | 6 321 389,00 | | | 45 611,00 |
| 741 | CONTRIBUTION Lille Métropole | 6 007 000,00 | 6 007 000,00 | | | |
| 742 | CONTRIBUTION Villeneuve d'Ascq | 60 000,00 | 60 000,00 | | | |
| 7481 | Lille Métropole Européenne - Subventions sur projets | 200 000,00 | 200 000,00 | | | |
| 7482 | VILLENEUVE D'ASCQ - Subventions sur projets | 40 000,00 | 38 000,00 | | | 2 000,00 |
| 7483 | CONSEIL REGIONAL - Subventions sur projets | 20 000,00 | | | | 20 000,00 |
| 7484 | EUROPE - Subventions sur projets | | | | | |
| 7485 | DRAC - Subventions sur projets | 40 000,00 | 16 389,00 | | | 23 611,00 |
| 7486 | CONSEIL GENERAL Subventions sur projets | | | | | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 70 000,00 | 51 459,58 | | | 18 540,42 |
| 751 | REDEVANCES POUR BREVETS | | | | | |
| 757 | REDEVANCE DES CONCESSIONS | 40 000,00 | 31 491,12 | | | 8 508,88 |
| 758 | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | 30 000,00 | 19 968,46 | | | 10 031,54 |
| TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES | | | | | | |
| (a) = 013+70+73+74+75 | | 7 202 000,00 | 6 923 474,39 | | | 278 525,61 |
| 76 | Produits financiers (b) | | 66,60 | | | -66,60 |
| 766 | Gains de change | | 66,60 | | | -66,60 |
| 77 | Produits exceptionnels (c) | 3 100,00 | 75 215,72 | | | -72 115,72 |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIO | | 71 211,79 | | | -71 211,79 |
| 773 | MANDATS ANNULES (sur exercices antérieurs) | | | | | |
| 775 | PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF | | | | | |
| 778 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | 3 100,00 | 4 003,93 | | | -903,93 |
| 78 | Reprises sur provisions et sur dépréciations (d) (4) | | | | | |
| 781 | REPRISE SUR PROVISIONS | | | | | |
| 79 | TRANSFERT DE CHARGES | | | | | |
| 7911 | EXPLOITATION - TRANSFERT DE CAHRGES | | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES = a+b+c+d | | 7 205 100,00 | 6 998 756,71 | | | 206 343,29 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.

(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap/Art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Crédits employés (ou restant à employer) | | | Crédits annulés |
|-----------------------------------|--|------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------|-----------------|
| | | | Titres émis | Produits rattachés | Restes à réaliser au 31/12 | |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (6) | | | | | |
| 7912 | IMMOS - TRANSFERT DE CAHRGES | | | | | |
| 043 | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. de fonct. (5) | | | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | | | | | |

| | | | | | |
|---|--------------|--------------|--|--|------------|
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et ordres) | 7 205 100,00 | 6 998 756,71 | | | 206 343,29 |
|---|--------------|--------------|--|--|------------|

| | |
|---|--------------|
| Pour information R002 Excédent d'exploitation reporté de N-1 | 1 077 509,24 |
|---|--------------|

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

| | |
|--------------------------------------|--|
| Montant des ICNE de l'exercice | |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | |
| = Différence ICNE N - ICNE N-1 | |

(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

SECTION D' INVESTISSEMENT

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser | Crédits annulés (2) |
|--|--|------------------------------------|------------------|----------------------|------------------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors opérations) | 40 000,00 | 22 848,57 | | 17 151,43 |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | 12 768,57 | 12 768,57 | | |
| 205 | CONCESSION DROITS SIMILAIRES | 27 231,43 | 10 080,00 | | 17 151,43 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 280 000,00 | 54 346,18 | | 225 653,82 |
| 215 | MATERIEL ET OUTILLAGE ET AMENAGEMENTS | 10 000,00 | | | 10 000,00 |
| 2181 | INST.GENER.AGENC.AMENAG.DIV. | | 28 807,84 | | -28 807,84 |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | | | | |
| 2183 | MATERIEL DE BUREAU INFORMAT. | 215 000,00 | 19 582,18 | | 195 417,82 |
| 2184 | MOBILIER | 55 000,00 | 2 486,96 | | 52 513,04 |
| 2188 | AUTRES | | 3 469,20 | | -3 469,20 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opération) | | | | |
| | Opérations d'équipement n°... (1 ligne par opé.) (3) | | | | |
| Total des dépenses d'équipement | | 320 000,00 | 77 194,75 | | 242 805,25 |

| | | | | | |
|---------------------------------------|--|-------------------|--|--|-------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) | | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des particip. | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 529 907,39 | | | 529 907,39 |
| 20 | DEPENSES IMPREVUES | 529 907,39 | | | 529 907,39 |
| Total des dépenses financières | | 529 907,39 | | | 529 907,39 |

| | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|
| | Opé. pour compte de tiers n°...(1 ligne par opé.) (4) | | | | |
| Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | | | | |

| | | | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------|------------------|--|-------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES | | 849 907,39 | 77 194,75 | | 772 712,64 |
|-----------------------------------|--|-------------------|------------------|--|-------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annulés (2) |
|-----------------------------------|--|------------------------------------|--------------|-------------------------------|---------------------|
| 040 | <i>Opérations d'ordre transfert entre sections (5)</i> | | | | |
| 102 | DOTATIONS ET FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT | | | | |
| | <i>Reprises sur autofinancement antérieur (6)</i> | | | | |
| | | | | | |
| | <i>Charges transférées</i> | | | | |
| | | | | | |
| 041 | <i>Opérations patrimoniales (7)</i> | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | | | | |

| | | | | |
|---|------------|-----------|--|------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre) | 849 907,39 | 77 194,75 | | 772 712,64 |
|---|------------|-----------|--|------------|

| | |
|--|--|
| Pour Information D001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1 | |
|--|--|

D001 Déficit investissement reporté

0

0

6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap/Art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser | Crédits annulés (2) |
|--|---|---------------------------------|-------------|-------------------|---------------------|
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées(hors 165) | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | | | | |

| | | | | | |
|---------------------------------------|--|--|--|--|--|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | | | | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| Total des recettes financières | | | | | |

| | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|
| | Opé. pour compte de tiers n°...(1 ligne par opé.) (3) | | | | |
| Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | | | | |

| | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|--|--|--|
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|--|--|--|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N- 1) | Titres émis | Restes à réaliser | Crédits annulés (2) |
|---|---|--|-------------------|----------------------|------------------------|
| 021 | <i>Virement de la section d'exploitation</i> | 20 000,00 | | | |
| 21 | VIREMENT DE LA SECTION EXPLOITATION | 20 000,00 | | | |
| 040 | <i>Opérations d'ordre de transfert entre sections (4) (5)</i> | 249 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |
| 28031 | AMORTISSEMENTS IMMOS INCORPORELLES | | | | |
| 2805 | AMORTISSEMENTS LOGICIELS | | 14 517,83 | | -14 517,83 |
| 2815 | AMORTISSEMENTS MATERIEL AMENAGEMENT OUTILLAGE | | | | |
| 28154 | AMORTISSEMENTS MATERIEL INDUSTRIELS | | 18 398,00 | | -18 398,00 |
| 28155 | AMORTISSEMENTS OUTILLAGE INDUSTRIELS | | | | |
| 28157 | AMORTISSEMENTS AGENCEMENTS ET AMENAGEMENT DU MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS | | | | |
| 28181 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | | 14 282,87 | | -14 282,87 |
| 28182 | AMORTISSEMENTS VEHICULES | | | | |
| 28183 | AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MAT | 129 000,00 | 28 427,60 | | 100 572,40 |
| 28184 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | 120 000,00 | 46 074,77 | | 73 925,23 |
| 28188 | AMORTISSEMENTS AUTRES | | 11 514,14 | | -11 514,14 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D' EXPLOITATION | | 269 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |
| 041 | <i>Opérations patrimoniales (6)</i> | | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 269 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et ordres) | | 269 000,00 | 133 215,21 | | 115 784,79 |

| | |
|---|------------|
| Pour information | |
| R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1 | 580 907,39 |

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATIONS D'EQUIPEMENT | B3 |

CHAPITRE D'OPERATION D'EQUIPEMENT N° :(1)

LIBELLE :

| Art. (3) | Libellé (3) | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|-----------------|-----------------------------------|------------------------------------|--------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|
| | | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Mandats émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annuels | Cumul des réalisations (3) |
| DEPENSES | | | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affect. | | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | | |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Eléments afférents à l'exercice | | | | Pour mémoire |
|--|-----------------------------------|------------------------------------|-------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|
| | | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Titres émis | Restes à réaliser au 31/12 | Crédits annuels | Cumul des réalisations (3) |
| RECETTES | | | | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affect. | | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | | |

| | | |
|---------------------------------|------------------------|------------------|
| Solde du financement (4) | Pour l'exercice | En cumulé |
| Recettes - Dépenses | 0 | |

- (1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..
(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(4) Indiquer le signe algébrique.

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE | |
| DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE | A1.1 |

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser une ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 1/1/N | Montant des tirages | Montant des remboursements | | Encours restant dû au 01/01/N |
|--|--|---|------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------------|
| | | | | Intérêts (3) | Remboursement du tirage | |
| 51921 Avance de trésorerie de la collectivité de rattachement | | | | | | |
| 51928 Autres avances de trésorerie | | | | | | |
| 51931 Lignes de trésorerie | | | | | | |
| 51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt | | | | | | |
| 5194 Billet de trésorerie | | | | | | |
| 5198 Autres crédits de trésorerie | | | | | | |
| 519 Crédits de trésorerie (Total) | | | | | | |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.4

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Organisme prêteur ou chef de file | Date de signature | Date de l'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2) | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial | | Devise | Périodicité des remboursements (5) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|---|-----------------------------------|-------------------|--|-------------------------------|-------------|----------------------------|-----------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
| | | | | | | | | Niveau de taux (4) | Taux actuariel | | | | | |
| 163 Emprunts obligataires (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 164 Emprunts auprès d'établissements de crédits | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1649 Emprunts en devises (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de liage sur une ligne de trésorerie (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1675 Dettes pour NIETP et PPP (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 168 Autres emprunts et dettes assimilés (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| 1687 Autres dettes | | | | | 0 | | | | | | | | | |
| Total général | | | | | 0 | | | | | | | | | |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer le date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (cart-b-ê) à un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la somme addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex. Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuels ; M : mensuels ; B : bimestriels ; S : semestriels ; T : trimestriels ; X : autre.
(7) Indiquer le mode d'amortissement constant : P pour amortissement progressif ; F pour le fixe ; X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire OC201016977C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV - ANNEXES
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N | | | | | | | | | | Annuité de l'exercice | | | ICINE de l'exercice |
|---|-------------------------------|-----------------|---|-------------------------------|------------------------------|-------------------|------------|------------|---|------------------------|---------------------------------------|---|---|---------------------|
| | Couverture ? O/N (10) | Montant couvert | Catégorie d'emprunt après la couverture éventuelle (11) | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle (en années) | Taux d'intérêt | | | Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14) | Charges d'intérêt (15) | Intérêts perçus (le cas échéant) (16) | | | |
| | | | | | | Type de taux (12) | Index (13) | Index (13) | | | | | | |
| 163 Emprunts obligataires | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 164 Emprunts auprès d'établissements de crédits | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1641 Emprunts en euros (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1643 Emprunts en devises (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1644 Emprunts assortis d'une option de frappe sur une ligne de trésorerie (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 165 Dépôts et cautionnements reçus (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1675 Dettes pour MEFP et PPP (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 168 Autres emprunts et dettes assimilés (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1681 Autres emprunts (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total) | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| 1687 Autres dettes | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Total général | | 0 | | 0 | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Origine d'emprunt. Exemple A1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire OCB 01/07/07 du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe, V : variable simple, C : complexe (dont à dire un taux variable qui n'est pas assésimilé défini comme la simple addition d'un taux constant de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre de contrats et de comptes de compensation. Les 661 (1) - indices, réglés à l'échéance - (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre de contrats d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 603.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre de contrats d'échange éventuel et comptabilisés au 755.

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N | Type d'indices(4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couverture éventuelle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû. |
|--|-----------------------------------|-------------|-------------------------------|-------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|--------------------|--|--|--|---|---|
| échange de taux, taux variable simple plafonnée (cap) ou encadré (tunnel) (A) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (A) | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Barrière simple (B) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (B) | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Option d'échange (C) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (C) | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (D) | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Multiplicateur jusqu'à 5 (E) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (E) | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Autres types de structures (F) | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL (F) | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL GENERAL | | 0 | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6) : 1 : indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau de taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
 TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Structure | Indices sous-jacents | (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
|--|----------------------|--------------------|---|---------------------------|---|--------------------------------|----------------|
| | | Indices zones euro | Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices | Ecart d'indices zone euro | Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro | Ecart d'indices hors zone euro | Autres indices |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| (C) Option d'échange (swaption) | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé | Nombre de produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | Montant en euros | | | | | | |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5 | produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | euros | | | | | | |
| (F) Autres types de structures | produits | | | | | | |
| | % de l'encours | | | | | | |
| | euros | | | | | | |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV - ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert | | | | Instrument de couverture | | | | | | | | |
|--|--------------------------------|-------------------------------|------------------------|--------------------------|--------------------------|--|---|--------------------------|------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------------|--|
| | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes payées pour l'achat d'option | Primes éventuelles reçues pour la vente d'option |
| Taux fixe (total) | | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Taux variable simple (total) | | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Taux complexe (total) (2) | | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |
| Total | | 0 | | | | | 0 | | | | 0 | 0 | 0 |

- (1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
 (2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
 (3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).
 (4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

| Instruments de couverture (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Référence de l'emprunt couvert | Effet de l'instrument de couverture | | | | | | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat | | Catégorie d'emprunt | |
|--|--------------------------------|-------------------------------------|---------------|-------|----------------|---------------|----------------|---|-------------------------------|---------------------|--|
| | | Taux payé | Taux reçu (7) | Index | Niveau de taux | Charges c/668 | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture | | |
| Taux fixe (total) | | 0 | | | | | 0 | | | | |
| Taux variable simple (total) | | 0 | | | | | 0 | | | | |
| Taux complexe (total) (2) | | 0 | | | | | 0 | | | | |
| Total | | 0 | | | | | 0 | | | | |

- (5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
 (6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
 (7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
 (8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire (OCB)1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT

IV

A1.6

A1.6 - REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

| Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt | | Date du refinancement | Organisme prêteur ou chef de file | Capital restant dû | Capital réaménagé | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (6) | Caractéristiques du taux | | | Coût de sortie (10) | | Annuité de l'exercice | | ICNE de l'exercice | |
|--|--|--------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------|------------------|------------------------------------|--------------------------|-----------|--------------------|---------------------|--------------|-----------------------|---------|--------------------|---|
| | Année | Profil | | | | | | | Type de taux (7) | Index (8) | Niveau de taux (9) | Type (11) | Montant (12) | Intérêts (13) | Capital | | |
| Total des dépenses au c/166 | | | | | 0 | 0 | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Refinancement de la dette (3) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total des recettes au c/166 | | | | | 0 | 0 | | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refinancement de la dette (4) | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ... | | | | | | | | | | | | | | | | | |

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédits, suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/ 166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour, X pour autres à préciser, in fine

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE
EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

IV

A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

| N° du contrat d'emprunt | Date de souscription du contrat initial | Date de renégociation | Organisme prêteur | Durée résiduelle en années | | Taux (2) | | | | Nominal | | Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6) | | Capital restant dû au 01/01/N | ICNE de l'exercice | Annuité à payer dans l'exercice (s'il y a lieu) | |
|-------------------------|---|-----------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|------------------|-----------|------------------|-----------|-----------------|-----------------------|--|-------------------|-------------------------------|--------------------|---|-----------|
| | | | | Contrat initial | Contrat renégocié | Type de taux (3) | Taux act. | Type de taux (3) | Taux act. | Contrat initial | Contrat renégocié (5) | Contrat initial | Contrat renégocié | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | Index (4) |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total | | | | | | | | | | | | | | 0 | 0 | 0 | 0 |

(1) Inscrivez les emprunts renégociés, à la date de vote du budget, pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour : X pour autres, in fine

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE | |
| AUTRES DETTES | A1.8 |

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à finaliser la prise en charge d'un emprunt)

| LIBELLES | Montant initial de la dette | Dépenses de l'exercice | Dettes restantes |
|----------|-----------------------------|------------------------|------------------|
| | | | |

| | |
|---|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A2 |

A2 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

| | |
|---|------------------------|
| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE | Délibération du |
| Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R.232.1-1 du CGCT) : € | |

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | Catégories de biens amortis | Durée (en années) | |
|--|-----------------------------|----------------------|--|
| | | | |

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS | A3.1 |
| ETALEMENT DES PROVISIONS | A3.2 |

A3.1 - ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

| Nature de la provision ou de la dépréciation | Dotations inscrites au budget de l'exercice (1) | Date de constitution | Montant des provisions et dépréciations constituées au 1/1/N | Montant total des provisions et dépréciations constituées | Reprises inscrites au budget de l'exercice | SOLDE prévisionnel au 31/12/N |
|---|---|----------------------|--|---|--|-------------------------------|
| PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions réglementées et amortissements dérogatoires | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissements dérogatoires | | | | | | |
| Provision spéciale de réévaluation | | | | | | |
| Autres provisions réglementées | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions pour litiges | | | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | | | |
| Autres provisions pour risques | | | | | | |
| | | | | | | |
| Dépréciations (2) | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - des immobilisations | | | | | | |
| - des stocks de matières premières et de produits et des en-cours de production | | | | | | |
| TOTAL BUDGETAIRES | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Provisions pour litiges | | | | | | |
| Provisions pour pertes de change | | | | | | |
| Autres provisions pour risques | | | | | | |
| | | | | | | |
| Dépréciation (2) | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| - des stocks d'autres approvisionnements et de marchandises | | | | | | |
| - des comptes de tiers | | | | | | |
| - des comptes financiers | | | | | | |
| TOTAL SEMI-BUDGETAIRES | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL GENERAL | 0 | | 0 | 0 | 0 | 0 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision ou d'une dépréciation déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

A3.2 - ETALEMENT DES PROVISIONS

| Nature | Objet | Montant total à constituer | Durée | Montant des provisions constituées au 1/1/N | Provision constituée au titre de l'exercice | Montant restant à provisionner |
|--------|-------|----------------------------|-------|---|---|--------------------------------|
| | | | | | | |

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - DEPENSES | A4.1 |

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice (hors RAR) (BP+BS+DM) | Réalizations (hors RAR) |
|--|--|---|----------------------------|
| DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A+B | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées hors 16449 et 166 (A) | | |
| 1631 | Emprunts obligataires | | |
| 1641 | Emprunts en euros | | |
| 1643 | Emprunts en devises | | |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | | |
| 1678 | Dépôts et cautionnements reçus | | |
| 1681 | Autres emprunts et dettes | | |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | | |
| 1687 | Autres dettes | | |
| Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B) | | | |
| 10 | Reprise de dotations, fonds divers et réserves | | |
| 10 | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | |
| 139 | Subv invest transférées au compte de résultat | | |
| 020 | Dépenses imprévues | | |

| | Opération de l'exercice | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice (N- 1) | Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1) | Total |
|---|-------------------------|--|--|-------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | | | 0 | |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES - RECETTES | A4.2 |

RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Crédits de l'exercice(Hors RAR) (BP+BS+DM) | Réalizations (hors RAR) |
|---|--|--|-------------------------|
| RECETTES (RESSOURCES PROPRES) (III) = a + b | | | |
| Ressources propres externes (a) | | | |
| 10222 | FCTVA | | |
| 10228 | Autres fonds globalisés | | |
| 26... | Participations et créances rattachées | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | |
| Ressources propres internes de l'année (b) (2) | | | |
| 15 | Provisions pour risques et charges | | |
| 169 | Primes de remboursement des obligations | | |
| 26... | Participations et créances rattachées | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | |
| 28... | Amortissements des immobilisations | | |
| 29... | Dépréciation des immobilisations | | |
| 39... | Dépréciation des stocks et en cours | | |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices | | |
| 021 | Virement de la section d'exploitation (k) | | |

| | Opération de l'exercice III | Restes à réaliser en recettes de l'exercice (N-1) | Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent (N-1) | Affectation de l'exercice précédent R106 (4) | Total IV |
|--|--------------------------------|--|--|---|-------------|
| Total des ressources disponibles | | | 580907,39 | | |

| | Montant |
|--|--------------------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | II |
| Ressources propres disponibles | IV |
| Solde | V = IV - II (3) 0 |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

| | |
|-------------------------------------|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| ETAT DES CHARGES TRANSFEREES | A6 |

A6 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

| Exercice | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|----------|---------------------------------------|----------------------|----------------------------|--|--|---|-----------|
| TOTAL | | | | | | | |
| | | | | | | | |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I-(II+III)

| | |
|---|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS | A7 |

A7 - CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

| N° opération | Intitulé de l'opération : | Date de la délibération : | Sur l'exercice | | | | Cumul des réalisations au 31/12/N |
|---------------------|--|---------------------------|---|---------------------------------|--------------|-------------------|-----------------------------------|
| | | | Cumul des réalisations avant l'exercice | Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1) | Réalisations | Restes à réaliser | |
| DEPENSES (a) | | | | | | | |
| [...] | (2) | | | | | | |
| 040 | Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791) | | | | | | |
| 041 | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section | | | | | | |
| | Annulations sur dépenses (c) (3) | | | | | | |
| | Dépenses nettes (a - c) | | 0 | 0 | 0 | | 0 |
| RECETTES (b) | | | | | | | |
| | Financement par le tiers (4) | | | | | | |
| | Financement par d'autres tiers (4) | | | | | | |
| 040 | Financement par le service (contrepartie 6742) | | | | | | |
| 041 | Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763) | | | | | | |
| | Annulations sur recettes (d) (3) | | | | | | |
| | Recettes nettes (b - d) | | 0 | 0 | 0 | | 0 |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscire le chapitre et la nature des travaux.

(3) le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes

(4) Indiquer le chapitre.

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES | A8.1 |
| VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES | A8.2 |

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

| Modalités d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|----------------------------------|---------------------|--|--------------------------|--------------------------|
| Acquisitions à titre onéreux | | | | |
| Acquisitions à titre gratuit | | | | |
| Mise à disposition | | | | |
| Affectation | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | |
| Divers | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | |

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

| Modalités de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. Antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|----------------------------------|---------------------|--|-------------------|-----------------------------|--|-----------------|----------------------|
| Cessions à titre onéreux | | | | | | | |
| Cessions à titre gratuit | | | | | | | |
| Mise à disposition | | | | | | | |
| Affectation | | | | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | | | | |
| Mise à la réforme | | | | | | | |
| Divers | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS | A8.3 |

A8.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

| Produits des cessions | | Réalizations |
|-----------------------|---|--------------|
| Compte 775 | Produits des cessions d'éléments d'actif | |
| Compte 675 | Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | |

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES | A9.1 |
| VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES | A9.2 |

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

| Modalités d'acquisition | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Cumul des amortissements | Durée de l'amortissement |
|----------------------------------|---------------------|--|--------------------------|--------------------------|
| Acquisitions à titre onéreux | | | | |
| Acquisitions à titre gratuit | | | | |
| Mise à disposition | | | | |
| Affectation | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | |
| Divers | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | |

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

| Modalités de sortie | Désignation du bien | Valeur d'acquisition (coût historique) | Durée de l'amort. | Cumul des amort. Antérieurs | Valeur nette comptable au jour de la cession | Prix de cession | Plus ou moins values |
|----------------------------------|---------------------|--|-------------------|-----------------------------|--|-----------------|----------------------|
| Cessions à titre onéreux | | | | | | | |
| Cessions à titre gratuit | | | | | | | |
| Mise à disposition | | | | | | | |
| Affectation | | | | | | | |
| Mises en concession ou affermage | | | | | | | |
| Mise à la réforme | | | | | | | |
| Divers | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | |

| | |
|--|------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1) | A10 |

SECTION D'EXPLOITATION

| Art. (2) | Libellé (2) | Dépenses Mandats émis | Recettes Titres émis |
|----------------------|---------------------------------------|--------------------------|-------------------------|
| 011 | Charges à caractère général | | |
| | | | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | | |
| | | | |
| 72 | Travaux en régie | | |
| | | | |
| TOTAL GENERAL | | | |

SECTION D'INVESTISSEMENT

| Art. (2) | Libellé (2) | Montant (3) |
|----------------------|-------------------------------|-------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles | |
| | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | |
| | | |
| 22 | Immobilisations en cours | |
| | | |
| TOTAL GENERAL | | |

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées

augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

RATIO

| | Montant |
|---|---------|
| Recettes 72 (1) | |
| Recettes réelles d'exploitation | |
| Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation | % |

IV - ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

IV

B1.1

B1.1 - EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

| Designation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) | | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial | | | Taux à la date du vote du budget (6) | | | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice | |
|--|--|--------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|-----------|----------|--------------------------------------|-----------|----------------|-------------------------|---|---|------------|
| | Année | Profil | | | | | | | Taux (3) | Index (4) | Taux (5) | Taux (3) | Index (4) | Niveau de taux | | | En intérêts | En capital |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Totaux pour les emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| Totaux pour les emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) | | | | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| Totaux pour les emprunts contractés pour des opérations de logement social | | | | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 | 0 |
| Total général | | | | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 | 0 |

- (1) Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, S pour mensuel, M pour mensuel, X pour autres (à préciser).
- (2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
- (3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
- (4) Indiquer le type d'index (ex : EURIBOR 3 mois ...).
- (5) Taux annuel, tous frais compris.
- (6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
- (7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
- (8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - CALCUL DU RATIO D'ENDETTLEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT | B1.2 |

| | |
|---|--------------------------|
| B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTLEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT | |
| Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT | Valeur en euros |
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1) | A |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1) | B |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (2) | C |
| Provisions pour garanties d'emprunts | D |
| Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice | I = A + B + C - D |
| Recettes réelles de fonctionnement | II |
| | 0 |

| | | |
|---|-------------|----------------|
| Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3) | I/II | #DIV/0! |
|---|-------------|----------------|

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

| | | |
|---|--|-------------|
| IV - ANNEXES | | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | | |
| SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET | | B1.3 |

B1-3 - SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

| Article (1) | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de la subvention |
|-------------|-----------------|-----------|--------------------|---------------------------------|--------------------------|
| | | | | | |

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
- (2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
- (3) Objet pour lequel on a versé la subvention.

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | |
| ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL | B1.4 |

B1.4 - 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

| Exercice d'origine du contrat | Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1) | Montant de la redevance de l'exercice | Désignation du crédit bailleur | Durée du contrat | Montant des redevances restant à courir | | | | | | |
|-------------------------------|--|---------------------------------------|--------------------------------|------------------|---|-----|-----|-----|---------------|-----------|--|
| | | | | | N+1 | N+2 | N+3 | N+4 | Cumul restant | Total (2) | |
| | | | | | | | | | | | |

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | |
| ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE | B1.5 |

B1.5 - ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

| Libellé du contrat | Année de signature du contrat de PPP | Organismes cocontractants | Nature des prestations prévues par le contrat de PPP | Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC) | Montant de la rémunération du cocontractant | Durée du contrat de PPP (en mois) | Date de fin du contrat de PPP |
|--------------------|--------------------------------------|---------------------------|--|--|---|-----------------------------------|-------------------------------|
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS | |
| ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES | B1.6 |
| ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS | B1.7 |

B1.6 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dettes en capital à l'origine | Dettes en capital 01/01/N | Annuité versée au cours de l'exercice |
|---------------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------|-------------|-------------------------------|---------------------------|---------------------------------------|
| 8017 Subventions à verser en annuités | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | |
| 8018 Autres engagements donnés | | | | | 0 | 0 | 0 |
| Au profit d'organismes publics | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | |
| Au profit d'organismes privés | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | 0 | 0 | 0 |

B1.7 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

| Année d'origine | Nature de l'engagement | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dettes en capital à l'origine | Dettes en capital 01/01/N | Annuité versée au cours de l'exercice |
|--|------------------------|------------------------|-----------------|-------------|-------------------------------|---------------------------|---------------------------------------|
| 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | |
| 8028 Autres engagements reçus | | | | | 0 | 0 | 0 |
| A l'exception de ceux reçus des entreprises | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | |
| Engagements reçus des entreprises | | | | | 0 | 0 | 0 |
| | | | | | | | |

| | |
|--|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | |
| AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1 |
| AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.2 |

B2.1 - SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° ou intitulé de l'AP | Montant des AP | | | Montant des CP | | |
|------------------------|--|--------------------------|--|---|--|--------------------------------|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Restes à financer au-delà de N |
| | | | | | | |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

B2.2 - SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° ou intitulé de l'AE | Montant des AE | | | Montant des CP | | |
|------------------------|--|--------------------------|--|---|--|--------------------------------|
| | Pour mémoire AE votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Restes à financer au-delà de N |
| | | | | | | |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

ETAT DU PERSONNEL AU 1/1/N (Année N)

ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT EMPLOYE PAR LA REGI

IV

C1.1

C1.2

C1.1 - ETAT DU PERSONNEL AU 1/1/N

| GRADES OU EMPLOIS (1) | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) | | | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) | | |
|--|----------------|------------------------------------|--|-------|---|-----------------------|-------|
| | | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET | TOTAL | AGENTS TITULAIRES | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL |
| EMPLOIS FONCTIONNELS (a) | | | | | | | |
| Directeur général des services | | | | | | | |
| Directeur général adjoint des services | | | | | | | |
| Directeur général des services techniques | | | | | | | |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53 | | | | | | | |
| FILIERE ADMINISTRATIVE (b) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE TECHNIQUE (c) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE SOCIALE (d) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE MEDICO-SOCIALE (e) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE SPORTIVE(g) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE CULTURELLE (h) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE ANIMATION (i) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| FILIERE POLICE (j) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| EMPLOIS NON CITES (k) (5) | | | | | | | |
| | | | | | | | |

TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)

- (1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INT9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
 (2) Catégories : A, B ou C.
 (3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
 (4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
 ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
 Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).
 (5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

C1.1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| GENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES (1) | SECTEUR (2) | REMUNERATION | | CONTRAT |
|---|----------------|-------------|--------------|-------|---------|
| | | | Indice (8) | Euros | |
| Agents occupant un emploi permanent (6) | | | | | |
| Agents occupant un emploi non permanent (7) | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | |

- (1) CATEGORIES: A, B et C.
 (2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.
 (3) REMUNERATION Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle) ;
 (4) CONTRAT Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) ;
 3-a* : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...)
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emploi du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emploi de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.

47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.

A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

C1.2 - ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE

| AGENTS TITULAIRES OU NON | CATEGORIES | EFFECTIFS | MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215 (1) |
|--------------------------|------------|-----------|------------------------------------|
| | | | |
| TOTAL GENERAL | | | |

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

| | |
|---|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION | C2 |
| LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER | C3 |
| ET DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE | |

C2 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER
(articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

| Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à(1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais. | | | | |
|---|--------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| La nature de l'engagement (2) | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
| Délégation de service public (3) | | | | |
| Garantie ou cautionnement d'un emprunt | | | | |
| Autres | | | | |

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

C3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

| Catégorie de service | Intitulé/Objet de l'établissement | Date de création | N° et date délibération | N°SIRET | Nature de l'activité (SPIC/SPA) |
|------------------------------------|-----------------------------------|------------------|-------------------------|---------|---------------------------------|
| Régie à seule autonomie financière | | | | | |

| | |
|---|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES (uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale) | C4 |

**C4 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC
ET DES BUDGETS ANNEXES**

I – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|----------------|---------------------|--------------|-------------------|-----------|
| EXPLOITATION | | | | |
| DEPENSES | | | | |
| RECETTES | | | | |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | | | | |
| RECETTES | | | | |

(1).Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

II – BUDGETS ANNEXES (reproduire le cas échéant)

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|----------------|---------------------|--------------|-------------------|-----------|
| EXPLOITATION | | | | |
| DEPENSES | | | | |
| RECETTES | | | | |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | | | | |
| RECETTES | | | | |

(1).Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

III – PRESENTATION AGREGEE

| SECTION | Crédits ouverts (1) | Réalisations | Restes à réaliser | Total (2) |
|------------------------------|---------------------|--------------|-------------------|-----------|
| EXPLOITATION | | | | |
| DEPENSES | | | | |
| RECETTES | | | | |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | | | | |
| RECETTES | | | | |
| TOTAL AGREGÉ DES DEPENSES | | | | |
| TOTAL AGREGÉ DES RECETTES | | | | |

(1).Cumul du BP, BS et DM

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser

| | |
|-----------------------------|-----------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ARRETE ET SIGNATURES | D |

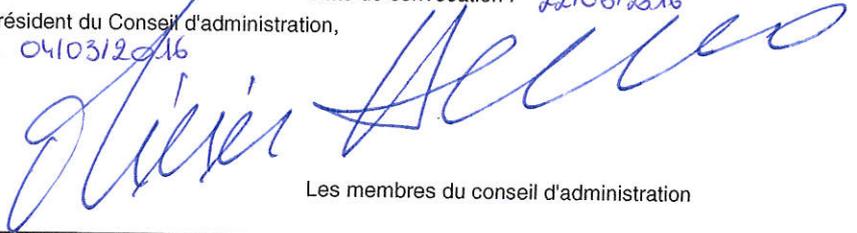
D - ARRETE - SIGNATURES

Nombre de membres en exercice 22
 Nombre de membres présents 15
 Nombre de suffrages exprimés 16
 VOTES : Pour 16
 Contre 0
 Abstentions 0

Date de convocation : 22/06/2016

Présenté par le président du Conseil d'administration,
 A Villeneuve-d'Ascq, le 04/03/2016

Le président,
 Délibéré par le Conseil d'Administration, réunion en session
 A le



Les membres du conseil d'administration

| | | |
|--|--|--|
| | | |
| | | |
| | | |

Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le, et de la publication le
 A, le

1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général, ...
 2) L'assemblée délibérante étant : .

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | | | |
|----|------|----|----|
| N° | 2016 | 01 | 06 |
|----|------|----|----|

OBJET :

Affectation du résultat de l'exercice 2015

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|--|-------------------------|--------------------------|---------------------|---------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">22</div> PRESENTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">15</div> REPRESENTES <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">1</div> VOTANTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">16</div> | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | | x |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | |
| | M. Ivan Renar | x | | |
| M. Marc Donnadiou | x | | | |
| M. Jean-Guillaume Dufour | x | | | |

PREFECTURE DU NORD

17 MARS 2016

ARRIVEE

Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-06 Affectation du résultat de l'exercice 2015

Délibération n° 2016-01-06 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du Code général des collectivités territoriales,

Conformément à l'arrêté préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

Conformément à l'article 9 et au titre 3 des statuts de l'EPCC,

Conformément aux articles L2311-5 et R2311-11 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Conformément aux délibérations du conseil d'administration du musée LaM n°2016-01-04 et 2016-01-05,

Compte tenu des résultats de l'exercice 2015 figurant au compte financier et au compte administratif :

| | 2015 |
|---|---------------|
| Résultat de fonctionnement 2015 | |
| Résultat de l'exercice à affecter | 1 183 877,73€ |
| Solde d'exécution d'investissement 2015 | 636 927,85€ |

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver l'affectation du résultat de l'exercice 2015 suivante:

- 1.183.877,73€ en excédent d'exploitation reporté (chapitre R002)
- 636.927,85€ en excédent d'investissement (chapitre R001)

Après avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité :

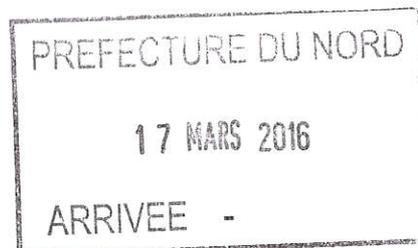
D'approuver l'affectation du résultat de l'exercice 2015 suivante :

- 1 183 877,73€ en excédent d'exploitation reporté (chapitre R002)
- 636 927,85€ en excédent d'investissement (chapitre R001)

Régulièrement publié et transmis en Préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

Le Président de l'EPCC
Olivier HENNO



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

| | | | |
|----|------|----|----|
| N° | 2016 | 01 | 07 |
|----|------|----|----|

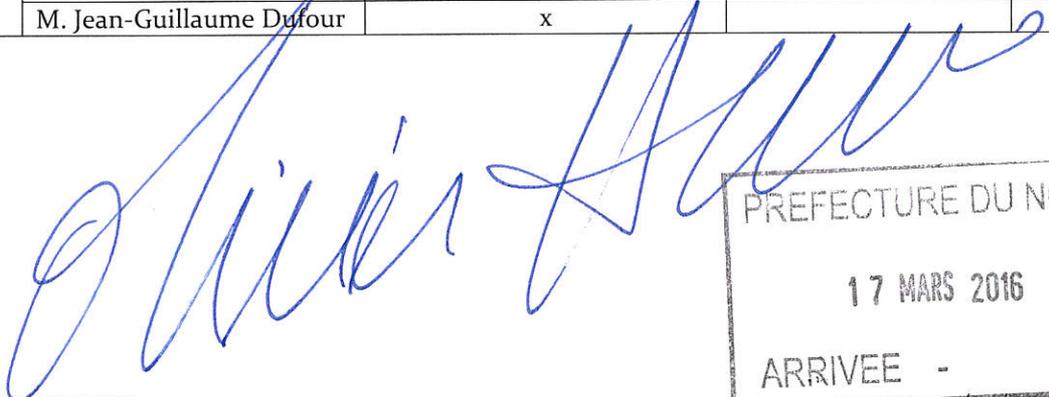
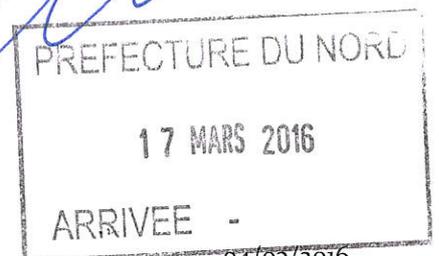
OBJET :

Budget supplémentaire 2016

L'an deux mille seize, le 4 mars 2016 à 10h00

Le conseil d'administration, légalement convoqué, s'est réuni à Villeneuve d'Ascq (LaM) sous la présidence de Monsieur Olivier Henno, président du conseil d'administration du LaM

| DATE DE CONVOCATION | MEMBRES | PRESENTS | ABSENTS REPRESENTES | ABSENTS |
|--|-------------------------|--------------------------|---------------------|------------------|
| Le 22 février 2016 | Mme Florence Bariseau | Suppléant : Mme Soubrier | | |
| | M. Alain Cambien | x | | |
| | Mme Marion Gautier | Suppléant : M. Gabrelle | | |
| | M. Olivier Henno | x | | |
| NOMBRE DE MEMBRES : EN EXERCICE <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">22</div> PRESENTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">15</div> REPRESENTES <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">1</div> VOTANTS <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; margin: 5px auto; text-align: center;">16</div> | M. Jean-Michel Molle | x | | |
| | M. Jacques Pastour | | | x |
| | Mme Sophie Rocher | | | x |
| | M. Eric Skyronka | x | | |
| | M. Pierre Vanbeughen | x | | |
| | M. Gérard Caudron | Suppléant : Mme Furne | | |
| | M. Jean-François Cordet | Suppléant : Mme Boyer | | |
| | Mme Fabienne Blaise | Suppléant : M. Brassart | | |
| | M. Laurent Busine | Suppléant : Mme Honoré | | |
| | M. Bernard Chérot | | | x |
| | Mme Catherine De Zegher | | | x |
| | M. Serge Lasvignes | Suppléant : M. Bouhours | | |
| | M. Bernard Masurel | | | Pouvoir M. Renar |
| | M. Christian Masurel | | | x |
| | M. Alexis Péron | | | x |
| | M. Ivan Renar | x | | |
| M. Marc Donnadiou | x | | | |
| M. Jean-Guillaume Dufour | x | | | |

Etablissement Public de Coopération Culturelle

LaM

N° 2016-01-07 Budget supplémentaire 2016

Délibération n° 2016-01-07 du 4 mars 2016 du conseil d'administration de l'EPCC « LaM »,

Conformément aux lois n° 2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006, relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle et à leur fonctionnement,

Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1431-1 et suivants, relatifs au fonctionnement des Établissements publics de coopération culturelle,

Conformément à l'Arrêté Préfectoral du 29 février 2012, portant création de l'EPCC LaM,

Conformément à l'article 9 et au titre 3 des statuts de l'EPCC,

L'EPCC LaM souhaite procéder au vote du budget supplémentaire 2016 afin d'engager régulièrement ses dépenses.

Vu la proposition de budget supplémentaire 2016 jointe en annexe,

Il est proposé au conseil d'administration de voter par chapitre le budget supplémentaire 2016 de l'EPCC LaM et ses annexes équilibré en dépenses et recettes :

La section d'exploitation à hauteur de 1 183 877.73€.
La section d'investissement à hauteur de 636 927.85€.

Après avoir délibéré, le conseil d'administration décide à l'unanimité :

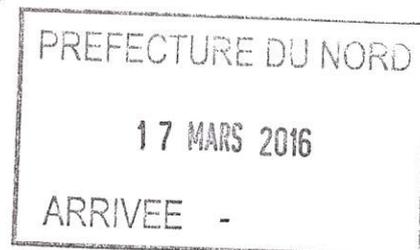
de voter par chapitre le budget supplémentaire 2016 de l'EPCC LaM et ses annexes équilibré en dépenses et recettes :

La section d'exploitation à hauteur de 1 183 877.73€.
La section d'investissement à hauteur de 636 927.85€.

Régulièrement publié et transmis en Préfecture le

Fait à Villeneuve d'Ascq le 4 mars 2016

Le Président de l'EPCC
Olivier HENNO



REPUBLIQUE FRANCAISE

| | |
|--|--------------------|
| | EPCC du LaM |
|--|--------------------|

POSTE COMPTABLE DE :

| |
|--|
| SERVICE PUBLIC LOCAL BUDGET A : EP |
|--|

M4 (1)

| | |
|---------------------------------------|------------|
| Budget Supplémentaire : DM n°1 | (2) |
|---------------------------------------|------------|

ANNEE 2016

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M4, M41, M42, M43, M44 ou M49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget primitif ou du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

| |
|--------------------|
| PREFECTURE DU NORD |
| 17 MARS 2016 |
| ARRIVEE - |

SOMMAIRE

| pages | | | |
|-------|--|----------------|-------------------|
| | I Informations générales Modalités de vote du budget | | |
| | II Présentation générale du budget A1 - Vue d'ensemble - Sections A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres B1 - Balance générale du budget - Dépenses B2 - Balance générale du budget - Recettes | | |
| | III Vote du budget A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses - Articles A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes - Articles B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses B2 - Section d'investissement - Détail des recettes B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | | |
| | IV - Annexes | Jointes | Sans objet |
| | A - Eléments du bilan | | |
| | A1.1 - Etat de la dette - Dette sur emprunt - Répartition par prêteur A1.2 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par type de taux A1.3 - Etat de la dette - Autres dettes A1.4 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes A1.5 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement A1.6 - Etat de la dette - Contrats de couverture du risque financier A1.7 - Etat de la dette - Crédits de trésorerie A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations A3.2 - Etalement des provisions A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes A5.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement (1) A5.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif (1) A6 - Etat des charges transférées A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers | | |
| | B - Engagements hors bilan | | |
| | B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie (2) B1.2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget B1.3 - Etat des contrats crédit-bail B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé B1.5 - Etat des autres engagements donnés B1.6 - Etat des engagements reçus B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | | |
| | C - Autres éléments d'informations | | |
| | C1.1 - Etat du personnel au 1/1/N C1.2 - Etat du personnel non titulaire au 1/1/N C1.3 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie C2 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier (2) C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | | |
| | D Arrêté et signatures | | |
| | D - Arrêté et signatures | | |

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

| | |
|------------------------------------|---|
| I - INFORMATIONS GENERALES | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | |

I - L'Assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau du chapitre pour la section d'exploitation (1),
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement (1).
- avec ou sans les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3 (2).

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont : (2)

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n°du).

IV - La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne "Pour mémoire") s'effectue par rapport au budget - primitif ou cumulé - de l'exercice précédent (2).

Si le présent budget est un budget supplémentaire, reporter le budget primitif et le cumul des décisions budgétaires du budget en cours.

V - Le présent budget a été voté (2) :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".

(2) Rayer la mention inutile.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|---|--|--|---|
| V O T E | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 9 040 777,73 | 7 856 900,00 |
| + | | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | | |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | | 1 183 877,73 |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3) | | 9 040 777,73 | 9 040 777,73 |

INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|--|--|--|
| V O T E | CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) (y compris les comptes 1064 et 1068) | 739 927,85 | 103 000,00 |
| + | | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R.) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | | |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | | 636 927,85 |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | | 739 927,85 | 739 927,85 |

TOTAL

| | | |
|----------------------------|--------------|--------------|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 9 780 705,58 | 9 780 705,58 |
|----------------------------|--------------|--------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, ils'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap | Libellé | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | VOTE | TOTAL |
|--|---|--------------------------|------------------------|---------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 3 523 650,00 | 479 471,55 | 479 471,55 | 4 003 121,55 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 734 000,00 | | | 2 734 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 42 200,00 | 45 015,80 | 45 015,80 | 87 215,80 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 6 299 850,00 | 524 487,35 | 524 487,35 | 6 824 337,35 |
| 66 | Charges financières | 400,00 | | | 400,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 353 650,00 | 249 390,38 | 249 390,38 | 1 603 040,38 |
| 68 | Dotations aux provisions (4) | | | | |
| 69 | Impôts sur les bénéficiés et assimilés | | | | |
| 022 | Dépenses imprévues | 100 000,00 | 410 000,00 | 410 000,00 | 510 000,00 |
| Total des dépenses réelles d'exploitation | | 7 753 900,00 | 1 183 877,73 | 1 183 877,73 | 8 937 777,73 |
| 023 | Virement à la section d'investissement (6) | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 042 | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6) | 83 000,00 | | | 83 000,00 |
| 043 | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. (6) | | | | |
| Total des dépenses d'ordre d'exploitation | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| TOTAL | | 7 856 900,00 | 1 183 877,73 | 1 183 877,73 | 9 040 777,73 |

+

| | |
|---|---|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | = |
|---|---|

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES | 9 040 777,73 |
|---|---------------------|

RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap | Libellé | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | VOTE | TOTAL |
|--|---|--------------------------|------------------------|------|---------------------|
| 013 | Atténuation de charges | | | | |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations... | 1 479 900,00 | | | 1 479 900,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | | | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | 6 287 000,00 | | | 6 287 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 90 000,00 | | | 90 000,00 |
| Total des recettes de gestion courante | | 7 856 900,00 | | | 7 856 900,00 |
| 76 | Produits financiers | | | | |
| 77 | Produits exceptionnels | | | | |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations(4) | | | | |
| 79 | Transfert de charges | | | | |
| Total des recettes réelles d'exploitation | | 7 856 900,00 | | | 7 856 900,00 |
| 042 | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6) | | | | |
| 043 | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. fonct. (6) | | | | |
| Total des recettes d'ordre d'exploitation | | | | | |
| TOTAL | | 7 856 900,00 | | | 7 856 900,00 |

+

| | |
|---|---------------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | 1 183 877,73 |
|---|---------------------|

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | 9 040 777,73 |
|---|---------------------|

Pour information :

| | | |
|--|---------------|---|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (11) | -1 080 877,73 | Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles d'exploitation sur les dépenses réelles d'exploitation qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. |
|--|---------------|---|

(1) cf IB - Modalités de vote.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations de comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(8) A servir uniquement, en dépenses, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée edt, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(9) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(10) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(11) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 - RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap | Libellé | Crédits ouverts avant DM(1) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL |
|--|--|-----------------------------|------------------------|-------------------|-------------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 10 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 40 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 10 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 210 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | |
| Total des dépenses d'équipement | | 20 000,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | 250 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation ... (8) | | | | |
| 26 | Particip., créances rattachées à des particip. | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 83 000,00 | 406 927,85 | 406 927,85 | 489 927,85 |
| Total des dépenses financières | | 83 000,00 | 406 927,85 | 406 927,85 | 489 927,85 |
| 45X-1 | Total des opé. Pour compte de tiers (9) | | | | |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 103 000,00 | 636 927,85 | 636 927,85 | 739 927,85 |
| 040 | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6) | | | | |
| 041 | Opérations patrimoniales (6) | | | | |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | | | | |
| TOTAL | | 103 000,00 | 636 927,85 | 636 927,85 | 739 927,85 |

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 739 927,85

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap | Libellé | Crédits ouverts avant DM(1) | Propositions nouvelles | VOTE (3) | TOTAL |
|--|--|-----------------------------|------------------------|----------|-------------------|
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | |
| Total des opérations d'équipement | | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | | | | |
| 10 | Dot., fonds divers et réserves | | | | |
| 106 | Réserves (10) | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation à ... (8) | | | | |
| 26 | Particip., créances rattachées à des particip. | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| 28 | Amortissements des immobilisations | | | | |
| Total des recettes financières | | | | | |
| 45X-2 | Total des opé. pour le compte de tiers (9) | | | | |
| Total des recettes réelles d'investissement | | | | | |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (6) | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 040 | Opé. d'ordre de transferts entre sections (6) | 83 000,00 | | | 83 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (6) | | | | |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| TOTAL | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) 636 927,85

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES 739 927,85

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement qui viennent financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la région.

| | | |
|-------------|-------------|-------------|
| -636 927,85 | -636 927,85 | -739 927,85 |
|-------------|-------------|-------------|

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B1 |

1 - DEPENSES (du présent budget + Restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 4 003 121,55 | | 4 003 121,55 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 734 000,00 | | 2 734 000,00 |
| 014 | Atténuation de produits | | | |
| 60 | <i>Achats et variations de stocks (3)</i> | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 87 215,80 | | 87 215,80 |
| 66 | Charges financières | 400,00 | | 400,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 1 603 040,38 | | 1 603 040,38 |
| 68 | Dotation aux amortissements, aux dépréciations et aux prov. | | 83 000,00 | 83 000,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4) | | | |
| 71 | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> | | | |
| 022 | Dépenses imprévues | 510 000,00 | | 510 000,00 |
| 023 | <i>Virement à la section d'investissement</i> | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| Dépenses d'exploitation - Total | | 8 937 777,73 | 103 000,00 | 9 040 777,73 |

+

| | |
|---|---|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | = |
|---|---|

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES | 9 040 777,73 |
|---|---------------------|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|---|---------------------------|---------------------------|-------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | |
| 14 | <i>Provisions réglementées et amortissements dérogatoires</i> | | | |
| 15 | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i> | | | |
| 16 | Remboursement d'emprunt (sauf 1688 non budgétaire) | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 40 000,00 | | 40 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 210 000,00 | | 210 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | | | |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | |
| 28 | <i>Amortissements des immobilisations (reprises)</i> | | | |
| 29 | <i>Dépréciation des immobilisations</i> | | | |
| 39 | <i>Dépréciation des stocks et en-cours</i> | | | |
| 45X-1 | Total des opérations pour compte de tiers (7) | | | |
| 481 | <i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i> | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 489 927,85 | | 489 927,85 |
| Dépenses d'investissement - Total | | 739 927,85 | | 739 927,85 |

+

| | |
|--|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | = |
|--|---|

| | |
|---|-------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 739 927,85 |
|---|-------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres "opérations d'équipement"

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(8) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et en M44.

qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation.

En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| | |
|---|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

2 - RECETTES (du présent budget + Restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|---|---------------------------|---------------------------|---------------------|
| 013 | Atténuation de charges | | | |
| 60 | Achats et variation des stocks (3) | | | |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations ... | 1 479 900,00 | | 1 479 900,00 |
| 71 | Production stockée (ou déstockage) (3) | | | |
| 72 | Production immobilisée | | | |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (8) | | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | 6 287 000,00 | | 6 287 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 90 000,00 | | 90 000,00 |
| 76 | Produits financiers | | | |
| 77 | Produits exceptionnels | | | |
| 78 | Reprises sur amortissements et provisions | | | |
| 79 | Transferts de charges | | | |
| Recettes d'exploitation - Total | | 7 856 900,00 | | 7 856 900,00 |

+

| | |
|---|---------------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 1 183 877,73 |
|---|---------------------|

=

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES | 9 040 777,73 |
|---|---------------------|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|---------------------------|---------------------------|-------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | |
| 14 | Provisions réglementées et amortissements dérogatoires | | | |
| 15 | Provisions pour risques et charges (5) | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des participations | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | |
| 28 | Amortissements des immobilisations | | 83 000,00 | 83 000,00 |
| 29 | Dépréciation des immobilisations (5) | | | |
| 39 | Dépréciation des stocks et en-cours (5) | | | |
| 45X-2 | Opérations pour compte de tiers (7) | | | |
| 481 | Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | |
| 3... | Stocks | | | |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | 20 000,00 | 20 000,00 |
| Recettes d'investissement - Total | | | 103 000,00 | 103 000,00 |

+

| | |
|--|-------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 636 927,85 |
|--|-------------------|

+

| | |
|----------------------------------|--|
| AFFECTATION AU COMPTE 106 | |
|----------------------------------|--|

=

| | |
|---|-------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 739 927,85 |
|---|-------------------|

SECTION D'EXPLOITATION

| III - VOTE DU BUDGET | | | | III | |
|---|---|--------------------------|------------------------|---------------------|--------------------------|
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | | | | A1 | |
| Chap | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
| 011 (1) | DEPENSES A CARACTERE GENERAL | 3 523 650,00 | 479 471,55 | 479 471,55 | 4 003 121,55 |
| 604 | PRESTATIONS DE SERVICES | 481 400,00 | -491 360,20 | 481 360,20 | 564 760,20 |
| 605 | ACHATS EQUIPEMENT TRAVAUX | 31 000,00 | -11 600,00 | -11 600,00 | 19 400,00 |
| 60611 | EDF | 170 000,00 | | | 170 000,00 |
| 60612 | GDF | 100 000,00 | | | 100 000,00 |
| 60613 | EALUX | 14 000,00 | | | 14 000,00 |
| 60614 | CONTRAT CHAUFFE | 70 000,00 | | | 70 000,00 |
| 6063 | FOURNITURES ENTRE & PET EGP | 55 700,00 | 3 300,00 | 3 300,00 | 59 000,00 |
| 6064 | FOURNITURES ADM | 7 000,00 | | | 7 000,00 |
| 6066 | CARBURANT | 5 300,00 | -300,00 | -300,00 | 5 000,00 |
| 6068 | AUTRES FOURNITURES | 2 400,00 | | | 2 400,00 |
| 607 | ACHATS DE MARCHANDISES | | | | |
| 611 | SOUS TRAITANCE GIERALE | | | | |
| 612 | REDEVANCE CREDIT BAIL | | | | |
| 613 | LOCATIONIS IMMOBILIERES | 356 832,00 | | | 356 832,00 |
| 6135 | LOCATIONIS MOBILIERES | 56 065,00 | 8 457,35 | 8 457,35 | 64 522,35 |
| 6152 | TRAVAUX ENTRETIEN IMMOBILIER | 30 000,00 | | | 30 000,00 |
| 61551 | MATERIEL ROULANT | 3 000,00 | | | 3 000,00 |
| 61558 | AUTRES BIENS MOBILERS | | | | |
| 61561 | MAINTENANCE DIVERS | 10 000,00 | | | 10 000,00 |
| 61562 | MAINTENANCE INFORMATIQUE | 25 000,00 | | | 25 000,00 |
| 61563 | MAINTENANCE ASCENSEUR | 4 000,00 | | | 4 000,00 |
| 61564 | MAINTENANCE HIVERNAGE | 15 500,00 | | | 15 500,00 |
| 61565 | MAINTENANCE EAUX | | | | |
| 61566 | MAINTENANCE AUTRES | 40 000,00 | | | 40 000,00 |
| 61567 | MAINTENANCE TELEPHONIQUE | | | | |
| 6161 | PRIMES ASSURANCE MULTIRISQUE | 22 068,00 | | | 22 068,00 |
| 6162 | ASSURANCE OBLIGATOIRE DOMMAGE COUSUR | 19 000,00 | -4 200,00 | -4 200,00 | 14 800,00 |
| 618 | DIVERS | | | | |
| 6181 | DOCUMENTATION | 17 400,00 | -1 700,00 | -1 700,00 | 15 700,00 |
| 6182 | ABONNEMENTS | 17 500,00 | 9 000,00 | 9 000,00 | 26 500,00 |
| 6183 | FORMATIONS | 25 000,00 | | | 25 000,00 |
| 6205 | INDEMNITES AU COMPTABLE & AUX REGISSEUR | 5 400,00 | | | 5 400,00 |
| 6206 | HONORAIRES | 115 350,00 | -25 350,00 | -25 350,00 | 89 900,00 |
| 6209 | ANNONCES & INSERTIONS | 115 700,00 | 8 850,00 | 8 850,00 | 124 550,00 |
| 6226 | CATALOGUES ET IMPRIMES | 113 550,00 | -26 886,00 | -26 886,00 | 86 664,00 |
| 6228 | CADEAUX OFFERTS | | | | |
| 624 | TRANSPORTS DIVERS | 134 750,00 | 18 500,00 | 18 500,00 | 153 250,00 |
| 6251 | VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 14 750,00 | 700,00 | 700,00 | 15 450,00 |
| 6256 | MISSIONS VOYAGES ET DEPLACEMENTS | 5 600,00 | 4 800,00 | 4 800,00 | 10 400,00 |
| 6257 | RECEPTIONS | 24 755,00 | 400,00 | 400,00 | 25 155,00 |
| 6261 | AFFRANCHI ET ROUTAGE | 36 000,00 | 7 000,00 | 7 000,00 | 43 000,00 |
| 6262 | TELEPHONE ET TELEX | 15 000,00 | | | 15 000,00 |
| 627 | SERVICES BANCAIRES | | | | |
| 6281 | CONCOURS DIVERS | 24 200,00 | -3 200,00 | -3 200,00 | 21 000,00 |
| 6292 | FRAIS DE GARDIENNAGE | 1 200 000,00 | | | 1 200 000,00 |
| 6293 | FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX | 150 000,00 | | | 150 000,00 |
| 6297 | REMBOURSEMENT DE FRAIS EXT | 8 500,00 | 250,00 | 250,00 | 8 750,00 |
| 6351 | IMPOTS DIRECTS | | | | |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 2 734 000,00 | | | 2 734 000,00 |
| 6311 | PERSONNEL INTERIMAIRE | 160 800,00 | | | 160 800,00 |
| 6311 | TAXES SUR SALAIRES | 6 500,00 | | | 6 500,00 |
| 6318 | AGEFIPH | 32 700,00 | | | 32 700,00 |
| 6333 | PARTICIPATION A LA FORMATION | 7 100,00 | | | 7 100,00 |
| 6334 | PARTICIPATION EFFORT CONSTRUCTION | 2 000,00 | | | 2 000,00 |
| 6338 | AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSI | 1 493 750,00 | | | 1 493 750,00 |
| 6411 | TRAITEMENT PRINCIPAL | | | | |
| 6412 | CONGES PAYES | | | | |
| 6413 | PRIMES ET GRATIFICATIONS | 9 000,00 | | | 9 000,00 |
| 6414 | INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS | | | | |
| 6451 | COTISATIONS URSSAF | 722 550,00 | | | 722 550,00 |
| 6452 | COTISATIONS IPICAS | | | | |
| 6453 | COTISATIONS CAISSE RETRAITE ET PC | 260 100,00 | | | 260 100,00 |
| 6454 | PRESTATIONS ASSEDIC | | | | |
| 6458 | AUTRES ORGANISMES SOCIAUX | 12 300,00 | | | 12 300,00 |
| 6472 | COTISATION COMITE D'ENTREPRISE | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 6474 | COTISATION AUX AUTRES OEUVRES SOCIALES | 2 200,00 | | | 2 200,00 |
| 6475 | MEDECINE DU TRAVAIL | 5 000,00 | | | 5 000,00 |
| 014 (7) | Atténuation du produit | | | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 42 200,00 | 45 015,00 | 45 015,00 | 87 215,00 |
| 651 | REDEVANCES POUR EPREUVET, LICENCES, MARC | 42 200,00 | 45 015,00 | 45 015,00 | 87 215,00 |
| 654 | PERTES SUR CREANCES IRRECUPERABLES | | | | |
| TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES | (a) = (01+012+014+65) | 6 299 650,00 | 524 487,35 | 524 487,35 | 6 824 137,35 |
| 66 | Charges financières (b) | 400,00 | | | 400,00 |
| 666 | PERTE DE CHANGE | 400,00 | | | 400,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles (c) | 1 323 650,00 | 249 390,38 | 249 390,38 | 1 573 040,38 |
| 67 | CHARGES EXCEPTIONNELLES | 1 323 650,00 | 249 390,38 | 249 390,38 | 1 573 040,38 |
| 673 | TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEUR | | | | |
| 678 | AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 15 000,00 | | | 15 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions (d) (9) | | | | |
| 6815 | DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES I | | | | |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10) | | | | |
| 72 | Dépenses imprévues (f) | 100 000,00 | 410 000,00 | 410 000,00 | 510 000,00 |
| 72 | DEPENSES IMPREVUES | 100 000,00 | 410 000,00 | 410 000,00 | 510 000,00 |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f | | 7 753 900,00 | 1 183 877,73 | 1 183 877,73 | 8 937 777,73 |

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par le régime.
(2) cf. le « Modes de vote ».
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote du régime déléguant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) (6) = ce compte est rattaché au sein du chapitre 012.
(6) (6) = ce compte est uniquement ouvert en M41.
(7) Le compte 720 est uniquement ouvert en M43 et en M44.
(8) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(9) Si le régime applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises des exercices et des exercices précédents de placement, sur dépréciations des comptes de tiers et sur dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M45.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES DEPENSES | A1 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|--|---|--------------------------------|---------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| 023 | Virement à la section d'investissement | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 023 | VIREMENT A LA SECTION INVESTISSEMENT | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (5) (6) | 83 000,00 | | | 83 000,00 |
| 6811 | DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS | 83 000,00 | | | 83 000,00 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| 043 | Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre) | | 7 856 900,00 | 1 183 877,73 | 510 000,00 1 183 877,73 | 9 040 777,73 |

| | | |
|--|---|---------------------|
| | + | |
| RESTES A REALISER N-1 (7) | | |
| | + | |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7) | | |
| | = | |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | 9 040 777,73 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(6) Compte 6815 : si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|---|---|-----------------------------|---------------------------|------|-----------------------------|
| 013 | Atténuation des charges (5) | | | | |
| 6096 | RRR obtenus sur achats d'approvisionnements non stockés | | | | |
| 619 | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS | | | | |
| 6419 | REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERS | | | | |
| 6459 | REMBOURSEMENTS SUR CHARGES DE SECURITE S | | | | |
| 6479 | REMBOURSEMENTS SUR AUTRES CHARGES | | | | |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations ... | 1 479 900,00 | | | 1 479 900,00 |
| 706 | PRESTATIONS DE SERVICE - BILLETTERIE ET AUDIOGUIE | 663 900,00 | | | 663 900,00 |
| 7068 | MECENAT | 335 000,00 | | | 335 000,00 |
| 707 | VENTE DE PRODUITS | 36 000,00 | | | 36 000,00 |
| 708 | PRODUITS ACTIVITES ANNEXES | | | | |
| 7083 | LOCATION D'ESPACES | 115 000,00 | | | 115 000,00 |
| 7084 | MISE A DISPO DE PERSO FACTURES | | | | |
| 7088 | AUTRES PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES | | | | |
| 70881 | PARTENARIAT | 30 000,00 | | | 30 000,00 |
| 70882 | CIRCULATION EXPOSITIONS | 300 000,00 | | | 300 000,00 |
| 70883 | DIVERS | | | | |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (3) | | | | |
| 74 | Subventions d'exploitation | 6 287 000,00 | | | 6 287 000,00 |
| 741 | CONTRIBUTION Lille Métropole | 6 007 000,00 | | | 6 007 000,00 |
| 742 | CONTRIBUTION Villeneuve d'Ascq | 60 000,00 | | | 60 000,00 |
| 7481 | Lille Métropole Européenne- Subventions sur projets | 150 000,00 | | | 150 000,00 |
| 7482 | VILLENEUVE D'ASCQ - Subventions sur projets | 40 000,00 | | | 40 000,00 |
| 7483 | CONSEIL REGIONAL - Subventions sur projets | | | | |
| 7484 | EUROPE - Subventions sur projets | | | | |
| 7485 | DRAC - Subventions sur projets | 30 000,00 | | | 30 000,00 |
| 7486 | CONSEIL GENERAL Subventions sur projets | | | | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 90 000,00 | | | 90 000,00 |
| 751 | REDEVANCES POUR BREVETS | | | | |
| 757 | REDEVANCE DES CONCESSIONS | 40 000,00 | | | 40 000,00 |
| 758 | PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE | 50 000,00 | | | 50 000,00 |
| TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES | | | | | |
| (a) = 013+70+73+74+75 | | 7 856 900,00 | | | 7 856 900,00 |
| 76 | Produits financiers (b) | | | | |
| 766 | Gains de change | | | | |
| 77 | Produits exceptionnels (c) | | | | |
| 7714 | Recouvrement sur créances admises en non valeur | | | | |
| 7718 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS | | | | |
| 773 | MANDATS ANNULES (sur exercices antérieurs) | | | | |
| 775 | PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF | | | | |
| 778 | AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| 78 | Reprises sur provisions et sur dépréciations (d) (7) | | | | |
| 781 | REPRISE SUR PROVISIONS | | | | |
| 7911 | EXPLOITATION - TRANSFERT DE CAHRGES | | | | |
| TOTAL RECETTES REELLES = a+b+c+d | | 7 856 900,00 | | | 7 856 900,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. 1 - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cet article n'existe pas en M49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'EXPLOITATION - DETAIL DES RECETTES | A2 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|-----------------------------------|--|-----------------------------|---------------------------|------|-----------------------------|
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (5) (6) | | | | |
| 7912 | IMMOS - TRANSFERT DE CAHRGES | | | | |
| 043 | Opé. d'ordre à l'intérieur de la sect. de fonct. (5) | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | | | | |

| | | | | |
|---|---------------------|--|--|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et ordres) | 7 856 900,00 | | | 7 856 900,00 |
|---|---------------------|--|--|---------------------|

| | | | |
|----------------------------------|--|--|---|
| RESTES A REALISER N-1 (7) | | | + |
|----------------------------------|--|--|---|

| | | | |
|--|---------------------|---------------------|---|
| R002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7) | 1 183 877,73 | 1 183 877,73 | + |
|--|---------------------|---------------------|---|

| | | | |
|--|--|---------------------|---|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | 9 040 777,73 | = |
|--|--|---------------------|---|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.

(6) Compte 7815 : si la régie a opté pour le régime des provisions budgétaires.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

SECTION D' INVESTISSEMENT

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|--|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------|-----------------------------|
| 20 | Immobilisations incorporelles (hors opérations) | 10 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 40 000,00 |
| 2031 | FRAIS D'ETUDES | | | | |
| 205 | CONCESSION DROITS SIMILAIRES | 10 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 40 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 10 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 210 000,00 |
| 215 | MATERIEL ET OUTILLAGE ET AMENAGEMENTS | | | | |
| 2181 | INST.GENER.AGENC.AMENAG.DIV. | | | | |
| 2182 | MATERIEL DE TRANSPORT | | | | |
| 2183 | MATERIEL DE BUREAU INFORMA. | | | | |
| 2184 | MOBILIER | | | | |
| 2188 | AUTRES | 10 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 210 000,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opération) | | | | |
| | Total des opérations (5) | | | | |
| Total des dépenses d'équipement | | 20 000,00 | 230 000,00 | 230 000,00 | 250 000,00 |

| | | | | | |
|---------------------------------------|--|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation à | | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des particip. | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 83 000,00 | 406 927,85 | 406 927,85 | 489 927,85 |
| 20 | DEPENSES IMPREVUES | 83 000,00 | 406 927,85 | 406 927,85 | 489 927,85 |
| Total des dépenses financières | | 83 000,00 | 406 927,85 | 406 927,85 | 489 927,85 |

| | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|
| 45... 1.. | Opé. pour compte de tiers n°... (1 ligne par opé.) (6) | | | | |
| Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | | | | |

| | | | | |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL DES DEPENSES REELLES | 103 000,00 | 636 927,85 | 636 927,85 | 739 927,85 |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf.1 - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES | B1 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|-----------------------------------|---|-----------------------------|---------------------------|------|-----------------------------|
| 040 | Opérations d'ordre transfert entre sections (5) | | | | |
| 102 | DOTATIONS ET FONDS GLOBALISES D'INVESTISSEMENT | | | | |
| | Reprises sur autofinancement antérieur (6) | | | | |
| | Charges transférées | | | | |
| 041 | Opérations patrimoniales (7) | | | | |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | | | | |

| | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre) | 103 000,00 | 636 927,85 | 636 927,85 | 739 927,85 |
|---|------------|------------|------------|------------|

| | | | | |
|----------------------------------|--|--|--|---|
| RESTES A REALISER N-1 (8) | | | | + |
|----------------------------------|--|--|--|---|

| | | | | |
|---|--|--|--|---|
| D001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (8) | | | | + |
|---|--|--|--|---|

| | | | | |
|--|--|--|--|---|
| D001 Déficit investissement reporté | | | | = |
|--|--|--|--|---|

| | | | | |
|---|--|--|--|------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | | 739 927,85 |
|---|--|--|--|------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(6) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats);

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|--|---------------------------------------|-----------------------------|---------------------------|------|-----------------------------|
| 13 | Subventions d'investissement | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | |
| Total des recettes d'équipement | | | | | |

| | | | | | |
|---------------------------------------|---|--|--|--|--|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | |
| 18 | Compte de liaison : affectation à | | | | |
| 26 | Participations et créances rattachées à des particip. | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | | | | |
| 28 | Amortissements des immobilisations | | | | |
| Total des recettes financières | | | | | |

| | | | | | |
|---|---|--|--|--|--|
| 45...2.. | Opé. pour compte de tiers n°...(1 ligne par opé.) (5) | | | | |
| Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | | | | |

| | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|--|--|--|
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | | | | |
|-----------------------------------|--|--|--|--|--|

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) cf. I - Modalités de vote.
(3) Hors restes à réaliser
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A 7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES | B2 |

| Chap/ art (1) | Libellé (1) | Crédits ouverts avant DM | Propositions nouvelles | Vote | Crédits ouverts après DM |
|---|--|-----------------------------|---------------------------|------|-----------------------------|
| 021 | Virement de la section d'exploitation | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 021 | VIREMENT DE LA SECTION EXPLOITATION | 20 000,00 | | | 20 000,00 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections (5), (6) | 83 000,00 | | | 83 000,00 |
| 28031 | AMORTISSEMENTS IMMOS INCORPORELLES | | | | |
| 2805 | AMORTISSEMENTS LOGICIELS | | | | |
| 2815 | AMORTISSEMENTS MATERIEL AMENAGEMENT OUTILLA | | | | |
| 28154 | AMORTISSEMENTS MATERIEL INDUSTRIELS | 8 300,00 | | | 8 300,00 |
| 28155 | AMORTISSEMENTS OUTILLAGE INDUSTRIELS | | | | |
| 28157 | AMORTISSEMENTS AGENCEMENTS ET AMENAGEMENT | | | | |
| 28181 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | 9 700,00 | | | 9 700,00 |
| 28182 | AMORTISSEMENTS VEHICULES | | | | |
| 28183 | AMORTISSEMENTS MATERIEL DE BUREAU ET MAT | 13 000,00 | | | 13 000,00 |
| 28184 | AMORTISSEMENTS MOBILIER | 40 000,00 | | | 40 000,00 |
| 28188 | AMORTISSEMENTS AUTRES | 12 000,00 | | | 12 000,00 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (7) | | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et ordres) | | 103 000,00 | | | 103 000,00 |
| + | | | | | |
| RESTES A REALISER N-1 (8) | | | | | |
| + | | | | | |
| R001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (8) | | | 636 927,85 | | 636 927,85 |
| = | | | | | |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | | | 739 927,85 | | 739 927,85 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.

(2) cf. I - Modalités de vote.

(3) Hors restes à réaliser

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(6) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| | |
|---|------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATIONS D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N° : (1)

LIBELLE :

POUR VOTE (Chapitre)
OU
POUR INFORMATION (2)

| Art. (3) | Libellé (3) | Réalizations cumulées au 1/1/N | Restes à réaliser N-1 (4) (5) (6) | Propositions nouvelles (5) | Vote (5) | Montant (6) |
|-------------|-----------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------|----------|-------------|
| | | | a | | b | b |
| | DEPENSES | | | | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | | | |
| 22 | Immobilisations reçues en affect. | | | | | |
| 23 | Immobilisations en cours | | | | | |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | Restes à réaliser N-1 (4) | Recettes de l'exercice |
|--|-------------------------------|------------------------|
| | c | d |
| | | |
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | |
| 13 | Subventions d'investissement | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | |
| | Autres | |
| | | |

| | | |
|--|--|--|
| Besoin de financement = (a+b) - (c+d) | | |
| Excédent de financement = (c+d) - (a+b) | | |

(1) Ouvrir un cadre par opération et dont le numéro doit être au moins égal à 10.

(2) Rayer la mention inutile.

(3) Détailler les articles conformément au plan des comptes appliqué par la régie.

(4) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(5) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces trois colonnes sont renseignées.

Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(6) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|---|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE | |
| DETTE SUR EMPRUNT - REPARTITION PAR PRETEURS | A1.1 |
| REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE TAUX | A1.2 |

A1.1 - DETTE SUR EMPRUNT - REPARTITION PAR PRETEURS (1)

| REPARTITION PAR PRETEUR | Dette en capital à l'origine | Dette en capital au 1/1/N de l'exercice | Annuité à payer au cours de l'exercice | Dont | |
|--|------------------------------|---|--|--------------|---------|
| | | | | Intérêts (2) | Capital |
| TOTAL | | | | | |
| Auprès des organisme de droit privé | | | | | |
| Caisses de Crédit Agricole | | | | | |
| Caisse des Dépôts et Consignations | | | | | |
| Caisses d'Epargne/Crédit Foncier | | | | | |
| Dexia Crédit Local | | | | | |
| Société Générale | | | | | |
| BNP | | | | | |
| NATEXIS - Banques Populaires | | | | | |
| Crédit mutuel - CIC | | | | | |
| Organismes d'assurance | | | | | |
| (3) | | | | | |
| Auprès des organisme de droit public | | | | | |
| (3) | | | | | |
| Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées) (3) | | | | | |

(1) Pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de Trésorerie (CLTR, OCLT, PCTM, ...), seules les opérations comptabilisées au compte 16441 "opérations afférentes à l'emprunt" doivent être inscrites.

(2) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(3) A détailler en tant que de besoin selon la nature du prêteur.

A1.2 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR TYPE DE TAUX

| Emprunts ventilés par type de taux (taux au 1/01/N) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial de l'emprunt | Capital restant dû au 1/01/N | Capital restant dû au 31/12/N | Niveau du taux à la date de vote du budget (5) | Intérêts à payer de l'exercice (6) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|--|-----------------------------------|------------------------------|------------------------------|-------------------------------|--|------------------------------------|--|
| Emprunts à taux fixe sur la durée de vie du contrat | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Emprunts à taux indexé sur la durée du contrat (2) | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Emprunts avec plusieurs tranches de taux (3) | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Emprunts avec options (4) | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | |

(1) Répartir les emprunts selon le type de taux au 1/01/N après opérations de couverture éventuelles.

(2) Préciser si les emprunts sont à taux préfixé ou post-fixé, éventuellement garanti par un cap ou un tunnel.

(3) Emprunts dont le passage d'un type d'indice à un autre est prédéterminé dans le contrat.

(4) Emprunts offrant la possibilité de modifier les conditions financières en cours de contrat (passage d'un taux fixe à un taux indexé ou changement du mode d'amortissement).

(5) Indiquer le niveau du taux après opération d'échange éventuelle. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année précédente. Pour les emprunts à taux révisables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année;

(6) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

| | |
|----------------------|-------------|
| IV - ANNEXES | IV |
| AUTRES DETTES | A1.3 |

A1.3 - AUTRES DETTES

(issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

| LIBELLES | Montant initial de la dette | Dépenses de l'exercice | Dettes restantes |
|--|------------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| Dettes pour subventions d'équipement à verser en annuités | | | |
| Dettes pour travaux devant être réglées en plusieurs exercices | | | |
| Dettes pour souscription au capital d'une SEM | | | |
| Dettes pour location - ventes | | | |
| Dettes pour location - acquisitions | | | |
| Autres dettes à long ou moyen terme (sans réception de fonds) | | | |

| | |
|----------------------|----|
| IV - ANNEXES | IV |
| ARRETE ET SIGNATURES | D |

D - ARRETE - SIGNATURES

| | | |
|---|--|--|
| <p>Nombre de membres en exercice <u>22</u> Nombre de membres présents <u>15</u> Nombre de suffrages exprimés <u>16</u> VOTES : Pour <u>16</u> Contre <u>0</u> Abstentions <u>0</u></p> | | |
| <p>Date de convocation : <u>22/06/2016</u></p> | | |
| <p>Présenté par le président du Conseil d'administration, A <u>Villeneuve d'Ascq</u>, le <u>07/03/2016</u> Le président,</p> | | |
| <p>Délibéré par le Conseil d'Administration, réunion en session A le</p> | | |
| <p><i>[Signature]</i> Les membres du conseil d'administration</p> | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| <p>Certifié exécutoire par le président, compte tenu de la transmission en préfecture, le, et de la publication le</p> | | |
| <p>A, le</p> | | |

PREFECTURE DU NORD
 17 MARS 2016
 ARRIVEE -